

# **REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS**

**SÉANCE PUBLIQUE DU:**

**LUNDI 28 NOVEMBRE 2016**

**TOME II**

## Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents :

Alex LARUE.

## Rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'égalité entre les femmes et les hommes constitue depuis 1946 un principe constitutionnel, rappelé pour ce qui concerne la fonction publique par la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

L'égalité de droits et de statuts entre femmes et hommes est garantie par la loi, toutefois l'égalité réelle reste en cours de construction et les employeurs publics se doivent de faire preuve d'exemplarité dans cette démarche.

Dans ce cadre, comme le prévoient la loi n°2014-783 du 4 août 2014 et le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 est présenté au Conseil Municipal un rapport annuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Ce rapport appréhende tout d'abord la collectivité comme employeur au travers d'un rapport de situation comparée, d'un bilan des actions menées et d'orientations d'actions à mener.

Il présente également les politiques menées sur le territoire en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Dans ce cadre, le premier rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes a été présenté au premier trimestre 2016, sur la base des éléments chiffrés de l'année 2015 pour ce qui concerne le rapport de situation comparée au sein de la collectivité. Au regard du calendrier de présentation du budget primitif 2017, l'année 2016 n'étant pas clôturée, les éléments chiffrés restent ceux de la dernière année échue (2015).

**En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte du rapport annuel sur la la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ;
- d'autoriser l'autorité territoriale à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil prend acte du rapport.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



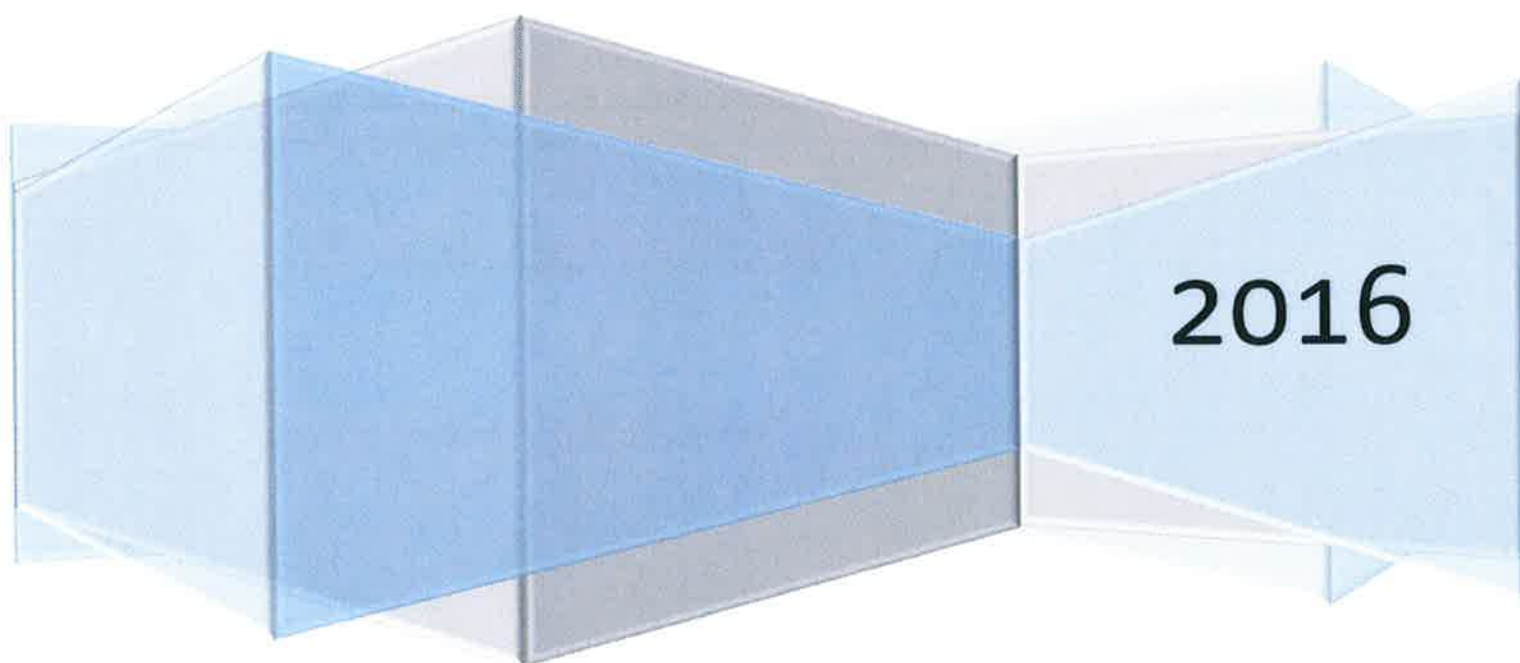
**Publiée le : 29 novembre 2016**



# Rapport annuel

sur la situation en matière d'égalité entre les  
femmes et les hommes

Ville de Montpellier





## Sommaire

### **I) La politique de ressources humaines de la Ville de Montpellier en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes** **p :2**

#### **A) Rapport de situation comparée de l'égalité professionnelle au sein de la collectivité** **p :3**

- I) Conditions générales d'emploi **p :4**
  - 1) Effectifs **p :4**
  - 2) Durée et organisation du travail **p :9**
  - 3) Comptes épargne temps **p :12**
  - 4) Carrières **p :14**
- II) Rémunérations **p :19**
- III) Formation **p :27**
- IV) Conditions de travail **p :31**
- V) Congés **p :33**

#### **B) Bilan des actions menées et les orientations envisagées au sein de la collectivité afin de promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes** **p :36**

### **II) Les politiques menées par la commune de Montpellier sur son territoire** **p :39**

Ce rapport s'appuie sur les données 2015, soit les mêmes données que celles présentées lors du DOB 2016, celui-ci ayant eu lieu en février 2016.

**I) La politique de ressources humaines  
de la Ville de Montpellier en matière  
d'égalité professionnelle entre les  
femmes et les hommes**

## A) Rapport de situation comparée de l'égalité professionnelle au sein de la collectivité

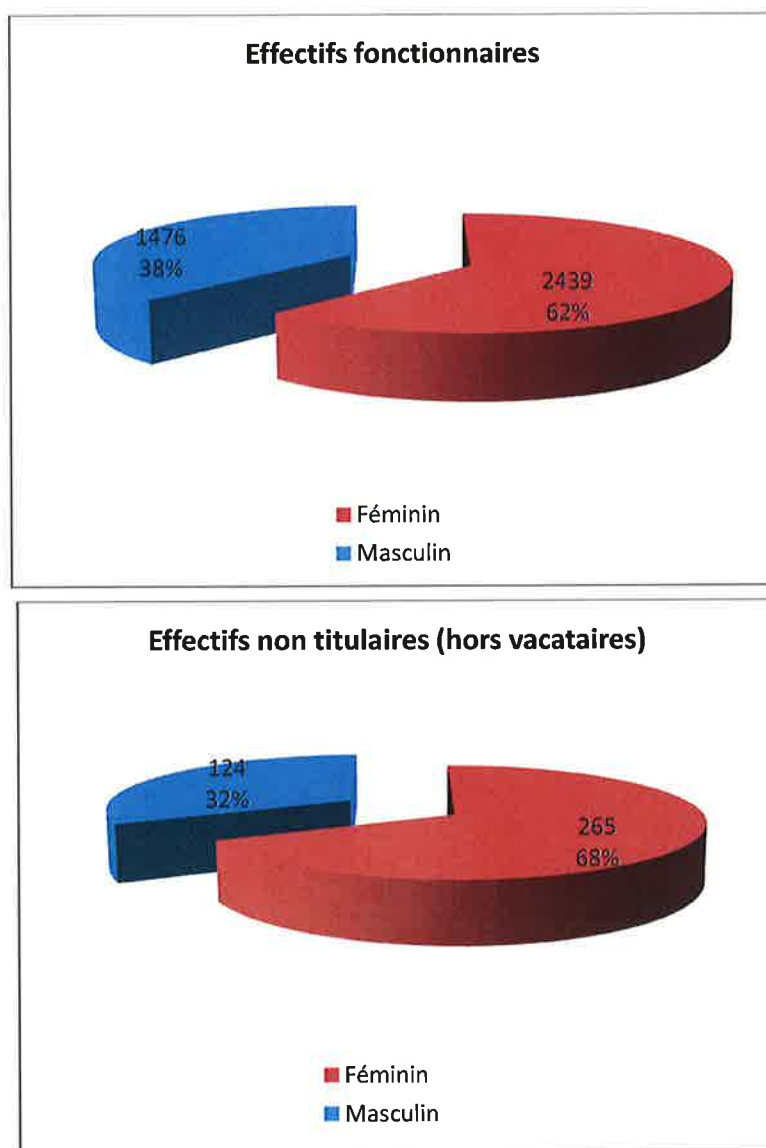
## I) CONDITIONS GENERALES D'EMPLOI

### 1) Effectifs

Population étudiée : Titulaires, stagiaires et non titulaires mensualisés hors agents sans  
catégorie (ex : emploi d'avenir...)

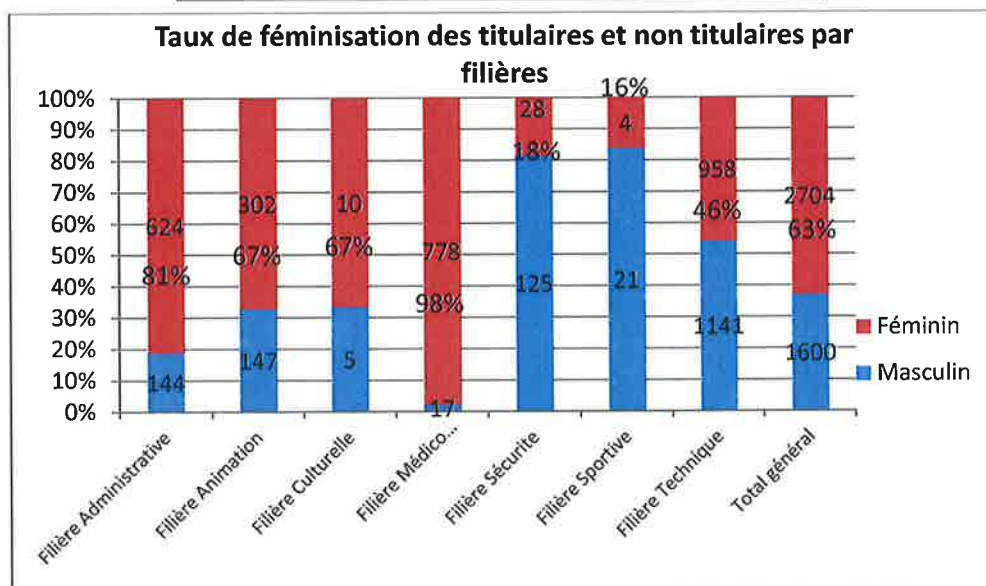
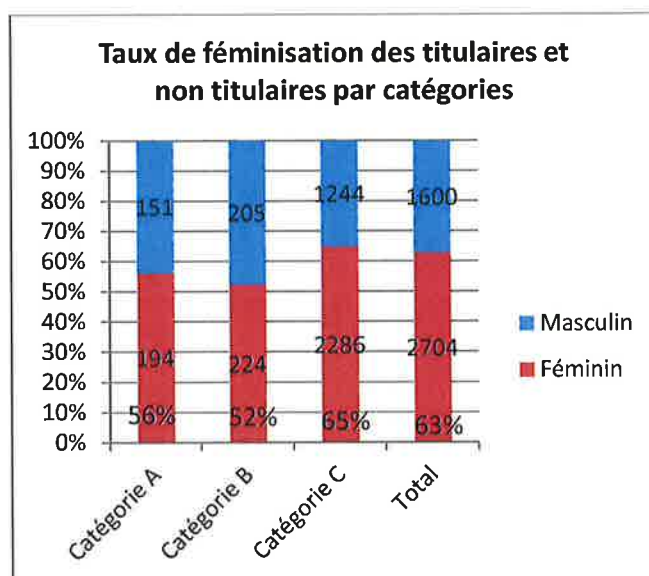
Données 2015

## Les effectifs de la collectivité



Les effectifs féminins représentent un peu moins de 2/3 de la population totale de la collectivité, avec une proportion légèrement plus faible de femmes parmi les fonctionnaires par rapport aux agents non titulaires.

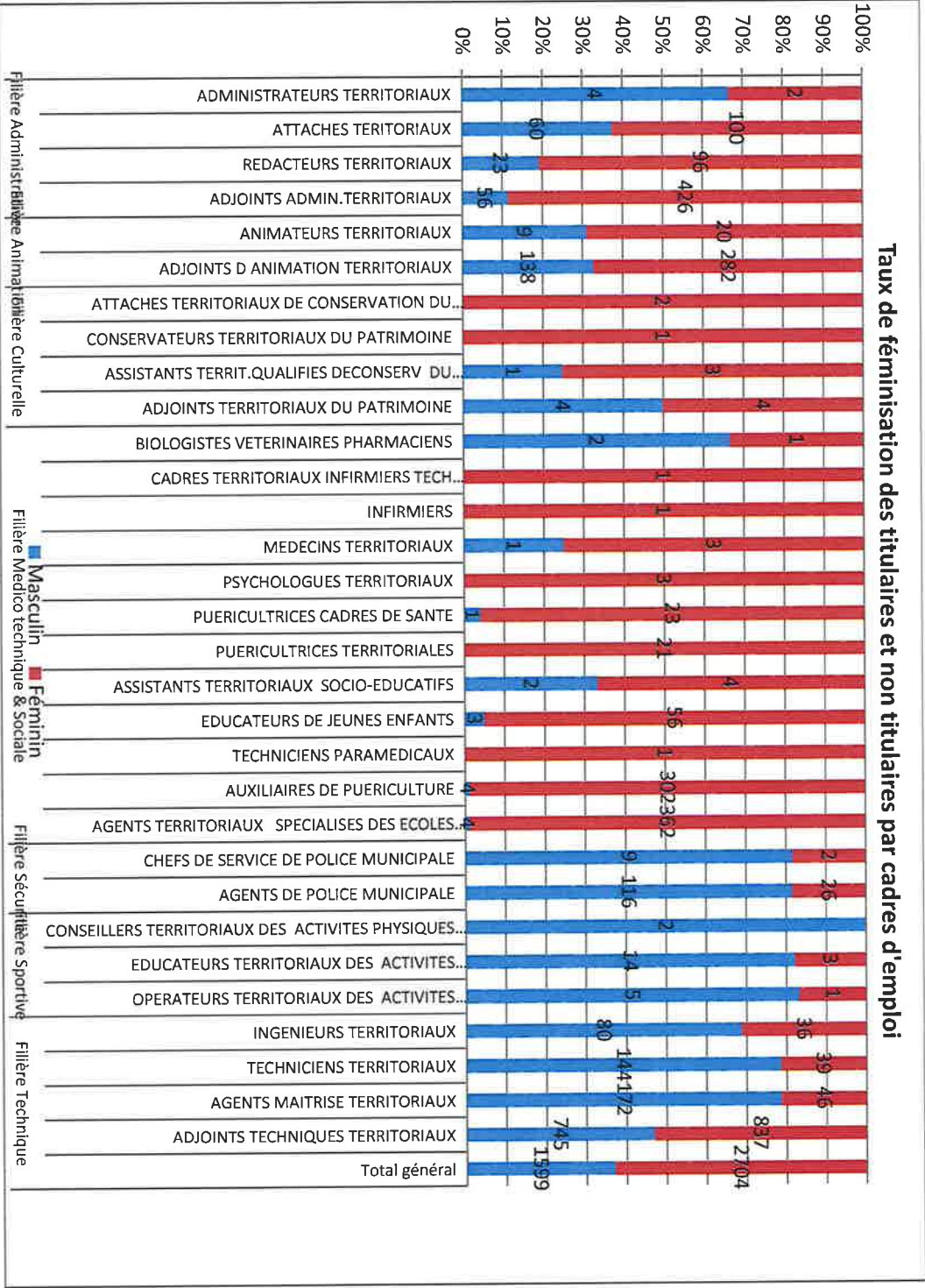
## Le taux de féminisation par catégories et par filières



La catégorie C est la plus féminisée avec 2286 femmes sur un total de 3530 agents dans cette catégorie.

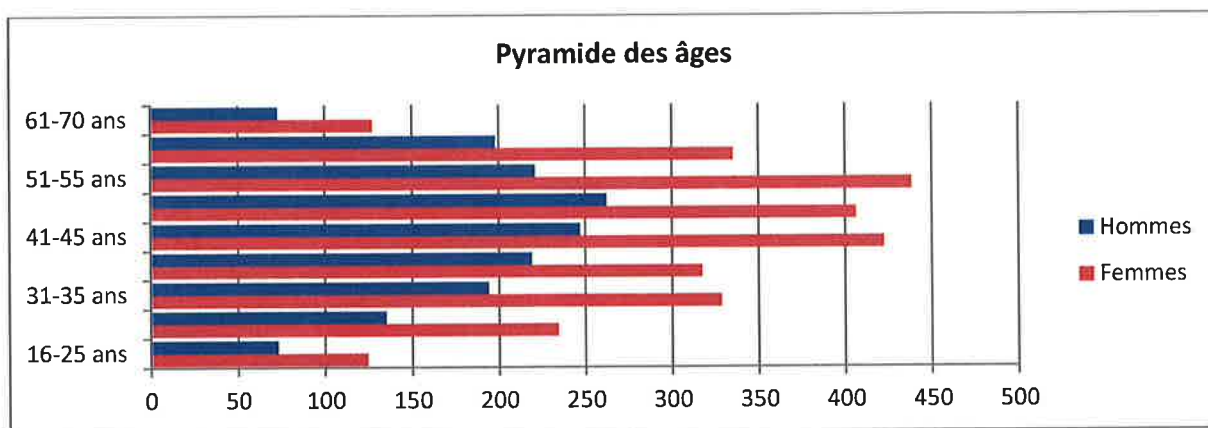
De même, la filière Médico-sociale est la filière dans laquelle le taux de féminisation est le plus élevé (98%) avec une population de 778 femmes et 17 hommes. A l'inverse, dans les filières Sécurité et Sportive les femmes sont sous représentées avec des taux respectifs de féminisation de 18% (28 femmes sur un total de 153 agents) et 16% (4 femmes sur un total de 25 agents). La filière technique est la plus équilibrée.

# Le taux de féminisation par cadres d'emploi



## Age moyen et pyramide des âges

Age moyen	TITULAIRES	NON TITULAIRES	GLOBAL
moyenne d'âge des hommes :	45,0	37,3	44,1
moyenne d'âge des femmes :	45,7	35,5	44,3
ensemble :	45,5	36,1	44,3
Ecart Femmes/Hommes	0,7	-1,8	0,2



Parmi la population féminine, la tranche d'âge majoritaire est celle des 51-55 ans, alors que chez les hommes c'est celle des 46-50 ans.

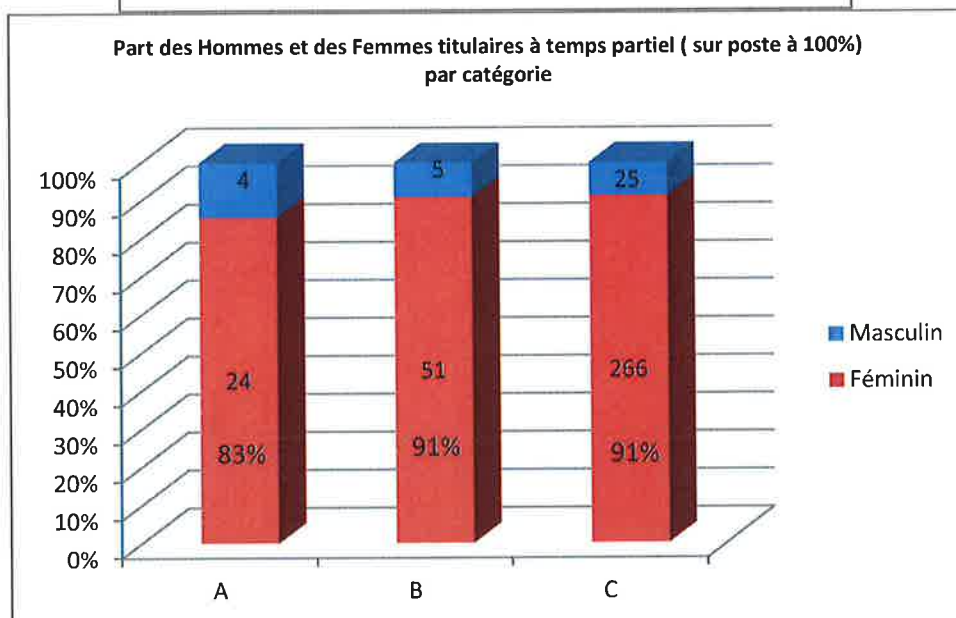
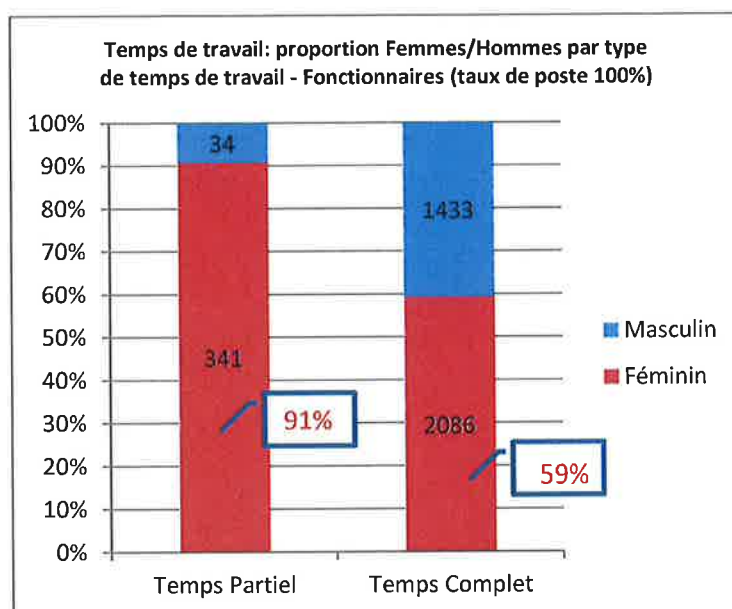


# I) CONDITIONS GENERALES D'EMPLOI

## 2) Durée et organisation du travail

Population étudiée : Titulaires, stagiaires mensualisés sur postes à temps complet  
Données 2015

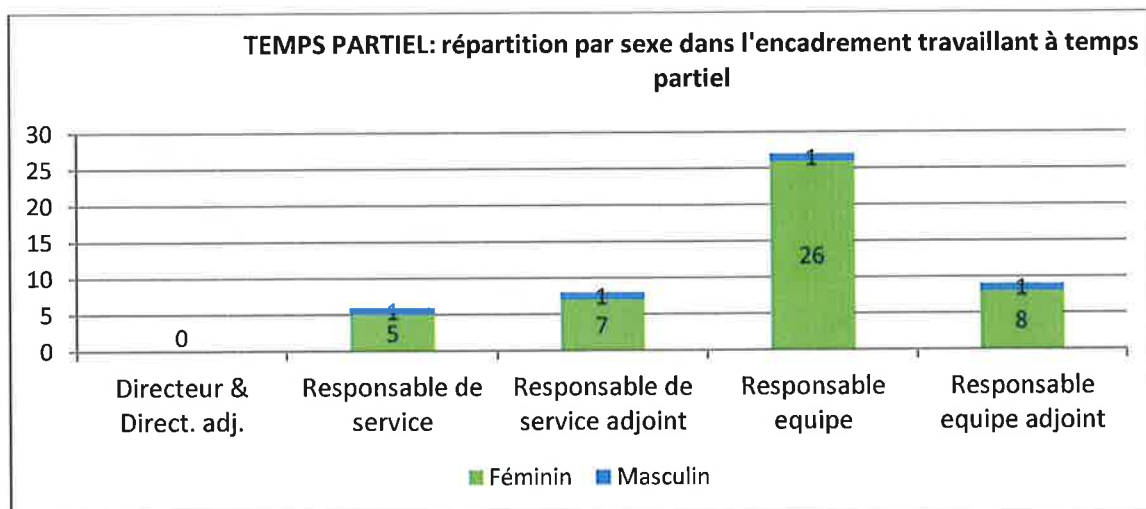
## Répartition des effectifs selon la durée du travail



Catégories	Temps Partiel		TOTAL		% temps partiel	
	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin
A	24	4	171	118	14%	3%
B	51	5	205	198	25%	3%
C	266	25	2051	1151	13%	2%
<b>Total général</b>	<b>341</b>	<b>34</b>	<b>2427</b>	<b>1467</b>	<b>14%</b>	<b>2%</b>

Le travail à temps partiel est majoritairement féminin, puisque plus de 90% des agents travaillant à temps partiel sont des femmes.

## Répartition des effectifs selon la durée du travail : Encadrement



Parmi l'encadrement travaillant à temps partiel, les femmes sont majoritaires, avec un total de 46 femmes et 4 hommes : le taux de féminisation de l'encadrement à temps partiel est de 92 %.

	Total Femmes	Femmes à Temps partiel	% des femmes à temps partiel
Responsable de service	51	5	10%
Responsable de service adjointe	25	7	28%
Responsable équipe	218	26	12%
Responsable équipe adjointe	42	8	19%
<b>Total général</b>	<b>336</b>	<b>46</b>	<b>14%</b>

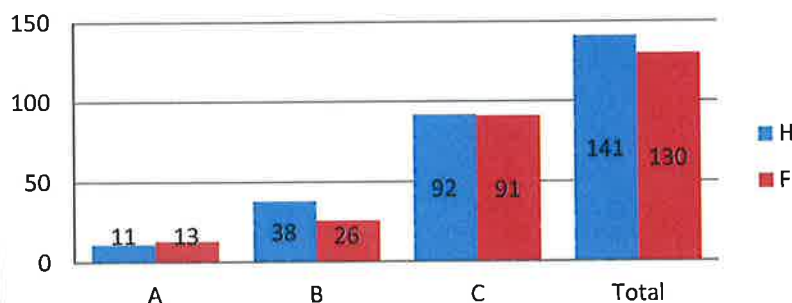
Parmi les femmes faisant partie de l'encadrement on constate le plus fort taux de travail à temps partiel pour les responsables de service adjointes (28% des responsables adjointes de service travaillent à temps partiel).

## I) CONDITIONS GENERALES D'EMPLOI

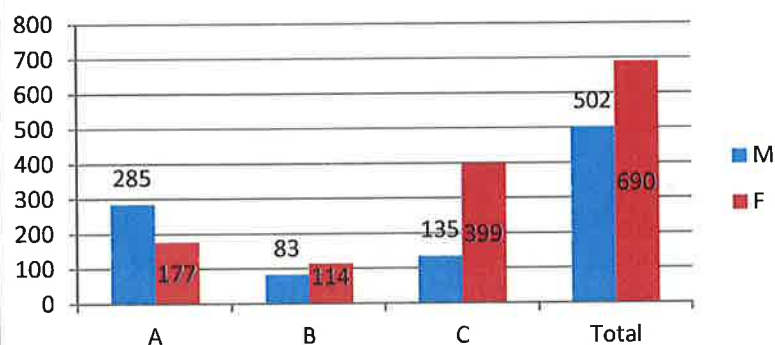
### 3) Compte épargne-temps

## Compte épargne-temps

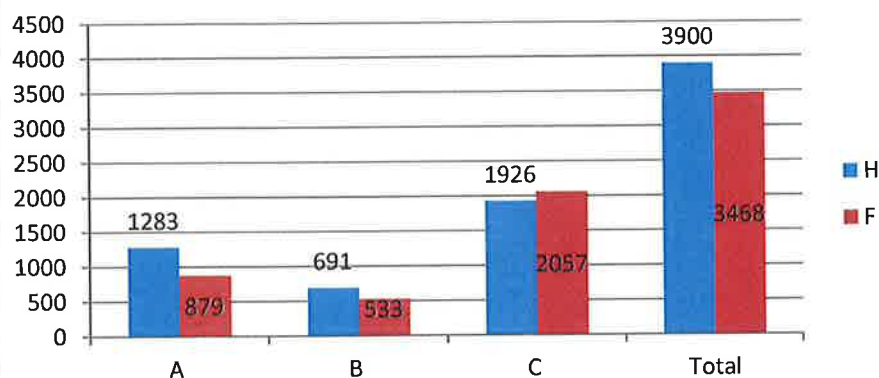
Répartition du nombre d'ouverture de CET en 2015 par sexe et catégorie (titulaires et non titulaires)



Répartition du nombre de jours CET consommés en 2015 par catégorie et par sexe



Répartition du nombre de jours versés sur le CET en 2015 par sexe et catégorie (CA et RTT 2014)



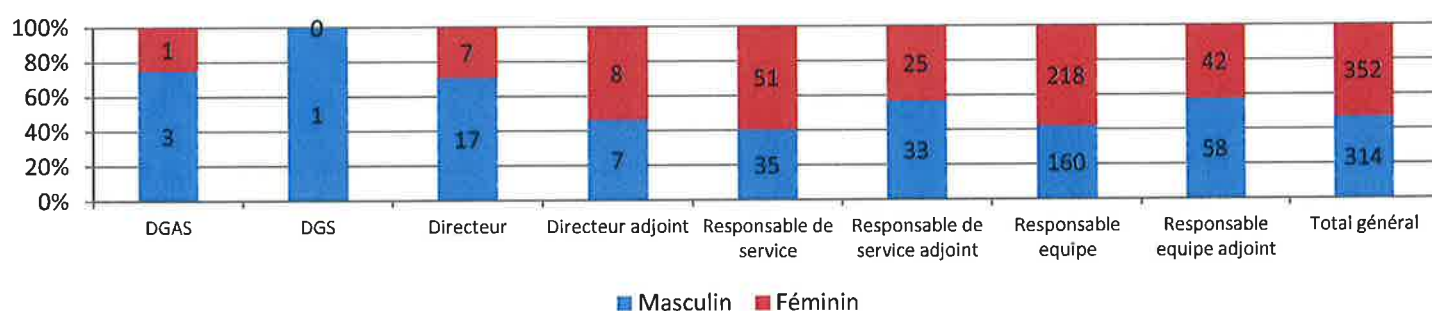
## I) CONDITIONS GENERALES D'EMPLOI

### 4) Carrières

## Positionnement

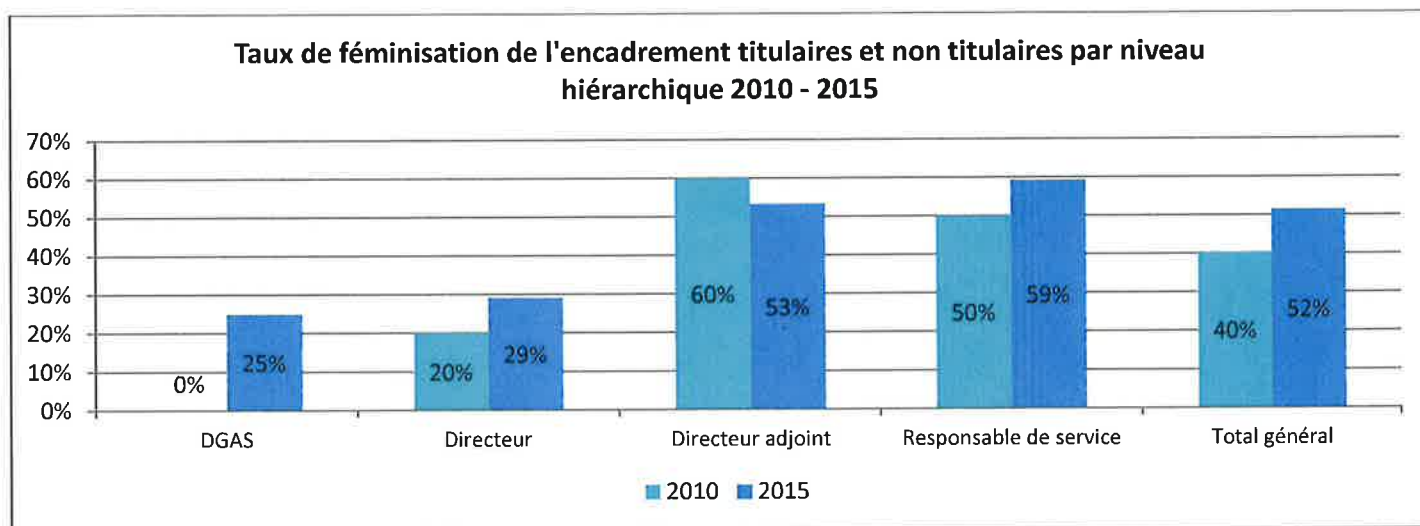
Effectif d'encadrement	Masculin	Féminin	Total général
DGAS	3	1	4
DGS	1	0	1
Directeur	17	7	24
Directeur adjoint	7	8	15
Responsable de service	35	51	86
Responsable de service adjoint	33	25	58
Responsable équipe	160	218	378
Responsable équipe adjoint	58	42	100
<b>Total général</b>	<b>314</b>	<b>352</b>	<b>666</b>

Taux de féminisation de l'encadrement titulaires et non titulaires par niveau hiérarchique  
2015



Sur un total de 666 agents à des postes d'encadrement, 352 sont des femmes, soit un taux global de féminisation de l'encadrement de 53%. Hors les fonctions de direction générale, le taux de féminisation le plus faible est 29%, pour les Directeurs.

## Positionnement: évolution du taux de féminisation de l'encadrement entre 2010 et 2015



Entre 2010 et 2015, pour le total des postes d'encadrement étudiés (de DGAS à Responsables de service) le taux de féminisation a évolué de 40% à 52%.



## Promotions

total	PROMUS en 2015		PROMOUVABLES en 2015	
	femmes	hommes	femmes	hommes
C	133	89	639	569
B	15	7	146	346
A	12	6	208	197
Avancements de grade	femmes	hommes	femmes	hommes
C	130	86	579	345
B	7	3	44	36
A	10	3	46	38
Promotion interne	femmes	hommes	femmes	hommes
C	3	3	60	224
B	8	4	102	310
A	2	3	162	159
lauréats examen	femmes	hommes	femmes	hommes
C	20	30	28	36
B	8	5	22	12
A	2	1	2	4

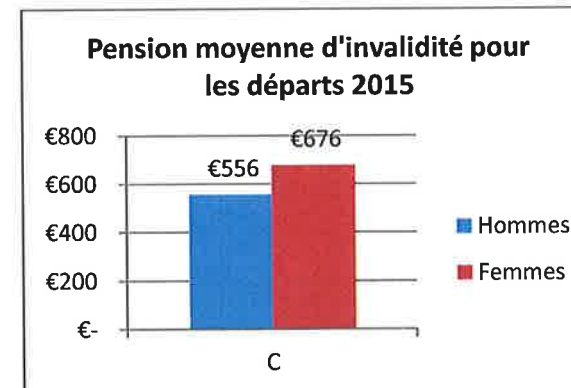
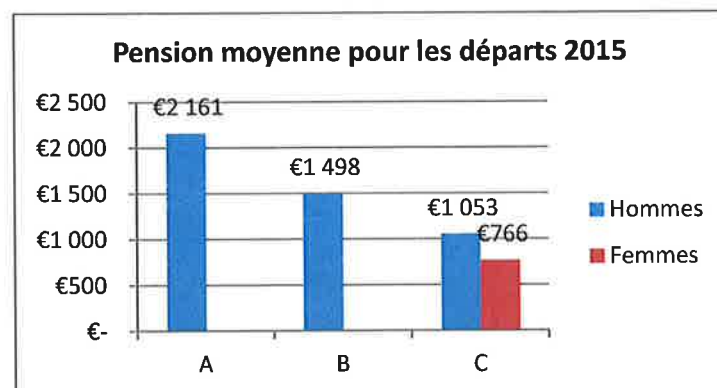
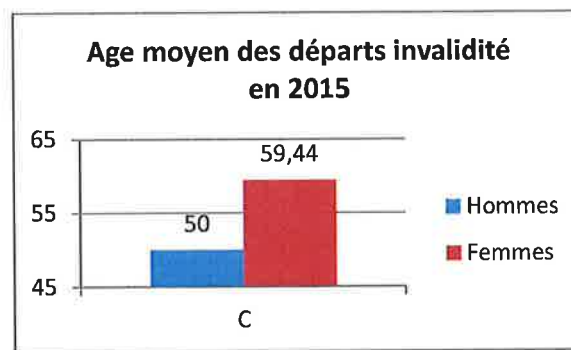
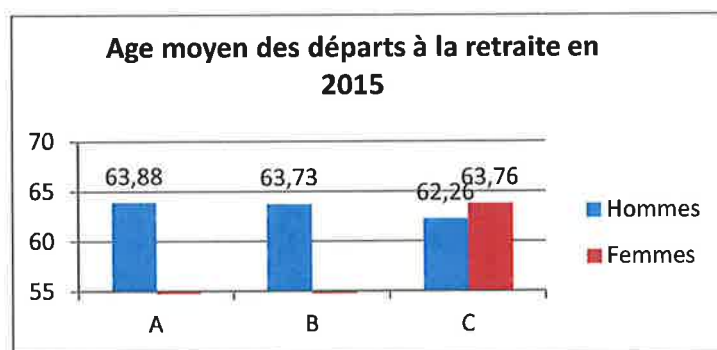
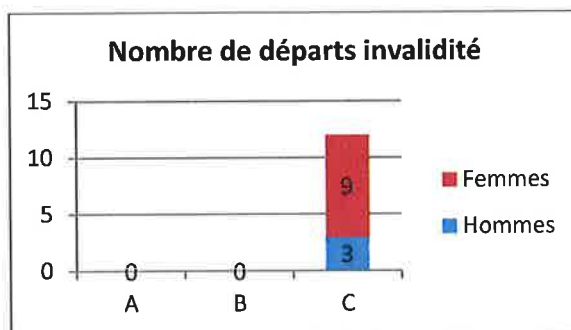
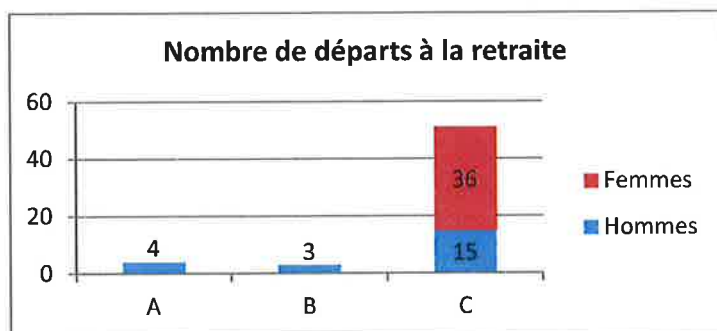
ratio promus/promouvables	F promues/F promouvables	H promus/H promouvables
C	21%	16%
B	10%	2%
A	6%	3%

répartition F/H des promus	femmes	hommes
C	60%	40%
B	68%	32%
A	67%	33%

examen : F promue/F promouvable	H promu/H promouvable
71%	83%
36%	42%
100%	25%

L'avancement de carrière semble plus favorable aux femmes avec un ratio de Promus par rapport aux promouvables de 16 % pour les femmes contre 9% pour les hommes. Ce même constat peut être fait à travers le taux global de répartition des promus : 61% sont des femmes.

## Départs à la retraite



En 2015, les départs à la retraite et invalidité ont concerné essentiellement des **femmes de catégorie C** (36 femmes à la retraite et 9 pour invalidité).

Ces 36 femmes sont parties à la retraite à un âge moyen de 63,76 ans, soit légèrement supérieur à celui des hommes de même catégorie (62,26 ans) ; et elles perçoivent une pension moyenne de 766€ contre 1053€ pour les hommes de même catégorie.

Parmi ces départs à la retraite de 2015 ; 6 femmes et 3 hommes sont partis en limite d'âge (65 ans) ;

9 femmes et 3 hommes sont partis au-delà de la limite d'âge (65 ans et plus).

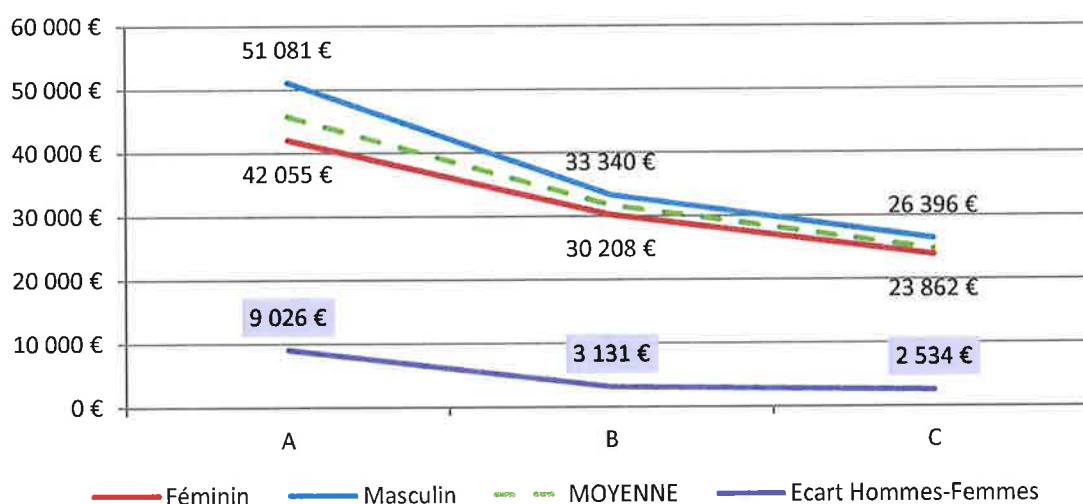


## II) REMUNERATIONS

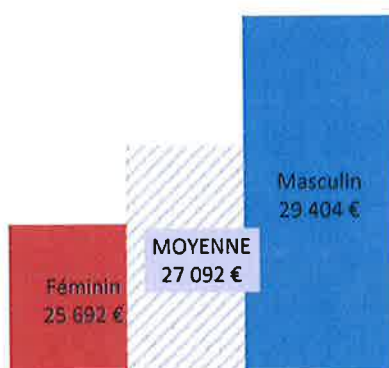
Population étudiée : Titulaires, stagiaires mensualisés  
Données 2015

## Rémunération brute annuelle moyenne

Rémunération brute annuelle moyenne par catégories et sexes en 2015  
Titulaires et stagiaires



Rémunération brute annuelle moyenne  
Titulaires et Stagiaires



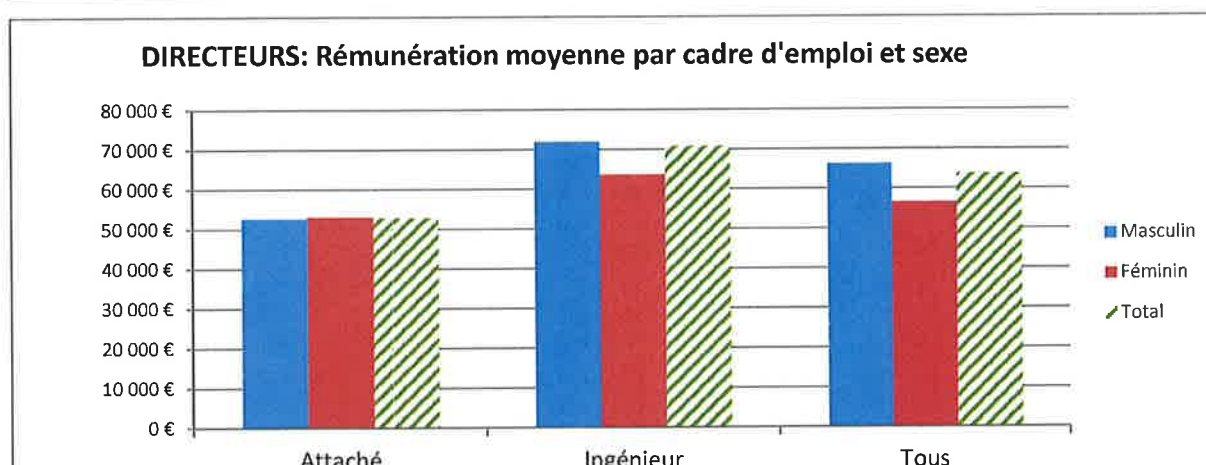
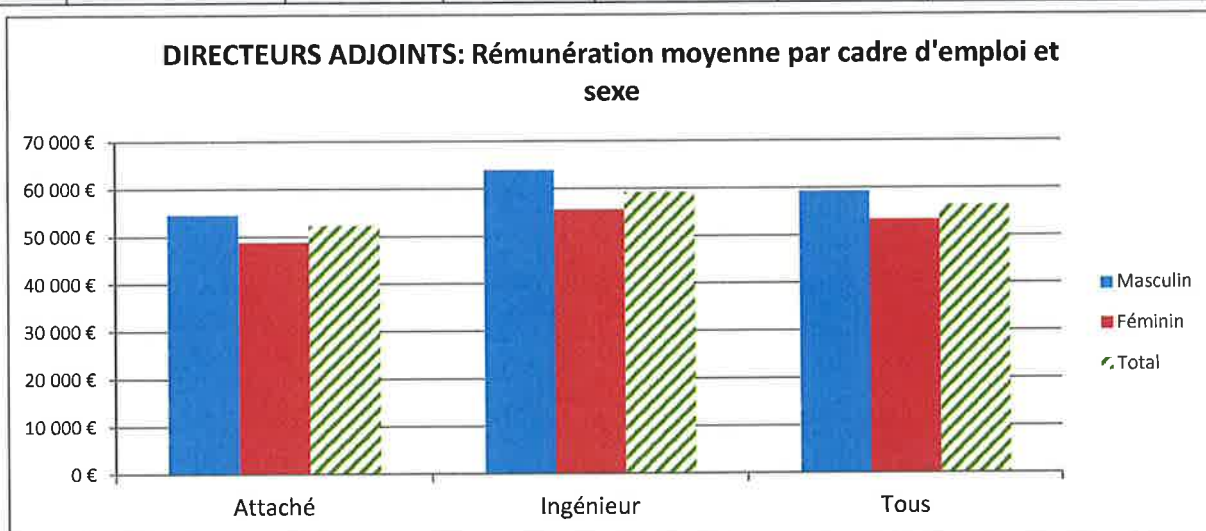
Bien qu'à grade, échelon et fonction égaux, la rémunération des femmes et des hommes soit absolument identique, la rémunération moyenne des hommes est supérieure de 3 712 € à celle des femmes (soit +14%). Cet écart s'accroît pour les catégories A avec un écart de 9 026 € (soit +21%). Les pistes d'explications peuvent être :

- en catégorie A : la sous-représentation des femmes dans la filière technique et sur la fonction de directeur ;
- en catégorie C : la sur-représentation des femmes dans la filière administrative, moins bien rémunérée que la filière technique, ainsi que la répartition très favorable aux hommes des heures supplémentaires.

Une analyse plus approfondie sera menée pour confirmer ces pistes et en trouver d'autres.

## Rémunération brute annuelle moyenne : Directeurs et Directeurs adjoints par cadres d'emploi

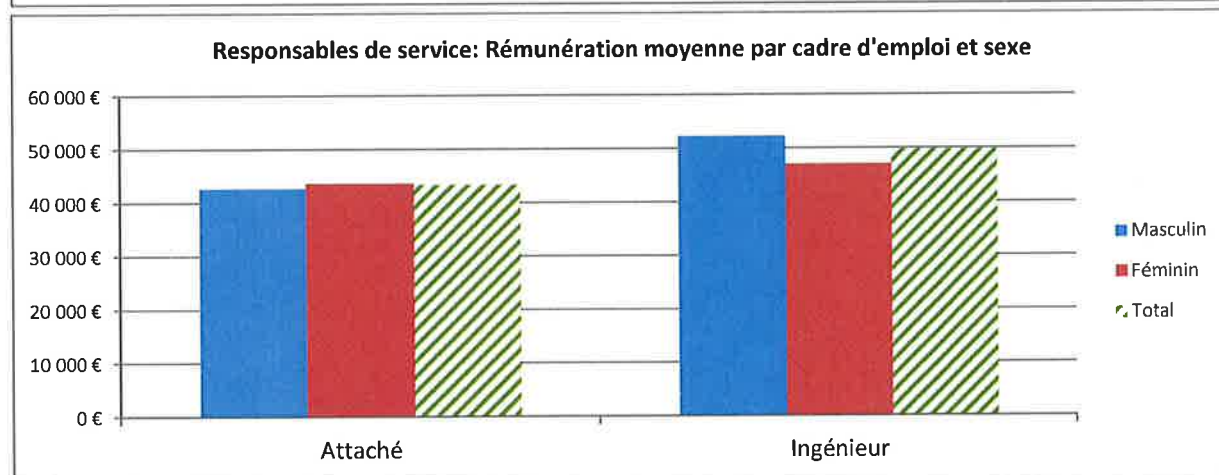
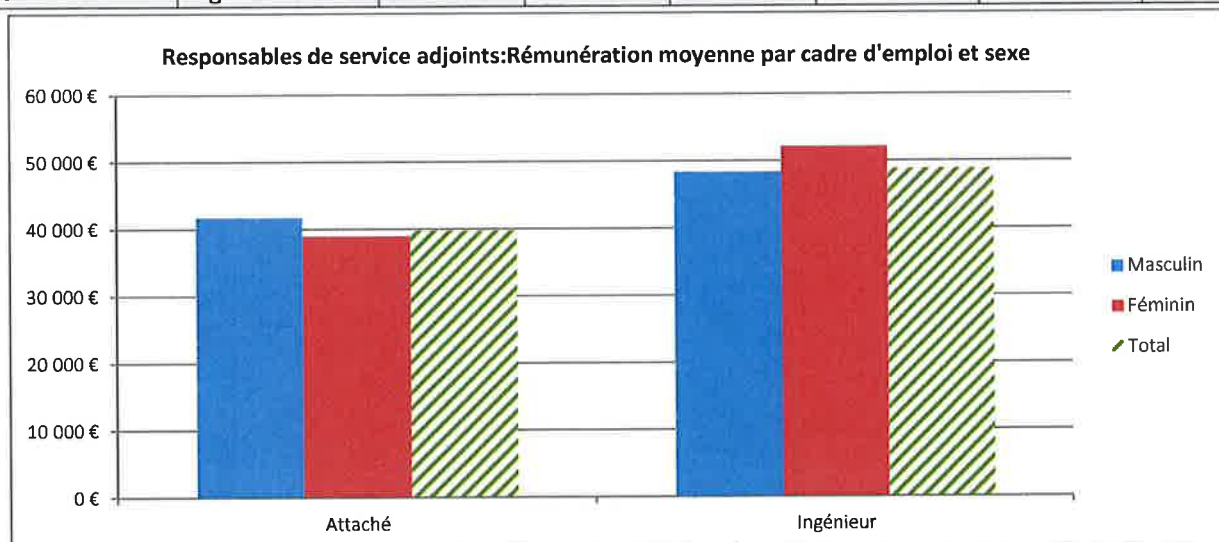
Fonction	Cadre d'emploi	SALAIRES MOYENS			NOMBRE D'AGENTS		
		Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total
Directeur	Attaché	52 742 €	53 115 €	52 908 €	5	4	9
Directeur	Ingénieur	71 970 €	63 683 €	70 786 €	12	2	14
Directeur	Tous	66 314 €	56 637 €	63 790 €	17	6	23
Directeur adjoint	Attaché	54 593 €	48 807 €	52 279 €	3	2	5
Directeur adjoint	Ingénieur	63 923 €	55 592 €	59 162 €	3	4	7
Directeur adjoint	Tous	59 258 €	53 330 €	56 294 €	6	6	12



On note que les Directrices du cadre d'emploi d'Attaché ont un salaire moyen légèrement supérieur à celui des hommes Directeurs/Attachés. De plus, cette analyse met évidence la sous-représentation des femmes sur les fonctions de Directeur (seulement 6 femmes sur 23) et notamment dans la filière technique (2 sur 14) : Cela explique en partie l'écart au profit des hommes du salaire moyen de la catégorie A.

## Rémunération brute annuelle moyenne : Responsables de service et Responsables adjoints de service par cadres d'emploi

Fonction	Cadre d'emploi	SALAIRES MOYENS			NOMBRE D'AGENTS		
		Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total
Responsable de service	Attaché	42 708 €	43 686 €	43 454 €	9	29	38
Responsable de service	Ingénieur	52 302 €	47 040 €	49 835 €	17	15	32
Resp. adjoint de service	Attaché	41 751 €	38 945 €	39 787 €	3	7	10
Resp. adjoint de service	Ingénieur	48 357 €	52 153 €	48 863 €	13	2	15



Concernant les Responsables de Services, les femmes du cadre d'emploi d'Attaché ont un salaire moyen supérieur à celui des hommes Attachés. On fait le même constat pour les femmes ingénieurs et Responsables adjointes de services qui ont un salaire moyen de 52 K€ contre 48 K€ pour les hommes.

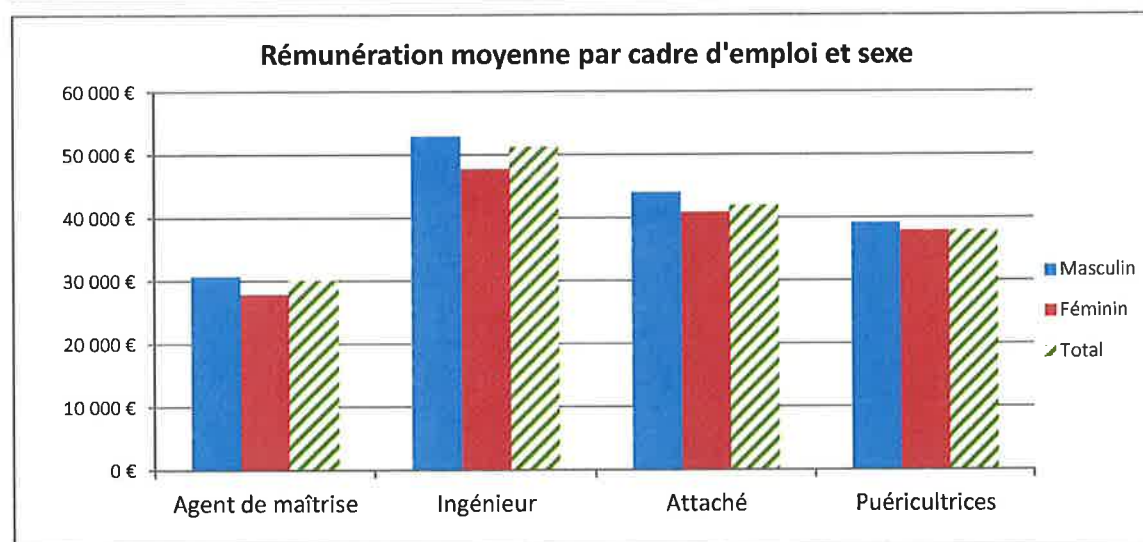
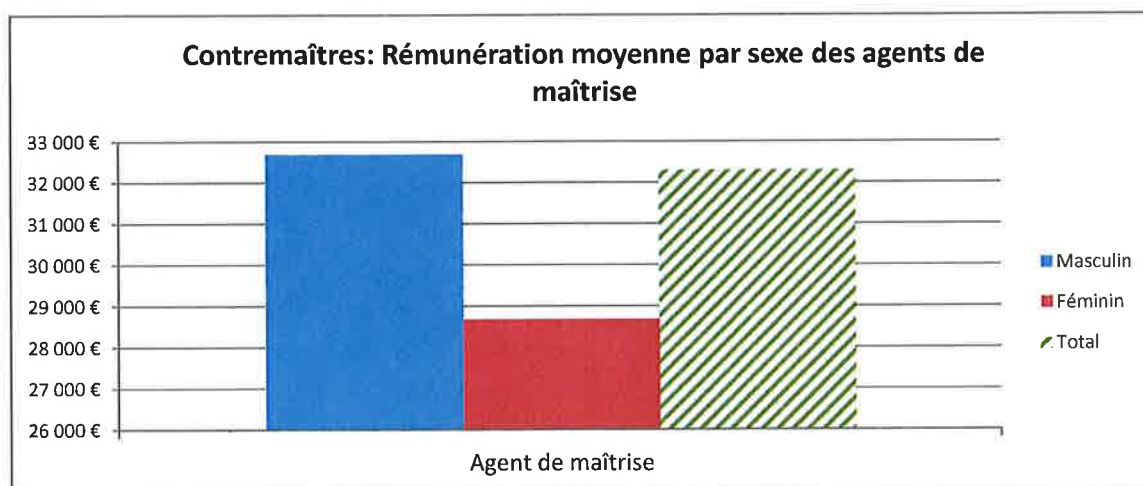


## Rémunération brute annuelle moyenne :

### Zoom sur certains cadres d'emploi

Fonction	Cadre d'emploi	SALAIRES MOYENS			NOMBRE D'AGENTS		
		Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total
Contremaître	Agent de maîtrise	32 688 €	28 679 €	32 306 €	57	6	63
Toutes Fonctions	Agent de maîtrise*	30 763 €	27 902 €	30 160 €	180	48	228
Toutes Fonctions	Ingénieur	52 995 €	47 763 €	51 251 €	74	37	111
Toutes Fonctions	Attaché	44 057 €	40 911 €	41 984 €	45	87	132
Toutes Fonctions	Puéricultrices	39 129 €	37 909 €	37 935 €	1	47	48

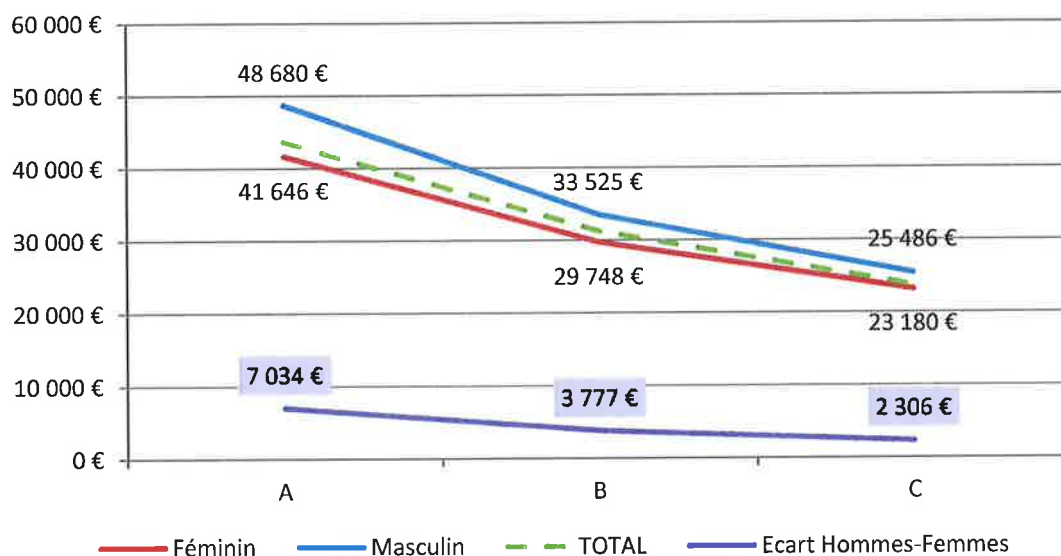
\*Parmi les 48 femmes agents de maîtrise, 33 occupent des postes de Responsables techniques des Groupes scolaires et ont une rémunération brute annuelle moyenne de 27 429 €.





## Rémunération brute annuelle médiane :

Rémunération brute annuelle médiane\* par catégories et sexes en 2015  
Titulaires et stagiaires



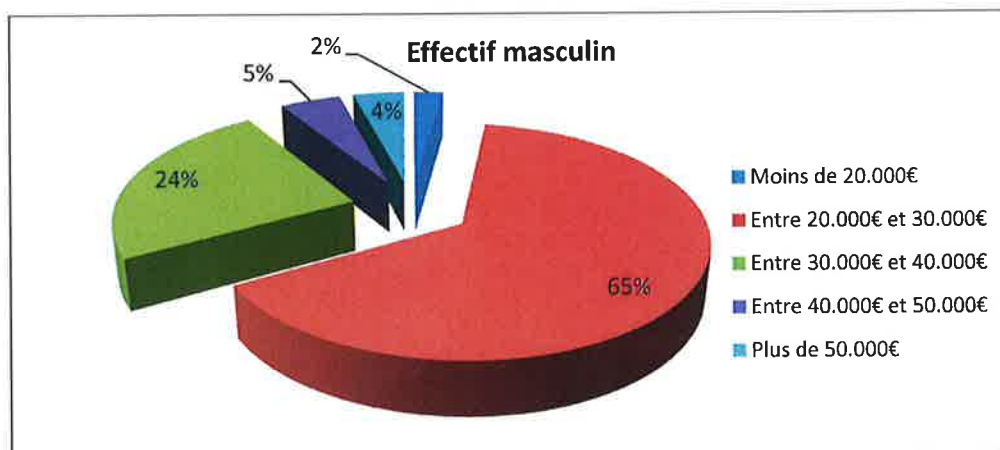
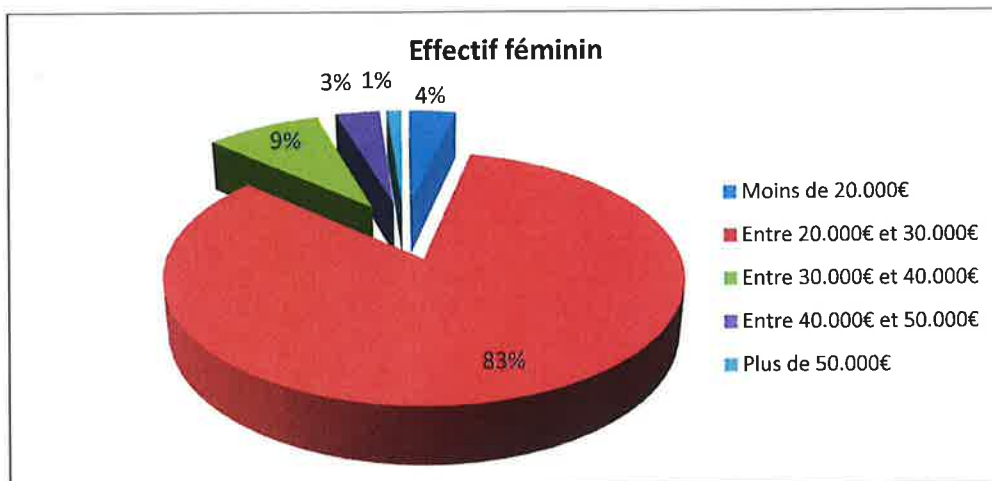
Rémunération brute annuelle médiane\*  
Titulaires et Stagiaires



\*Rémunération telle que la moitié des salariés de la population considérée gagne moins et l'autre moitié gagne plus.

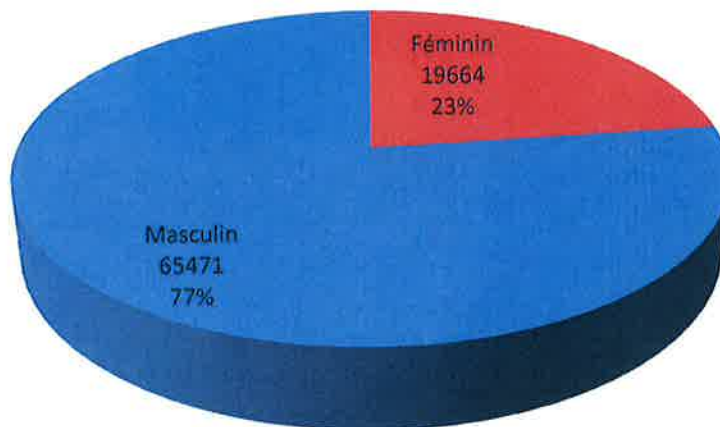
La rémunération médiane des hommes est de 27 153 € contre 23 861 € pour les femmes, soit un écart de +14% équivalent à celui des rémunérations moyennes. Cet écart se creuse également plus on monte dans la hiérarchie (7 034 € pour les catégories A).

## Répartition de la rémunération brute annuelle par niveau



## Répartition des heures supplémentaires par sexe

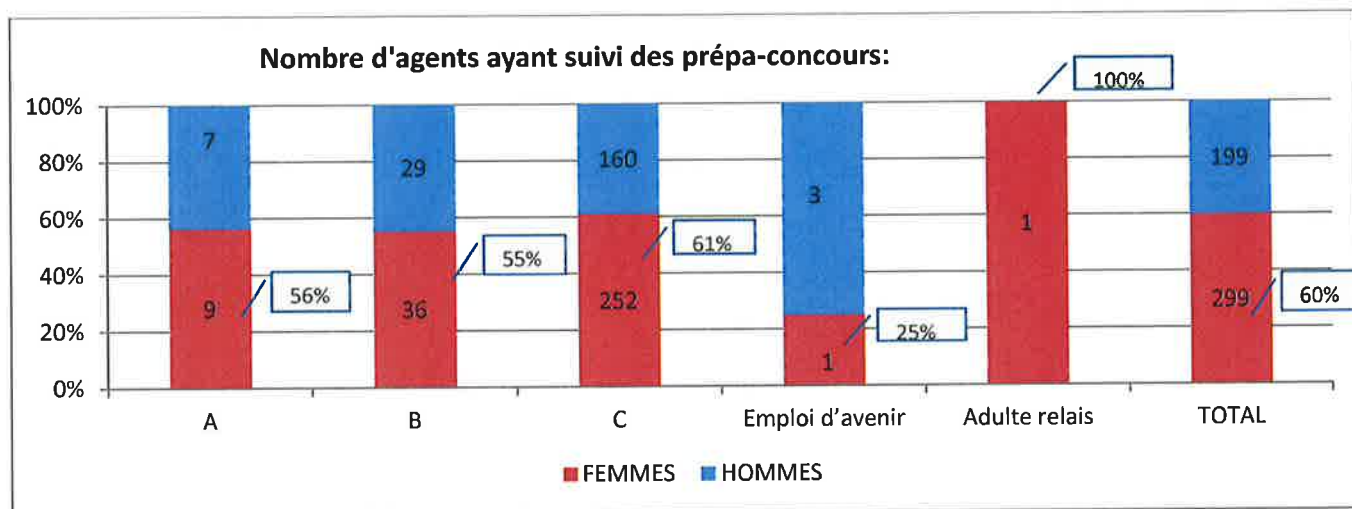
Répartition des heures supplémentaires par sexe 2015



Les heures supplémentaires sont principalement effectuées par les hommes : en 2015, 629 agents masculins ont effectué 65 471 heures supplémentaires ; alors que seules 314 femmes en ont effectuées pour un volume horaire de 19 664 heures.

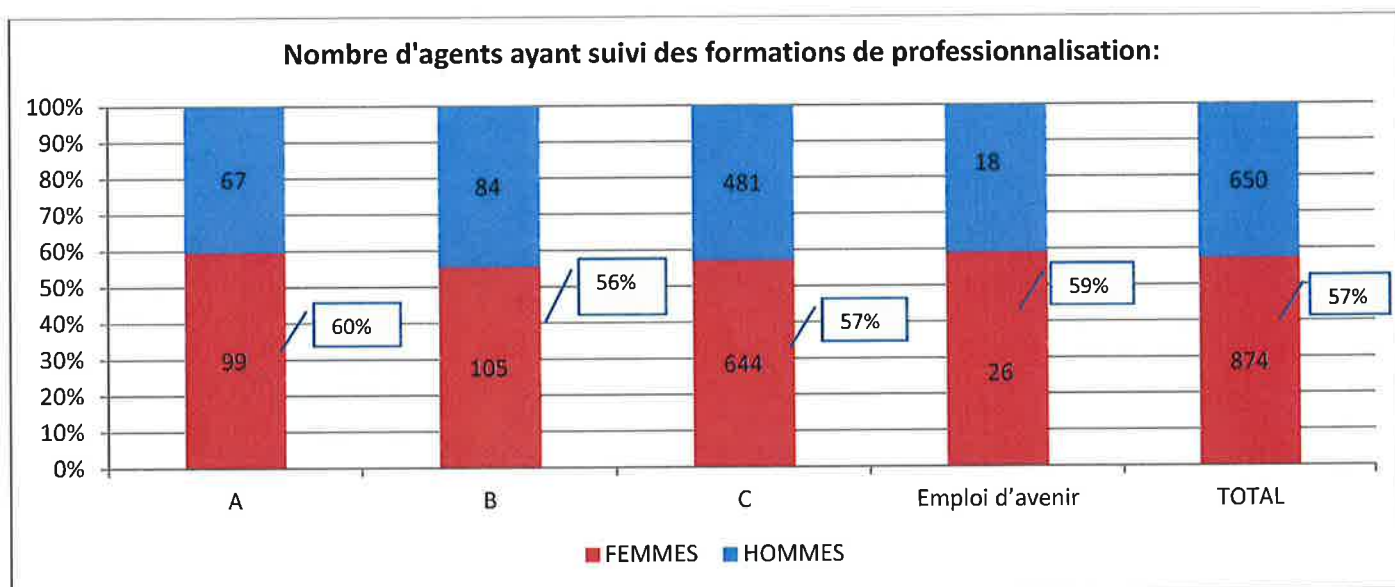
### III) FORMATION

## Formations prépa-concours :



Parmi les 3 catégories, c'est la population féminine de la catégorie C qui a bénéficié dans une plus grande proportion (61%) de formations de préparations aux concours.

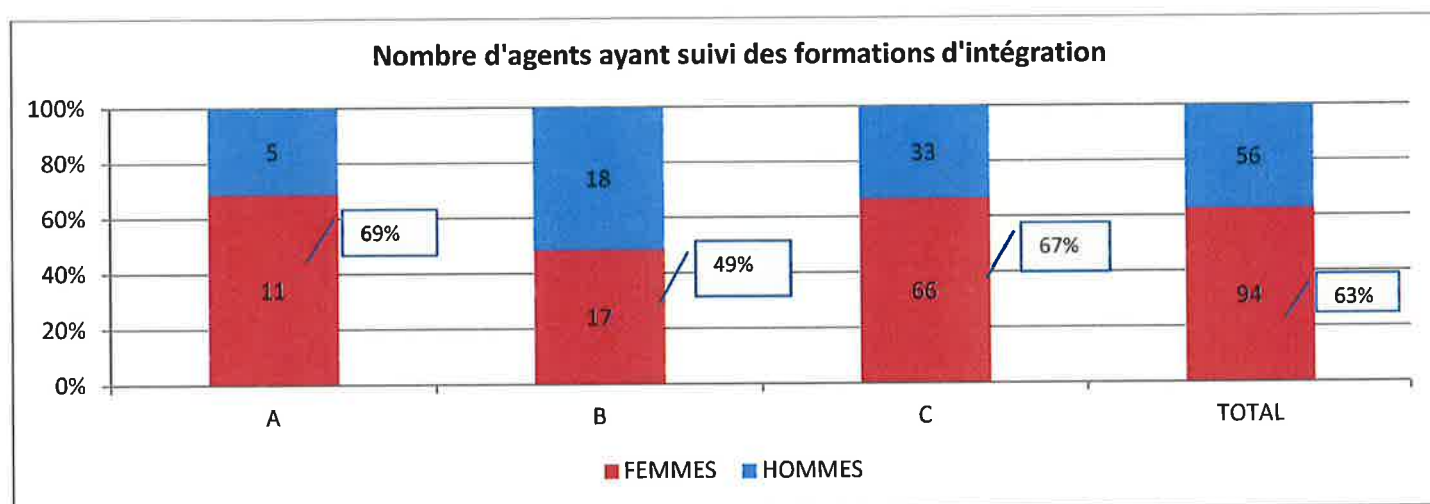
## Formations de professionnalisation:



Les agents ayant bénéficié de formations de professionnalisation en 2015 étaient majoritairement des femmes, pour 57%.

Ce même taux se constate approximativement au sein de chaque catégorie (excepté pour la catégorie A qui a un taux légèrement supérieur : 60%).

## Formations d'intégration:



Ce sont également les femmes qui ont bénéficié de façon majoritaire de formations d'intégration, pour 63% ; ce taux est proportionnel à la répartition Hommes/Femmes au sein de la collectivité.

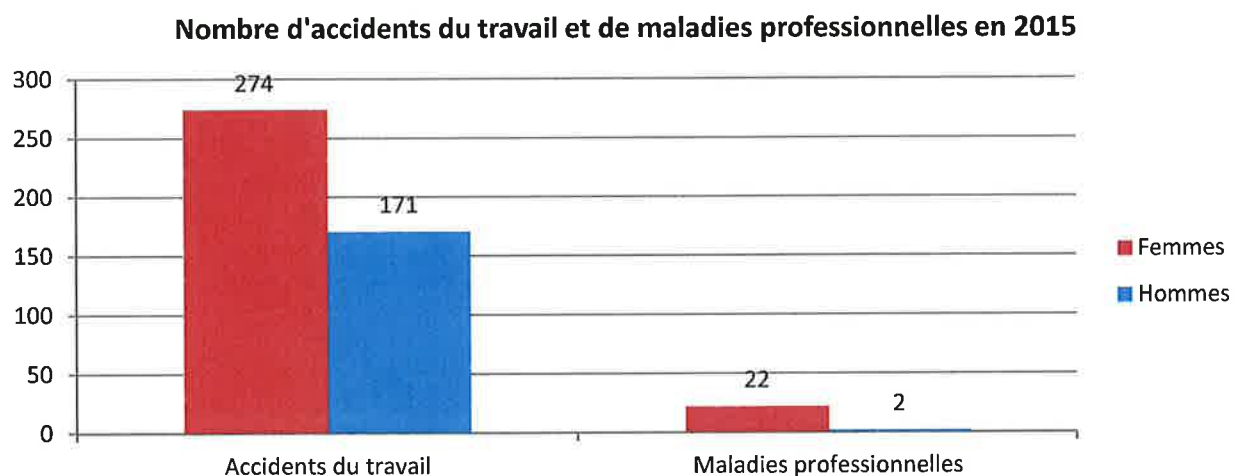
## IV) CONDITIONS DE TRAVAIL



## Répartition des accidents de travail et maladies

	Hommes	Femmes	Total
Accidents du travail	171	274	445
Maladies professionnelles	2	22	24

professionnelles



En 2015, sur les 445 accidents du travail, 62% ont impacté des femmes ; ce qui est sensiblement proportionnel à la répartition de l'effectif total de la collectivité (2/3 de femmes). On peut cependant constater qu'en ce qui concerne les maladies professionnelles les femmes sont très majoritairement impactées, puisqu'en 2015 92% des maladies professionnelles concernaient des femmes.

## V) CONGES

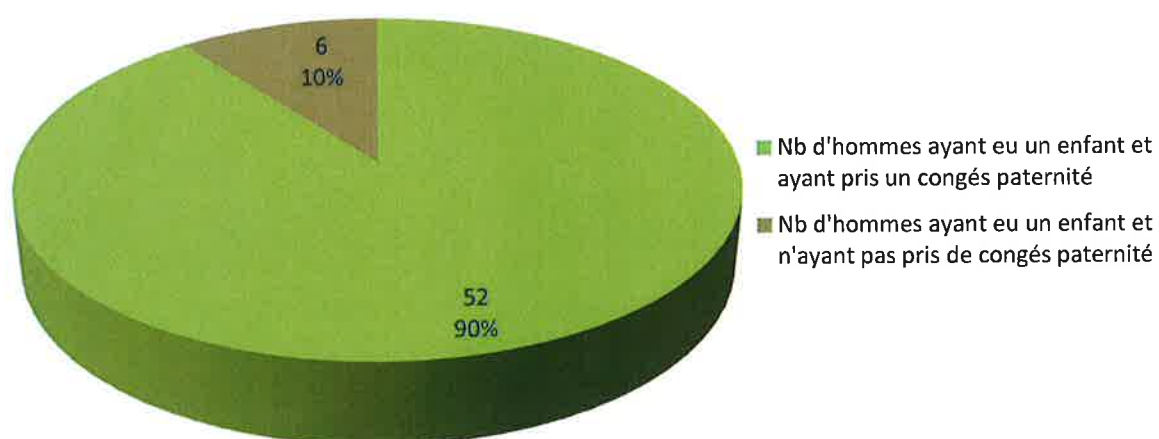
## Nombre d'agents ayant pris un congé parental, d'adoption et un autre congé lié à la famille

Nombre d'agents ayant été absents au moins 1 jour en 2015 pour:

	Femmes	Hommes	Total
Congé parental	71	2	73
Congé de présence parentale	3	0	3
Congé d'Adoption	0	0	0

## Nombre d'agents masculins ayant utilisé leur droit au congé de paternité

Ratio d'hommes ayant pris un congés paternité par rapport au nombre d'hommes ayant eu un enfant en 2015



B) Actions menées au sein de la  
collectivité et orientations envisagées  
afin de promouvoir l'égalité  
professionnelle entre les femmes et les  
hommes

- Comme suite au plan d'action présenté début 2016, des ateliers ont été organisés au printemps 2016 à destination des agents femmes dans un double objectif : entendre la parole des concernées sur les problématiques de l'égalité professionnelle femmes – hommes et appréhender si cette question présente des spécificités en fonction du niveau de responsabilité.

*Conclusion : Jpe de travail femmes*

Ont été évoqués à cette occasion un certain nombre de constats :

- Des difficultés ou attentes qui ne sont pas spécifiques aux femmes : manque de formation à la prise de poste (notamment sur des fonctions d'encadrement), manque d'information sur les possibilités de formation et/ou de carrière.
- Des difficultés propres aux femmes : La pression de l'exigence de « disponibilité » conduit les femmes à faire des choix alors qu'elles souhaiteraient concilier responsabilité et vie familiale (poids encore très présent de la prise en charge des tâches familiales, temps partiels considérés comme incompatibles avec certaines fonctions, culture du « présentéisme » rendant difficile la conciliation avec la vie familiale, sentiment de jouer les « équilibristes » pour jongler et maintenir le fragile équilibre entre vie privée et publique, réunions tardives considérées comme discriminantes, etc. Ces situations sont particulièrement prégnantes pour les femmes élevant seules leur enfant ou sans soutien familial.
- De nombreuses idées reçues sur la place des femmes dans la vie professionnelle qui représentent autant de freins à l'égalité professionnelle : sur la maternité et l'absence associée, sur la mise en cause des compétences en cas de promotion, sur le fait que certains métiers ou fonctions seraient « réservés » aux hommes.

*Propositions :*

- Des propositions ont également été formulées. Elles peuvent être résumées comme suit :
- Sur le temps partiel : apporter une réponse organisationnelle aux prises de temps partiel, et aider les encadrants dans cette réflexion d'aménagement du travail, ne décréter aucun poste ou aucune fonction interdite aux temps partiels a priori.
- Travailler sur une charte des temps permettant aux femmes et aux hommes de mieux concilier vie privée et vie professionnelle
- Etudier la piste du télétravail
- Veiller à ne pas avoir de pratique discriminante dans les parcours de mobilité et favoriser la mixité dans les services où il n'y en n'a pas
- Travailler sur les représentations, les stéréotypes pour les faire évoluer
- Etudier la piste de la participation de la collectivité pour un soutien à la garde d'enfants ponctuelle (familles monoparentales).

L'ensemble de ces constats et pistes d'action seront partagées avec les organisations syndicales et feront l'objet, courant 2017 d'un plan d'action spécifique.

- Renforcement des possibilités d'aménagement du temps de travail (hors services nécessitant des plages de travail déterminées par les besoins de leur activité et du service rendu) : les plages variables, déjà en vigueur, ont été étendues en repoussant le matin le début de la plage fixe à 9h15 et en réduisant l'après-midi la fin de la plage fixe de 17h à 16h30.  
*→ modif. d'auto évaluation.*
- Travail de benchmarking auprès d'autres collectivités territoriales sur les actions menées
- Réalisation d'entretiens avec des agents occupant des fonctions stéréotypées comme « masculines » en vue de l'élaboration d'une plaquette d'informations

## **II) Les politiques menées par la commune sur son territoire**



### Soutien au milieu associatif

La Ville de Montpellier développe depuis de nombreuses années un partenariat actif avec les associations œuvrant dans le domaine en leur attribuant des subventions de fonctionnement et pour la mise en place de projets.

Ces associations mettent en place des actions de sensibilisation et d'information auprès de la population afin de permettre aux femmes de s'approprier et d'exercer leurs droits.

Elles visent par ce biais à l'émergence de la parole des femmes et à la lutte contre toutes formes de discrimination.

Evolution de l'enveloppe des subventions sur la thématique droits des femmes :

Montant enveloppe	
2015	36 600 €
2016	43 000 €
2017	40 850€ (projection)

### Intégration de ce principe dans le contrat de ville :

4 axes transversaux du contrat de ville dont l'égalité entre les femmes et les hommes sont relayés à l'occasion de l'appel à projet : lors de l'étude des dossiers, une vigilance particulière est portée sur le respect de cette approche.

### La journée internationale des droits des femmes

Depuis plusieurs années, la Ville de Montpellier organise, en partenariat avec des associations, une manifestation dans le cadre de la Journée des droits des femmes.

A compter de 2012, il a été retenu que cette journée serait organisée chaque année **autour d'une thématique spécifique** en lien avec l'actualité. Les thèmes qui ont déjà été développés sont :

- 2012 : Les violences faites aux femmes.
- 2013 : Egalité professionnelle Femmes /Hommes,
- 2014 : Femmes et politique,
- 2015 : Paroles de femmes, quelle éducation pour une égalité réelle entre filles et garçons ?
- 2016 : L'exposition « L'égalité professionnelle en tout genre » a permis la participation de plus de 180 personnes sur la visite grand public. Néanmoins, la diversification du public (ouverture à d'autres composantes sociales) devra être recherchée pour les années à venir.
- 2017 : perspective « femmes et espace public », et une action au tour du projet archives de femmes.

Le choix d'une thématique permet de développer en amont un travail partenarial avec l'ensemble des services de la Ville qui souhaitent s'associer à cette démarche. En outre, de manière complémentaire, cette action de la collectivité se double le plus souvent d'interventions associatives en lien avec la thématique choisie : toutes les actions 2016 ont été recensées dans le flyer édité par la ville et mis en ligne sur le site internet pour mieux diffuser l'information.

### La lutte contre la violence faite aux femmes

Dans ce domaine particulier, Montpellier a toujours eu une action forte, grâce notamment à la création au début des années 1980 du centre Elisabeth Bouissonnade. Ce centre géré par le CCAS assure 3 missions principales :

- hébergement et réinsertion de femmes victimes de violences,
- accueil de jour,
- gestion d'une plateforme téléphonique : écoute et accompagnement des femmes victimes de violences.

A l'occasion de la journée du 25 novembre 2016, de lutte contre les violences faites aux femmes, la Ville organise :

- avec le Centre Bouissonnade et les associations une soirée de lancement le 23 novembre à la Salle Molière. A cette occasion aura lieu une exposition d'œuvres des femmes participant à l'atelier d'écriture du centre, la diffusion de la pièce La Cave sur les violences dans le couple écrite après la rencontre de femmes d'un autre centre d'hébergement et l'animation d'un débat « repérer pour agir ». Les professionnels au contact des familles seront des invités particuliers (animatrices et animateurs, puéricultrices et puériculteurs, directrices et directeurs d'écoles...)
- avec les associations des défenses et de promotion des droits des femmes le 25 novembre dans le centre de Montpellier des actions de sensibilisation du grand public
- et relaiera le numéro national 3919 par une campagne d'affichage sur le réseau de la Ville

2017 : perspectives liées à la lutte contre la prostitution, au regard de la loi votée en avril 2016.

## Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents :

Alex LARUE.

## Débat d'orientation budgétaire 2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) a pour objet la discussion des grandes orientations budgétaires et des choix généraux préalablement à l'adoption du Budget Primitif.

Le rapport donnant lieu à ce débat est annexé à la présente délibération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de :**

- prendre acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire pour l'exercice 2017.
- transmettre ce rapport au Président de la Métropole conformément à l'article 107 de la Loi Notre, qui a modifié et complété l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriale – Décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire.

**Le Conseil prend acte.**

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 29 novembre 2016

## Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents :

Alex LARUE.

## Quartier Hôpitaux Facultés Secteur Croix Lavit - Puech Villa Définition des objectifs préalables à une opération d'aménagement, engagement des études et modalités d'association du public

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de réinvestissements des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a souhaité engager le réaménagement d'un secteur d'environ 25 hectares situé globalement entre la rue du Puech villa, la rue Galéra et les ensembles de logements existants le long de la rue de St-Priest.

Il se caractérise aujourd'hui d'une part par une urbanisation relativement hétérogène, marquée par la présence de nombreux locaux d'activités économiques tertiaires liées à la vocation initiale du secteur et d'autre part de terrains nus en friches. Mais depuis quelques années, ce secteur de la Ville voit le départ progressif d'un certain nombre d'activités vieillissantes qui se repositionnent ailleurs dans la ville ou dans l'agglomération. Face à ces évolutions, la Ville a favorisé dans le cadre d'un programme d'aménagement d'ensemble et sur un périmètre restreint, la création de logements collectifs afin de développer une mixité urbaine et sociale, et répondre en partie aux forts besoins en logements exprimés sur le territoire communal. D'autre part, la position centrale dans le quartier des premières opérations immobilières a été l'occasion d'initier des projets de requalification d'espaces publics avec, notamment, l'aménagement d'une place au cœur du quartier.

Ce secteur présente donc aujourd'hui les signes tangibles d'une possible mutation urbaine. Ce moment charnière semble opportun pour s'interroger sur le devenir de ce secteur et préparer sa reconversion urbaine.

Afin de limiter les opérations au coup par coup, le Conseil municipal a adopté, par délibération du 4 février 2013, des mesures conservatoires en instaurant sur le secteur concerné un périmètre d'étude au titre de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme (anciennement article L.111-10) permettant, le cas échéant, de surseoir à statuer sur des demandes d'autorisation de travaux ou de construction.

Les objectifs d'aménagement de ce secteur sur lequel est déjà prévue la construction d'un groupe scolaire s'appuient sur les principes suivants :

- réaliser un quartier mixte à dominante d'habitation sous forme de logements collectifs, pouvant accueillir également des commerces ou quelques activités tertiaires,
- répondre aux besoins en matière d'habitat toujours très importants exprimés sur cette partie de la commune, dans le respect du principe de mixité sociale mis en œuvre par la Ville dans l'ensemble de ses quartiers,
- renforcer l'accroche avec les quartiers existants et en liaison avec la centralité récemment créée et le projet d'école,
- améliorer l'ambiance urbaine et aménager les espaces publics en privilégiant, dans un contexte paysager, la continuité des modes de déplacement doux (piétons et cycles),
- intégrer la problématique hydraulique dans le réaménagement global du quartier,
- valoriser les caractéristiques paysagères et topographiques du secteur.

Afin de répondre à ces objectifs, la Ville de Montpellier a décidé d'engager un programme d'études et d'expertises techniques pour affiner la faisabilité technique, administrative et financière de cette opération avant de désigner un architecte-urbaniste en chef de l'opération. En parallèle, une concertation avec le public sera organisée, dont les modalités pourraient être les suivantes :

- une réunion publique,
- une mise à disposition du public du dossier pour une durée d'au moins 15 jours, accompagné d'un registre permettant de recueillir les observations de chacun,
- un article dans le journal municipal,
- une publication sur le site internet de la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'adopter les objectifs d'aménagements proposés ;
- d'engager la concertation relative à une opération d'aménagement et d'adopter les modalités définies ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 29 novembre 2016**

## **Séance publique du lundi 28 novembre 2016**

**Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### **Absents :**

Alex LARUE.

## **ZAC OVALIE**

### **Demande d'agrément de candidature**

### **Tranche 6 - Lot n° 23A**

### **“ACM Habitat”**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003 de lancer une procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC) pour la création du quartier Ovalie.

Le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 29 juillet 2004.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Ce nouveau quartier, situé à proximité du quartier de Bagatelle et du complexe de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Il est bordé par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest. Il a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier. Il offrira dans un cadre paysager de qualité environ 3300 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Fédérateurs d'échanges et de convivialité, deux espaces publics bordés de commerces et de services de proximité permettront d'assurer une animation du quartier.

Conformément à l'article 14 alinéa 2 de la convention publique d'aménagement signée le 1<sup>er</sup> septembre 2004 et à l'article 1.8 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 1<sup>er</sup> mars 2006, la SERM propose d'agréer la candidature de la société « ACM Habitat » pour le lot 23A de la tranche 6 de l'opération Ovalie.

**Maître d'ouvrage :** ACM Habitat (OPH)  
407, avenue Professeur Antonelli  
CS 15590  
34074 MONTPELLIER cedex 3

**Localisation du projet :** Section PC n°3p, 4p, 5p

**Surface du lot :** 951 m<sup>2</sup>

**Nature du projet :** 27 logements collectifs sociaux

**SDP envisagée :** 1740 m<sup>2</sup> SDP

**SDP maximale autorisée :** 1827 m<sup>2</sup> SDP

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

**En conséquence, il est proposé :**

- d'agréer la candidature de la société « ACM Habitat » en vue de la réalisation de 27 logements collectifs sociaux dans la ZAC Ovalie,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 29 novembre 2016**



## Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE,

### Absents :

Alex LARUE.

## ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 6 - Lot n° 19B "ACM Habitat"

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003 de lancer une procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC) pour la création du quartier Ovalie.

Le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 29 juillet 2004.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Ce nouveau quartier, situé à proximité du quartier de Bagatelle et du complexe de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Il est bordé par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest. Il a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier. Il offrira dans un cadre paysager de qualité environ 3300 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Fédérateurs d'échanges et de convivialité, deux espaces publics bordés de commerces et de services de proximité permettront d'assurer une animation du quartier.

Conformément à l'article 14 alinéa 2 de la convention publique d'aménagement signée le 1<sup>er</sup> septembre 2004 et à l'article 1.8 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 1<sup>er</sup> mars 2006, la SERM propose d'agréer la candidature de la société « ACM Habitat » pour le lot 19B de la tranche 6 de l'opération Ovalie.

**Maître d'ouvrage :** ACM Habitat (OIH)



407, avenue Professeur Antonelli  
CS 15590  
34074 MONTPELLIER cedex 3

**Localisation du projet :** Section PB n°23 p

**Surface du lot :** 1.908 m²

**Nature du projet :** 55 logements collectifs sociaux

**SDP envisagée :** 4.000 m² SDP

**SDP maximale autorisée :** 4.200 m² SDP

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

**En conséquence, il est proposé :**

- d'agréer la candidature de la société « ACM Habitat » en vue de la réalisation d'environ 55 logements collectifs sociaux dans la ZAC Ovalie,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 29 novembre 2016**

## Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents :

Alex LARUE.

## ZAC Port Marianne – Parc Marianne Demande de prorogation de la Déclaration d'utilité publique (DUP) de l'extension de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le nouveau quartier Parc Marianne a été engagé sous la forme d'une zone d'aménagement concertée (ZAC) sous l'appellation ZAC Port Marianne – Parc Marianne, à l'occasion d'une délibération du Conseil Municipal en date du 7 octobre 2004 ayant permis d'approuver un premier dossier de création pour la première phase de la ZAC.

Afin d'assurer l'aménagement de cette opération complexe, la Ville a décidé d'en confier la réalisation à la SERM dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par une délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2005 et signée entre la Ville et la SERM le 14 septembre 2005.

Par la suite, une nouvelle extension de la ZAC a été approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 2006, portant sa superficie à environ 30 hectares au total.

Afin de mener à bien cette opération, une procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) a été engagée par la Ville et son aménageur : le dossier d'enquête préalable à cette DUP concernant l'extension de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne a par conséquent été approuvé par une délibération du Conseil Municipal le 27 juin 2007. La suite de la procédure engagée a abouti sur l'organisation, par le préfet de l'Hérault, d'une enquête publique qui s'est tenue du 6 Novembre 2006 au 8 Décembre 2006.

Le commissaire enquêteur désigné pour mener cette enquête publique ayant conclu à un avis favorable sur son déroulement et sur le contenu du dossier présenté, Monsieur le préfet de l'Hérault a, par arrêté n° 2007-I-825 du 23 Avril 2007, déclaré d'utilité publique la réalisation de l'extension de la ZAC Port Marianne - Parc Marianne par la Ville de Montpellier et son concessionnaire la SERM, ainsi que la cessibilité des immeubles bâtis ou non bâtis dont l'acquisition est nécessaire à la réalisation de l'opération d'aménagement.

Valable pour une durée maximale de cinq ans, soit jusqu'au 23 avril 2012, la déclaration d'utilité publique portant sur la réalisation de l'extension de la ZAC a dû être prorogée une première fois par arrêté préfectoral n° 2012-I353 du 15 Février 2012 pour une durée équivalente à la DUP initiale (5 ans), portant ainsi sa validité jusqu'au 21 Avril 2017.

Aujourd'hui, conformément aux dispositions des arrêtés de déclaration d'utilité publique précités, la très grande majorité des terrains nécessaires à la réalisation des travaux de cette opération d'aménagement a déjà été acquise par la SERM, à l'amiable ou par voie d'expropriation.

Toutefois, afin de finaliser l'opération, il reste à acquérir trois unités foncières et à traiter l'éviction d'un locataire commercial installé dans le périmètre de la ZAC. Ces unités foncières se trouvent, pour l'une, le long de l'avenue du Mondial 98, entre la rue de la Cavallade et le boulevard Pénélope pour une superficie d'environ 1 hectare et accueillant une activité commerciale, et, pour les deux autres, le long de l'autoroute A9.

Malgré toutes les interventions engagées par la SERM, la poursuite de l'opération d'aménagement est aujourd'hui remise en question du fait du blocage des négociations concernant certains terrains. Il devient donc nécessaire que la SERM, en qualité d'aménageur de l'opération, garantisse la maîtrise foncière des terrains afin de pouvoir mener à bien les objectifs de l'opération d'aménagement, tant en termes de réalisation des opérations de construction prévues, qu'en matière de réalisation des espaces publics et équipements requis.

Pour ces raisons, et en application des dispositions de l'article L 121-5 du code de l'expropriation, la Ville de Montpellier sollicite auprès du Conseil d'Etat l'obtention d'un nouvel arrêté prorogeant pour cinq ans les effets de l'arrêté déclaratif d'utilité publique du 23 avril 2007, prorogé par arrêté du 15 Février 2012, au bénéfice de la Ville de Montpellier ou son concessionnaire, la SERM. Cette prorogation ne modifie le projet ni dans le fond, ni dans la forme.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de solliciter auprès du Conseil d'Etat l'obtention d'une nouvelle prorogation pour cinq ans des effets de l'arrêté de déclaration d'utilité publique (DUP) du 23 avril 2007 de l'extension de la ZAC Port Marianne - Parc Marianne, prorogé une première fois par arrêté préfectoral du 15 Février 2012, au bénéfice de la Ville de Montpellier ou son concessionnaire, la SERM ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 29 novembre 2016**

## Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents :

Alex LARUE.

## Modification n°11 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) Avis de la Ville au titre de l'article L.153-39 du code de l'urbanisme

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret n°204-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a été créée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Par délibération en date du 29 septembre 2016, le Conseil municipal a donné un avis favorable au projet de modification n°11 du Plan local d'urbanisme (PLU).

Par courrier en date du 11 octobre 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a notifié à la Ville de Montpellier le projet de modification de son PLU. Conformément à l'article L.153-39 du code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier est désormais appelée à se prononcer sur les modifications ayant pour objet ou pour effet de modifier les règles d'urbanisme applicables à l'intérieur des périmètres de zone d'aménagement concerté (ZAC) créées à son initiative : ZAC La Fontaine, Blaise Pascal, Mas d'Alco, Hermès, Pitot, Port Marianne-Richter, Jardin aux Pivoines, Moulins, Malbosc, Saint-Charles, Ovalie, Port Marianne-Jacques Cœur, Port Marianne-Jardins de la Lironde, Grisettes, Port Marianne-Parc Marianne, Port Marianne-Rive Gauche, Nouveau Saint-Roch, Port Marianne-Consuls de Mer, Port Marianne-République, Restanque, Pagézy, Coteau.

Le projet de modification n°11 du PLU comprend huit points de modification à caractère général qui ont pour effet de modifier les règles d'urbanisme applicables dans les ZAC :

Modification n°1 – Caractère général – Article 2 du règlement : modification de la rédaction des conditions particulières relatives à la création de logements locatifs sociaux notamment pour préciser les modalités d'application de la règle dans les cas particuliers des permis d'aménager et des déclarations préalables valant division, et extension de la règle portant obligation de réaliser des logements locatifs sociaux sur le secteur d'extension de la ZAC Ovalie (7AU-2) et l'entrée de ville avenue François Delmas (1AU-1).

Modification n°2 – Caractère général – Article 2 du règlement des zones AU : modification des dispositions de l'article 2 du règlement des zones AU relatives aux conditions d'occupation du sol, pour tenir compte d'un arrêt de la Cour administrative d'appel de Marseille en date du 9 octobre 2015.

Modification n°3 – Caractère général – Article 12 du règlement : modifications de l'article 12 du règlement relatif au stationnement pour prendre en compte les récentes évolutions réglementaires (règles de stationnement pour les logements sociaux, les établissements pour personnes âgées et les résidences universitaires, règles de stationnement à proximité d'un transport en commun en site propre, intégration de la norme de stationnement pour les vélos pour les constructions à usage de bureaux, suppression de la participation pour non réalisation des places de stationnement)

Modification n°4 – Caractère général – Article 12 du règlement : précision, dans la rédaction de l'article 12 du règlement relatif au stationnement, du calcul des droits réglementaires initiaux de stationnement d'une surface de plancher existante afin de ne pas pénaliser les projets en cas de changements de destination d'une construction affectée à de l'activité vers du logement.

Modification n°5 – Caractère général – Article 12 du règlement : suppression de la règle de stationnement spécifique pour les établissements scolaires des 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degrés afin de renvoyer à la règle générale qui définit les besoins en stationnement en fonction de la localisation de chaque établissement.

Modification n°6 – Caractère général – Article 12 du règlement : institution de la règle spécifique de stationnement à proximité d'une station de tramway autour des trois nouvelles stations créées sur la ligne 4 de tramway et diverses corrections des périmètres desservis par une station de tramway sur les lignes 2 et 3 pour faire correspondre la règle relative au stationnement avec le niveau de desserte effective.

Modification n°8 – Caractère général – Article 13 du règlement : remplacement à l'article 13 du règlement, relatif aux espaces libres et plantations, de la mention « parcelle » par « unité foncière » pour prendre en compte le fait, conformément au code de l'urbanisme, qu'une autorisation d'urbanisme peut être posée sur un ou plusieurs terrains.

Modification n°9 – Caractère général – Article 10 du règlement : modification de l'article 10 du règlement, relatif à la hauteur maximale des constructions, pour exclure du calcul de la hauteur les dispositifs techniques en toiture liés à la sécurité des personnes.

Par ailleurs, six points de modification concernent spécifiquement les ZAC Nouveau Saint-Roch, Restanque, Blaise Pascal, Consuls de Mer et Jardins de la Lironde.

S'agissant de la ZAC Nouveau Saint-Roch (modification n°30), le projet de modification vise à ajuster l'emprise constructible maximale du secteur de zone 1U1-8 afin de prendre en compte les évolutions du plan de masse de la ZAC.

S'agissant de la ZAC de la Restanque (modification n°32), le projet de modification vise à créer deux secteurs de zone 2U1-15cw entre l'avenue des Près d'Arènes et le boulevard Fabre de Morlhon et au croisement des rues du Lantissargues et de l'Industrie afin d'accompagner la mutation de ces secteurs vers une plus grande mixité, et à modifier les emplacements réservés C110, C112, C113 et C124 afin de prendre en compte les évolutions du plan de masse de la ZAC.

S'agissant de la ZAC Blaise Pascal (modification n°35), le projet de modification vise à modifier l'article 2 du règlement du secteur de zone 2U9-4w pour autoriser les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) liées aux activités de sécurité publique de police et de gendarmerie.

S'agissant de la ZAC Consuls de Mer (modification n°48), le projet de modification vise à permettre des évolutions réglementaires (modification du périmètre de hauteur maximale des constructions du lot A et modification de l'emprise maximale des constructions du lot G) et à modifier l'emplacement réservé R2 pour parc public afin de prendre en compte les évolutions du plan de masse de la ZAC.

S'agissant de la ZAC Jardins de la Lironde (modifications n°50 et 51), le projet de modification vise à supprimer un espace public à conserver, à modifier ou à créer le long de la rue Le Titien, le domaine public existant étant suffisamment dimensionné à cet endroit pour assurer des circulations confortables, et à étendre l'emprise maximale des constructions de l'île « Q » le long de la rue Le Titien afin de poursuivre la mise en œuvre opérationnelle de la ZAC.

En définitive, l'ensemble des évolutions projetées par la modification n°11 du PLU répondent aux objectifs d'aménagement poursuivis par la Ville de Montpellier.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'émettre un avis favorable au projet de modification n°11 du PLU, conformément aux dispositions de l'article L.153-39 du code de l'urbanisme, concernant les évolutions du Plan local d'urbanisme relatives aux ZAC créées à l'initiative de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 29 novembre 2016**

## Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents :

Alex LARUE.

## MONTPELLIER GRAND COEUR Agrément de candidature de la société CILEO pour la requalification de l'immeuble sis 13 rue Guillaume PELLICIER à MONTPELLIER

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une convention publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003.

Conformément à cette convention publique d'aménagement approuvée, la SERM propose d'agréer la candidature de CILEO, société de gestion immobilière, en vue de la cession de l'immeuble sis 13 rue Guillaume PELLICIER à MONTPELLIER afin de permettre la mise en œuvre d'une opération de réhabilitation complète d'immeuble, comprenant la réalisation de 2 logements.

### Dénomination du Candidat

CILEO

11 Boulevard des Récollets – 31078 TOULOUSE Cedex 4

### Localisation :

13, rue Guillaume Pellicier

34 000 MONTPELLIER

### Parcelle cadastrée :

Section IZ 92

d'une superficie totale de 60m<sup>2</sup>

### Nature du projet :

Immeuble de 2 logements collectifs, dont :

1 Logement en loyer conventionné

1 logement en loyer intermédiaire

SDP envisagée :

120.20 m<sup>2</sup> SDP logements

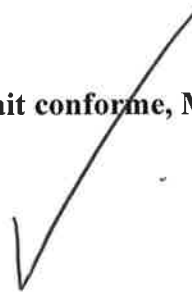
La SERM précise que la candidature de CILEO prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à l'opération Grand Cœur en général, et en particulier à la Concession d'aménagement approuvée par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la candidature de CILEO en vue de la mise en œuvre d'une opération de réhabilitation complète d'immeubles, comprenant la réalisation de 2 logements au 13 rue Guillaume Pellicier à Montpellier,
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 29 novembre 2016**



CONTRAT SYNALLAGMATIQUE DE VENTE  
MONTPELLIER GRAND CŒUR

**L'AN DEUX MILLE SEIZE,**

**LES SOUSSIGNES ont arrêté et sont convenus de ce qui suit :**

**PARTIES A L'ACTE**

**VENDEUR**

La Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), Société Anonyme d'Economie Mixte au capital de 5.894.000 € dont le siège est en l'Hôtel de Ville de Montpellier et les bureaux Immeuble "Etoile Richter" – 45, place Ernest Granier – CS 29502 – 34960 MONTPELLIER cedex 2, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro B 462 800 160,

« Représentée par Monsieur Christophe PEREZ agissant :

- tant en sa qualité de Directeur Général, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du Conseil d'Administration dans sa séance du 18 septembre 2014,
- Qu'en vertu des pouvoirs résultant tant desdites délibérations que des dispositions de l'article 21 des statuts. »

ci-après désignée par les mots : "LE VENDEUR"

**ACQUEREUR**

La société CILEO HABITAT, Société Anonyme au capital de 15.871.940,75 euros, dont le siège social est au 11, boulevard des Récollets – 31078 Toulouse Cedex 4, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse sous le numéro 304 234 636,

Représentée par Monsieur Laurent RAYNAUD, en sa qualité de Directeur du patrimoine,  
En vertu des pouvoirs résultant de la résolution 43-2015bis du Conseil d'Administration du 5 novembre 2015,

ci-après désignée par les mots : "L'ACQUEREUR"

Lesquels préalablement à la convention objet des présentes, ont exposé ce qui suit :

Dans le cadre de son projet de développement urbain et de sa politique de l'habitat, la ville de Montpellier a confié à la SERM aux termes d'une convention signée le 5 février 2003, reçue en préfecture le 6 février 2003, les études préalables nécessaires à l'établissement du programme d'interventions de cette opération dénommée « MONTPELLIER GRAND CŒUR » couvrant le quartier Centre de Montpellier et regroupant le centre historique, les Arceaux, Boutonnet, les Beaux-Arts, les Aubes, Antigone, Gambetta, Figuerolles et le secteur des gares.

Par délibération du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de créer une opération d'aménagement sur les quartiers de « Montpellier Grand Cœur » et d'en confier la réalisation à la SERM dans le cadre d'une convention publique d'aménagement notifiée le 1<sup>er</sup> août 2003 en application des dispositions des articles L 300-4 et L 300-5 du code de l'urbanisme.

L'opération d'aménagement comprend la mise en œuvre :

- ❖ d'opérations de restauration immobilière (PRI) avec DUP travaux
- ❖ d'actions définies dans le cadre d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) et de Renouvellement Urbain
- ❖ des actions définies dans le cadre d'opérations de résorption de l'habitat insalubre (RHI)
- ❖ le cas échéant des zones d'aménagement concerté (ZAC).
- ❖ La réalisation de logements neufs et réhabilités dont une partie au titre du logement social.

Par ailleurs, la VILLE DE MONTPELLIER a engagé la mise en révision du Secteur Sauvegardé (PSMV) et celles des Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) pour une transformation en AVAP (Aire de Mise en Valeur du Patrimoine)

Dans ce cadre, la SERM en qualité de société d'économie mixte locale, titulaire de la concession d'aménagement susvisée, bénéficie de l'habilitation donnée par le décret n° 95-386 du 12 avril 1995, à prendre l'initiative d'opérations de restauration immobilière définies par les articles L 313-3 et suivants du code de l'urbanisme.

Elle a par conséquent défini le programme des travaux de restauration à exécuter, en conformité avec la réglementation en vigueur, en particulier issue du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) approuvé par décret en Conseil d'Etat le 1<sup>er</sup> septembre 1977, dont le périmètre a été étendu (première extension) par arrêté interministériel du 23 septembre 1981 et (seconde extension et mise en révision) par arrêté interministériel du 11 avril 2001, et déposés les demandes d'autorisations d'urbanisme correspondantes : en application des articles L 421-1 et suivants du code précité, la demande de permis de construire (PC) ou le dépôt de la déclaration préalable (DP) auprès des services instructeurs de la collectivité.

L'ACQUEREUR déclare avoir parfaite connaissance des actes administratifs et demandes d'autorisation d'urbanisme susvisés, et notamment des obligations qui peuvent en résulter en termes de travaux de restauration immobilière à exécuter tant sur l'IMMEUBLE objet des présentes que sur les BIENS vendus.

Par ailleurs, il est ici également rappelé que l'une des principales orientations du Plan Local de l'Habitat, approuvé par délibération du Conseil d'Agglomération de Montpellier en date du 21 décembre 2004, est de produire une offre de logement adaptée, par sa quantité, sa qualité et ses prix, aux attentes et capacités de la classe moyenne et des jeunes actifs, et ce afin de promouvoir la mixité sociale et l'équilibre démographique sur le territoire de l'agglomération.

Cette orientation a été reprise dans le cadre des objectifs du Schéma de Cohérence Territoriale de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en cours d'approbation, visant à renouveler et à diversifier l'offre résidentielle, afin de répondre aux besoins de tous les ménages

LD

236

notamment les plus modestes , notamment en régulant l'offre immobilière locative par la production de logements sociaux et la mise aux normes d'habitabilité de logements avec loyers maîtrisés.

Ces orientations et objectifs supposant une action basée sur une maîtrise du foncier et des prix de sortie du parc locatif, la SOCIETE D'EQUIPEMENT DE LA REGION MONTPELLIERAINE a consenti un effort financier sur le montant de la charge foncière en contrepartie d'engagements de l'ACQUEREUR.

La SERM s'engage à proposer une cession d'un bien immobilier à la société CILEO HABITAT, en vue d'un programme de réhabilitation de 2 logements et annexe dont un sera pratiqué en loyer conventionné.

Les deux parties se sont donc rapprochées dans ce contexte opérationnel pour définir les clauses et conditions de la vente objet des présentes.

### CONVENTION SYNALLAGMATIQUE DE VENTE ET D'ACHAT

Par ces présentes, le **VENDEUR** vend en s'obligeant à toutes les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière, et sous les conditions suspensives ci-après stipulées à **L'ACQUEREUR** qui accepte sous les mêmes conditions suspensives **LES BIENS IMMOBILIERS** ci-après désignés :

#### DESIGNATION

Dans un immeuble à usage d'habitation et commercial, élevé de 2 étages sur RDC, sis 13 rue Guillaume Pellicier, sur la Commune de MONTPELLIER (34000) – cadastré :

Section	N°	Lieudit	Surface
IZ	92	13 rue Guillaume Pellicier	60 ca

Etant entendu :

- d'une part que le bien était placé sous le régime de la copropriété des immeubles bâtis résultant de la loi numéro 65.557 du 10 juillet 1965 et qu'il est demandé au notaire chargé de la vente de procéder au préalable à l'annulation de l'état descriptif de division et à son règlement de copropriété,
- d'autre part qu'un permis de construire portant sur la réhabilitation complète de l'immeuble, et sera composé de 2 logements collectifs avec annexe. Ladite autorisation, déposée par la SERM, en Marie de Montpellier le 14/04/16 et sera transféré à l'Acquéreur (Annexe 9).

#### ORIGINE DE PROPRIETE

Le **VENDEUR** s'engage à justifier d'une origine régulière et trentenaire du **BIEN** dont s'agit pour l'établissement de cette origine dans l'acte authentique de réitération de vente ci-après prévu.

#### MENTION OBLIGATOIRE DE SUPERFICIE – LOI CARREZ

Sans objet

in

235

## PROPRIETE JOUISSANCE

L'**ACQUEREUR** sera propriétaire des BIENS vendus à compter du jour de la réalisation de la vente par acte authentique, et il en aura la jouissance à compter du même jour, les BIENS vendus étant libres de toute location ou occupation quelconque.

## CONDITIONS GENERALES DE LA VENTE

La vente, si elle se réalise, aura lieu aux conditions ordinaires et de droit et, notamment, sous celles suivantes auxquelles l'**ACQUEREUR** sera tenu :

1°- De prendre les BIENS vendus dans l'état où ils se trouveront au moment de la réitération de la vente. Toutefois le **VENDEUR**, professionnel de l'immobilier, ne peut s'exonérer de la garantie des vices cachés dans les termes de droit.

2°- De profiter des servitudes actives et de supporter celles passives, le tout à ses risques et périls sans recours contre le **VENDEUR**; ce dernier déclarant à ce sujet qu'il n'existe, à sa connaissance, aucune servitude autres que celles pouvant résulter des dispositions d'urbanisme et de la loi.

3°- De payer les impôts, contributions, taxes, primes d'assurances et charges de copropriété à compter du jour de l'entrée en jouissance.

Il est précisé que la taxe d'habitation, si elle est due, incombe intégralement à l'occupant des biens au 1er Janvier de l'année dont il s'agit, et que la taxe foncière et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères sera répartie prorata temporis entre le **VENDEUR** et l'**ACQUEREUR**, ce dernier s'engageant à rembourser le **VENDEUR** de la quote-part pour la période courue du jour de l'entrée en jouissance jusqu'au 31 Décembre suivant.

4°- De faire son affaire personnelle, dès le transfert de propriété, de la mutation à son nom de toutes polices d'assurances contre l'incendie et autres risques, ainsi que de tous autres contrats relatifs aux BIENS vendus.

L'**ACQUEREUR** ne souhaitant pas continuer l'assurance en cours, il lui appartient, pour le jour de la vente, de souscrire un nouveau contrat. Le **VENDEUR déclare faire son affaire personnelle de la résiliation de son assurance en cours pour le jour de la vente.**

5°- L'**ACQUEREUR** s'oblige à acquitter à compter du jour de l'entrée en jouissance tous les impôts, charges et contributions de toute nature mis ou à mettre sur les BIENS vendus, ainsi que les redevances et cotisations pouvant le cas échéant concerner l'eau, le gaz et l'électricité.

## CONDITIONS PARTICULIERES

Ainsi qu'il a été dit dans l'exposé, les adresses dont dépendent les BIENS vendus sont compris dans le périmètre d'une opération de renouvellement urbain d'initiative publique, ayant pour objectif la réhabilitation du patrimoine immobilier ancien.

### I - ENGAGEMENT DE REALISATION DES TRAVAUX

En conséquence, l'**ACQUEREUR** sera tenu d'exécuter à sa charge et à ses risques, les travaux de restauration sur les biens vendus en conformité avec la réglementation en vigueur, issue notamment :

- 1) Du permis de construire dont copie du dépôt demeure ci-annexée après visa (annexe n°9)
- 2) De la ZPPAUP Gambetta Figuerolles-Clemenceau en cours de transformation en AVAP

Les travaux de restauration susvisés devront être achevés dans le délai de 24 mois à compter de l'acte authentique de vente; étant précisé qu'il appartiendra à l'**ACQUEREUR** de solliciter, le cas échéant, la prorogation des autorisations administratives susvisées, de manière à respecter

236

## Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents :

Alex LARUE.

## Modifications des dispositifs d'aides financières à l'obtention du permis de conduire de catégorie B, AM et A1

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Pour les Montpelliérains, par délibérations du 8 novembre 2010, la Ville a adoptée l'aide au permis de conduire de catégorie B pour 50 jeunes en situation précaire dans le cadre d'une insertion professionnelle ou sociale et par celle du 29 mai 2012, les aides aux permis de catégorie AM pour 40 jeunes à partir de 14 ans et aux permis catégorie A1 pour 30 jeunes à partir de 16 ans, pour une sensibilisation à la sécurité routière.

Les aides octroyées, viennent en déduction du prix de la formation, sans contrepartie pour le jeune et sont directement versées à l'auto-école prestataire (MAPA) ou conventionnée.

- pour le permis de conduire de catégorie B l'aide est de 200€ versées à l'auto-école prestataire,
- pour le permis de conduire de catégorie AM, l'aide est de 50€ directement versée à l'auto-école de son choix
- pour le permis de conduire de catégorie A1, l'aide est de 100€ directement versée à l'auto-école de son choix.

Les dossiers de demande d'attribution sont sélectionnés par un jury présidé par l'adjoint délégué à la Jeunesse, et comprend, la conseillère municipale déléguée à la Jeunesse, et des experts administratifs et associatifs.

L'aide au permis B connaît un très vif succès. Annuellement près de 120 à 150 candidatures entrent dans les critères de sélection de la Ville. Par contre les jeunes ont peu d'intérêt pour les dispositifs aux permis AM, et A1.

Fort de ce constat, il est proposé de modifier les différents dispositifs comme suit :

- permis B : porter le nombre des bénéficiaires à 75 jeunes pour un budget de 15 000€
- permis 2 roues (AM et A1) : diminuer le nombre de bénéficiaires pour un budget de 1 000€.

Afin de permettre la réalisation de ces projets, les crédits ont déjà été respectivement inscrits au budget du service Jeunesse 2016.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- d'approuver les modifications apportées aux dispositifs d'aides financières à l'obtention du permis de conduire de catégorie B, AM, A1.
- d'accepter les modifications des dossiers d'inscriptions, des règlements et de la convention ci-joints annexés à la présente délibération,
- d'accepter que les sommes soient prélevées sur les crédits inscrits au budget du Service Jeunesse, ligne de crédit n°13512,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 29 novembre 2016**

## VILLE DE MONTPELLIER

### Convention de partenariat de bourse au permis AM ou A1 avec l'auto-école

Entre les soussignés

D'une part

La Ville de Montpellier, représentée par son Maire Philippe SAUREL, Maire de la ville de Montpellier dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 5 avril 2014

Et d'autre part

L'auto-école.....

Représentée par M, Mme, .....

Ci-après dénommé « le prestataire »

**Il est convenu et arrêté ce qui suit :**

**Considérant** que le permis AM et le permis A1 constituent aujourd'hui un atout incontestable pour lutter contre l'insécurité routière ;

**Considérant que** cette formation et ces permis nécessitent des moyens financiers qui ne sont pas à la portée de tous les jeunes ;

**Considérant** qu'il convient en conséquence, par la présente charte d'aide au permis AM ou A1, d'attribuer une bourse à des jeunes résidents de la Ville de Montpellier, à partir de 14 ans pour le permis AM et de 16 ans pour le A1, conformément à la délibération du Conseil Municipal du 17 novembre 2016.

#### Article 1 : adhésion à l'opération

Par la présente convention, le prestataire.....

Représenté par M (me).....

Déclare adhérer au dispositif « d'aide au permis AM ou A1 » mise en place par la Ville de Montpellier.

#### Article 2 : les engagements du prestataire

Le prestataire s'engage à assurer la formation du bénéficiaire de la bourse pour l'obtention du permis AM ou du permis A1.

Cette formation intègre a minima les prestations suivantes :

- frais de dossier ;
- cours de formation pour le permis AM ou A1, théoriques sur le code de la route et pratique ;
- les présentations aux épreuves théoriques et pratiques ;

Le prestataire s'engage à accepter les conditions d'attribution de ces aides définies par la délibération du Conseil municipal du 17 novembre 2016.

Le prestataire s'engage enfin à rembourser à la Ville de Montpellier les sommes indûment versées (prestations non réalisées).

#### Article 3 : les engagements de la ville

La Ville s'engage à verser directement au prestataire la bourse accordée au bénéficiaire.

L'auto-école informera la Ville de tous les renseignements pertinents sur le bénéficiaire et lorsque ce dernier sera titulaire du permis.

**Article 4 : dispositions spécifiques**

Le bénéficiaire de la bourse s'acquittera à son inscription du solde restant à sa charge directement au prestataire. Dès ce paiement effectué, le prestataire en informera par écrit la Ville de Montpellier qui lui versera alors la somme correspondant à la bourse accordée, à savoir 50€ pour le permis AM et 100€ pour le A1.

**Article 5 : dispositions d'ordre général**

Les signataires s'engagent à veiller au respect de la présente convention.

Fait à Montpellier le

L'Auto-école prestataire

Monsieur le Maire

(Nom, cachet et signature)

Philippe SAUREL



# Dossier de demande d'aide au financement du Permis de conduire (B)

*Dossier à déposer obligatoirement au Service Jeunesse de la Ville de Montpellier - 6 rue Maguelone 34000 Montpellier – 04 67 92 30 50*

Date de réception :

Date limite de dépôt :

## CANDIDAT

Nom :

Prénom :

Date de naissance :

Âge :

Adresse :

Quartier :

Email :

Téléphone :

Situation familiale : ☐ Célibataire ☐ Marié(e) - Vie maritale ☐ Pacsé(e)

Situation scolaire ou professionnelle : ☐ Lycéen(ne) ☐ Etudiant(e)

Etablissement fréquenté : boursier(e) : ☐ oui ☐ non

☐ Salarié(e) ☐ En recherche d'emploi ☐ Apprentissage

☐ Formation professionnelle : ☐ MLJAM :  
(Précisez) (Précisez l'antenne)

☐ Autres (précisez) :

Votre projet professionnel :

---

---

---

Vos engagements associatifs :

---

---

---

## This image shows a single page of white paper with horizontal blue or grey ruling lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page. There is no handwriting or other markings on the paper.

## LISTE DES PIÈCES À FOURNIR

### Pièces obligatoires :

- ☐ Justificatif de domicile
- ☐ Copie du livret de famille faisant apparaître les enfants à charge
- ☐ Copie de la pièce d'identité
- ☐ Copie de l'avis d'imposition sur le revenu de l'année qui précède ou de la personne, si rattachement à un foyer fiscal

### Pièces à fournir en fonction de la situation personnelle et professionnelle :

- ☐ Copie des 3 derniers bulletins de salaire
- ☐ Le justificatif de la situation scolaire et la copie d'attribution des bourses
- ☐ Copie des 3 derniers relevés d'allocations de chômage ou attestation de non versement
- ☐ Copie de la convention de stage
- ☐ Autres à préciser pour étude du dossier

---

## DECLARATION SUR L'HONNEUR

- Je certifie avoir pris connaissance du dispositif de la Ville de Montpellier pour l'aide au Permis B et m'engage à les respecter.
- Je réside à Montpellier depuis plus de :
- J'autorise la ville à vérifier auprès des différents services l'authenticité des éléments fournis.
- Je m'engage à remplir tous questionnaires d'évaluation.
- J'autorise la diffusion de mon image à des fins non commerciales, des photos ou vidéos prises dans le cadre des activités liées à l'exercice de toute communication municipale matérialisée ou dématérialisée.
- J'autorise l'enregistrement de mes coordonnées dans un fichier informatique dans le respect de la loi en vigueur afin d'être informé(e) desdites activités.

Je soussigné(e) :

Certifie l'exactitude de ces déclarations.

Montpellier, le

Signature  
(Mention lu et approuvé)

## RÈGLEMENT

La Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique en faveur de ses jeunes, propose le dispositif d'aide au permis de conduire B pour les Montpelliérains de 18 à 29 ans.

### Article 1 – Définition

- Lever l'obstacle financier à l'apprentissage de la conduite d'un véhicule.
- Favoriser l'autonomie et l'insertion professionnelle des jeunes montpelliérains.
- Cette aide ne concerne que le permis B.

### Article 2 – Bénéficiaires

- Être domicilié(e) à Montpellier depuis plus d'un an.
- Justifier d'une situation d'insertion professionnelle et ou sociale.
- Il doit s'agir d'une première inscription à l'auto école pour le permis B.
- Informer le service Jeunesse de toute modification de mes coordonnées personnelles.

### Article 3 – Montant et modalité de l'aide

- L'aide forfaitaire de 200 euros sera directement versée à l'auto école.
- Le jeune ne peut bénéficier qu'une fois de l'aide apportée par la Ville de Montpellier.
- L'inscription devra se faire dans un délai de 6 mois après validation du dossier sous peine de perdre cette aide.

### Article 4 – Dossier de demande

- Pour que la demande soit recevable, le dossier et le règlement devront être datés et signés, accompagnés des pièces justificatives et l'acceptation du présent règlement.

### Article 5 – Formalisation de la demande, dépôt du dossier

- Le dossier est à retirer et à déposer auprès du service Jeunesse de la Ville, Espace Montpellier Jeunesse – 6, rue Maguelone – 34000 Montpellier.

### Article 6 – Décision

- Les dossiers de demande seront sélectionnés par la commission d'attribution habilitée.
- Une notification de décision sera adressée au demandeur.

### Article 7 – Durée de validité de l'aide

- L'aide au permis de conduire est valable 6 mois à compter de la date de validité de la commission d'attribution.

### Article 8 – Contrôles – Sanctions

- La Ville peut procéder au contrôle des déclarations faites par les bénéficiaires. En cas de fausses déclarations, d'utilisation de documents falsifiés ou altérés, le Président de la Commission peut rejeter la demande d'aide au financement

### Article 9 – Communication

- Cette action peut être soumise à une communication de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le

Signature  
(Mention lu et approuvé)

# Dossier de demande d'aide au financement des Permis AM et A1

*Dossier à déposer obligatoirement au Service Jeunesse de la Ville de Montpellier - 6 rue Maguelone 34000 Montpellier – 04 67 92 30 50*

Date de réception :

Date limite de dépôt :

☐ AM

☐ A1

## CANDIDAT

Nom :

Prénom :

Date de naissance :

Âge :

Adresse :

Quartier :

Email :

Téléphone :

Situation familiale :

☐ Célibataire

☐ Marié(e) - Vie maritale

☐ Pacsé(e)

Situation scolaire ou professionnelle :

☐ Lycéen(ne)

☐ Etudiant(e)

Etablissement fréquenté :

boursier(e) : ☐ oui ☐ non

☐ Salarié(e)

☐ En recherche d'emploi

☐ Apprentissage

☐ Formation professionnelle :  
(Précisez)

☐ MLJAM :  
(Précisez l'antenne)

☐ Autres (précisez) :

Votre projet professionnel :

---

---

---

Vos engagements associatifs :

---

---

---

## This image shows a single sheet of white paper with horizontal blue or grey ruling lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page. There are approximately 20 lines visible. The top edge of the paper has some faint, illegible markings, possibly from a previous page or a scanning artifact. The overall appearance is that of a clean, unused piece of stationery.

## LISTE DES PIÈCES À FOURNIR

### Pièces obligatoires :

- ☐ Justificatif de domicile
- ☐ Copie de la pièce d'identité
- ☐ Copie de l'avis d'imposition sur le revenu de l'année qui précède ou de la personne, si rattachement à un foyer fiscal

### Pièces à fournir en fonction de la situation personnelle et professionnelle :

- ☐ Copie des 3 derniers bulletins de salaire.
- ☐ Le justificatif de la situation scolaire et la copie d'attribution des bourses.
- ☐ Copie des 3 derniers relevés d'allocations de chômage ou attestation de non versement.
- ☐ Copie de la convention de stage.
- ☐ Autres à préciser pour étude du dossier

---

## DECLARATION SUR L'HONNEUR

Pour les mineurs à remplir par le parent responsable

Je soussigné(e) \_\_\_\_\_ certifie l'exactitude de mes déclarations, avoir pris connaissance du règlement et m'engage à le respecter.

J'autorise la Ville de Montpellier à vérifier l'authenticité des documents fournis et accepte de remplir tout questionnaire d'évaluation.

Montpellier, le \_\_\_\_\_

Signature  
(Précédée de la mention lu et approuvé)  
Pour les mineurs signature du parent responsable

---

## AUTORISATION PARENTALE POUR LES MINEURS

Je soussigné(e) :

Parent responsable de :

Autorise mon enfant à formuler une demande d'aide auprès de la ville pour le permis AM ou A1 (rayez la mention inutile).

Montpellier, le \_\_\_\_\_

Signature du parent responsable.

# RÈGLEMENT

La Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique en faveur de ses jeunes, propose un dispositif d'aide aux permis A1 et AM.

## Article 1 – Définition

- Apporter une aide financière susceptible de lever l'obstacle financier de l'apprentissage à la conduite de cyclomoteur de moins de 50 cm<sup>3</sup> (AM) ou jusqu'à 125 cm<sup>3</sup> (permis A1).
- Favoriser l'autonomie des jeunes.
- Dans le cadre d'une sensibilisation au code de la route et au civisme.

## Article 2 – Bénéficiaires

- Être domicilié(e) à Montpellier depuis plus d'un an.
- Lors du dépôt de la demande Le jeune doit être âgé de 14 ans et plus, pour le permis AM ou 16 ans et plus, pour le permis A1.
- Justifier de l'obtention de l'ASSR1, l'ASSR2 ou l'ASR.
- Informer le service Jeunesse de toute modification de mes coordonnées.

## Article 3 – Montant et modalité de l'aide

- L'aide forfaitaire d'un montant de 50 euros pour le permis AM et de 100 euros pour le permis A1 sera directement versée à l'auto-école.
- Le jeune ne peut bénéficier qu'une fois de l'aide apportée par la Ville de Montpellier.
- Le bénéficiaire devra s'inscrire, dans un délai de 6 mois, après réception de la lettre de notification, sous peine de perdre cette aide.

## Article 4 – Dossier de demande

- Pour que le dossier soit recevable, les pièces suivantes sont exigées :  
Le formulaire de demande daté et signé, accompagné des pièces justificatives demandées ;  
L'acceptation du présent règlement.

## Article 5 – Formalisation de la demande, dépôt du dossier de demande

- Le formulaire de demande et le règlement sont à retirer auprès du service Jeunesse de la ville.
- Le demandeur devra déposer sa demande à l'Espace Montpellier Jeunesse – 6, rue Maguelone – 34000 Montpellier.

## Article 6 – Décision

- Les dossiers de demande seront sélectionnés par la commission d'attribution habilitée.
- Une notification de décision sera adressée au demandeur.

## Article 7 – Contrôles – Sanctions

- La Ville peut procéder au contrôle des déclarations faites par les bénéficiaires. En cas de fausses déclarations, d'utilisation de documents falsifiés ou altérés, le Président de la commission peut prendre la décision de rejeter la demande d'aide au permis AM ou A1.

## Article 8 – Communication

Cette action peut être soumise à une communication de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le

Signature  
(Précédée de la mention lu et approuvé)  
Pour les mineurs signature du parent responsable



***Retrouvez nos informations sur Twitter et Facebook (Montpellier Jeunesse)***



## Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabi YOUSSOUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents :

Alex LARUE.

## Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre d'attributions de créneaux annuels pour la saison sportive 2016 - 2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier contribue au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire par un partenariat fort avec les associations. C'est aussi en collaboration avec ces associations que la Ville développe sa politique de réussite éducative et d'insertion dans la vie active.

La Ville de Montpellier attribue par an à 270 associations, plus de 180 000 heures de créneaux à titre gratuit, afin qu'elles puissent mener leurs activités et entraînements.

L'offre sportive montpelliéraine est extrêmement riche car diversifiée quant aux publics, aux âges, aux disciplines.

Les critères d'attribution prennent en compte le caractère local, sportif et non lucratif de l'association, l'aspect social des pratiques, la diversification et le développement des disciplines, la participation à des événements locaux, les publics ciblés et le développement du sport comme outil de prévention.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier met en place une convention pour l'attribution des créneaux annuels qui permet de contractualiser et formaliser un fonctionnement et d'afficher la contrepartie financière réelle que contribue l'attribution de créneaux. Le montant global de la subvention en nature offerte aux associations représente la somme de 4 143 701.85 €.

En effet, ces autorisations d'occupation du domaine public constituent des subventions en nature.

Les montants ainsi valorisés (nombres d'heures utilisées x tarif horaire) sont calculés en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 17 Décembre 2015 fixant les tarifs pour 2016 applicables au domaine public occupé.

Ces montants devront être portés au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte de l'occupation du domaine public à titre gratuit, eu égard à l'intérêt que représente la pratique sportive des associations dont la liste est annexée à la présente délibération ;
- d'approuver les subventions en nature valorisables aux montants indiqués sur cette même liste soit 4 143 701.85 € ;
- de dire que ces montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer les conventions afférentes.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 29 novembre 2016**

# VALORISATION DES CRENEAUX INSTALLATIONS COUVERTES SAISON 2016/2017

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives couvertes	Nombre d'heures/ Semaine	Nombre de semaines	Tarif Horaire	Montant Valorisable
1	Montpellier Badminton	Badminton	GYMNASE GEORGES FRECHE GYMNASE LES GARRIGUES VEYRASSI	22	34	50,10 €	37 474,80
2	AEMM (Mahorais)	Basket ball	GYMNASE E. GAMBARDELLA	3	34	50,10 €	5 110,20
3	ARECREE	Basket ball	GYMNASE JEAN RAMEL	4	34	50,10 €	6 813,60
4	ASPTT BASKET	Basket ball	GYMNASE LE HETET GYMNASE GEORGES FRECHE	19,5	34	50,10 €	33 216,30
5	Basket Lattes Montpellier	Basket ball	GYMNASE BERNARD JOUANIQUE	6	34	50,10 €	10 220,40
6	Croix d'argent Basket	Basket ball	GYMNASE ROGER COUDERC GYMNASE E. GAMBARDELLA GYMNASE JOUANIQUE GYMNASE OLYMPIE	61	34	50,10 €	103 907,40
7	Goree basket Club	Basket ball	GYMNASE MIREILLE BESSIERE GYMNASE JEAN RAMEL	15,5	34	50,10 €	26 402,70
8	Montpellier Basket Mosson	Basket ball	GYMNASE JEAN BOUIN GYMNASE JOUANIQUE GYMNASE LES GARRIGUES GYMNASE BESSIERE GYMNASE ARTHUR RIMBAUD PALAIS Pierre de COUBERTIN	38	34	50,10 €	64 729,20
9	Montpellier Handi Basket Association	Basket ball	GYMNASE ARTHUR RIMBAUD	4	34	50,10 €	6 813,60
10	MUC Basket	Basket ball	GYMNASE JEAN RAMEL	5,5	34	50,10 €	9 368,70
11	Montpellier Beach Volley	Beach Volley ball	SALLE BEACH H. FERRARI	58	34	50,10 €	98 797,20

# **VALORISATION DES CRENEAUX INSTALLATIONS COUVERTES SAISON 2016/2017**

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives couvertes	Nombre d'heures/ Semaine	Nombre de semaines	Tarif Horaire	Montant Valorisable
12	Entente bouliste montpellier	Boule lyonnaise	BOULODROME B. GASSET	32,5	34	50,10 €	55 360,50
13	Amicale EID Méditerranée	Divers	GYMNASE BERNARD JOUANIQUE	4	34	50,10 €	6 813,60
14	COURIR A LA CRAM	DIVERS	GYMNASE OSTERMEYER	4	34	50,10 €	6 813,60
15	Axe Sport Art Culture	Divers	SALLE DOJO LA BABOTE	2	34	50,10 €	3 406,80
16	ITEP CENTRE BOURNEVILLE	Divers	SALLE DOJO Petit Bard GYMNASE OSTERMEYER	3	34	50,10 €	5 110,20
17	Cirque Balthazar	Divers	GYMNASE JEAN RAMEL	1	34	50,10 €	1 703,40
18	Comité sport adapté	Divers	BOULODROME B. GASSET	3	34	50,10 €	5 110,20
19	Crèche Costebelle	Divers	DOJO GYMNASSE M. BESSIERE	1	34	50,10 €	1 703,40
20	Ecole Régionale de la seconde chance	Divers	SALLE AMELIE BLANCHARD	4	34	50,10 €	6 813,60
21	L'Horizon	Divers	GYMNASE BERNARD JOUANIQUE	4	34	50,10 €	6 813,60
22	Montpellier Culture sport adapté	Divers	SALLE DOJO LA BABOTE SALLE FUTSAL A. BATTEUX	3,5	34	50,10 €	5 961,90
23	Montpellier Monocycle	Divers	SALLE FUTSAL A. BATTEUX	2	34	50,10 €	3 406,80
24	MUC Aviron	Divers	SALLE ROLLER A. BATTRUX	4	34	50,10 €	6 813,60
25	MUC hockey sur Gazon	Divers	GYMNASE JEAN RAMEL	1,5	34	50,10 €	2 555,10
26	Association Ma vie	Divers	SALLE DANSE LA BABOTE	4	34	50,10 €	6 813,60

# VALORISATION DES CRENEAUX INSTALLATIONS COUVERTES SAISON 2016/2017

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives couvertes	Nombre d'heures/ Semaine	Nombre de semaines	Tarif Horaire	Montant Valorisable
27	STEI PJJ	Divers	GYMNASE JEAN RAMEL SALLE FUTSAL A. BATTEUX SALLE DANSE BABOTE	4	34	50,10 €	6 813,60
28	AJPPN	Foot salle	GYMNASE LES GARRIGUES	10	34	50,10 €	17 034,00
29	As cévennes	Foot salle	GYMNASE BERNARD JOUANIQUE	10,5	34	50,10 €	17 885,70
30	ASCP futsal	Foot salle	GYMNASE BERNARD JOUANIQUE	3,5	34	50,10 €	5 961,90
31	ASEM Foot salle	Foot salle	GYMNASE ARTHUR RIMBAUD SALLE FUTSAL A. BATTEUX	7,5	34	50,10 €	12 775,50
32	ASPTT Foot	Foot salle	SALLE FUTSAL A. BATTEUX	2	34	50,10 €	3 406,80
33	Atlas Paillade	Foot salle	GYMNASE ARTHUR RIMBAUD SALLE FUTSAL A. BATTEUX	4	34	50,10 €	6 813,60
34	Education Jeunesse Developpement EJD	Foot salle	SALLE FUTSAL A. BATTEUX	2	34	50,10 €	3 406,80
35	FO MTP OUEST	Foot salle	SALLE FUTSAL A. BATTEUX	2	34	50,10 €	3 406,80
36	OMNISPORT FOOT TAM	Foot salle	GYMNASE LES GARRIGUES	2	34	50,10 €	3 406,80
37	Génération Millénaire Futsal	Foot salle	GYMNASE MIREILLE BESSIERE	4	34	50,10 €	6 813,60
38	Montpellier Agglo Futsal	Foot salle	GYMNASE JEAN BOUIN SALLE FUTSAL A. BATTEUX	13,5	34	50,10 €	22 995,90
39	Montpellier Croix d'Argent Futsal	Foot salle	SALLE FUTSAL A. BATTEUX GYMNASE BATTEUX	6	34	50,10 €	10 220,40
40	Montpellier Hérault Futsal Club	Foot salle	GYMNASE LES GARRIGUES	2	34	50,10 €	3 406,80

# VALORISATION DES CRENEAUX INSTALLATIONS COUVERTES SAISON 2016/2017

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives couvertes	Nombre d'heures/ Semaine	Nombre de semaines	Tarif Horaire	Montant Valorisable
41	Montpellier Méditerranée Foot salle	Foot salle	GYMNASE MARCEL CERDAN SALLE FUTSAL A. BATTEUX GYMNASE OSTERMEYER GYMNASE JOUANIQUE	25,5	34	50,10 €	43 436,70
42	Paillade Mercure	Foot salle	GYMNASE ARTHUR RIMBAUD	2	34	50,10 €	3 406,80
43	RC Lemasson	Foot salle	SALLE FUTSAL BATTEUX	2,5	34	50,10 €	4 258,50
44	Sport insertion jeunes	Foot salle	GYMNASE GEORGES BUSNEL	4	34	50,10 €	6 813,60
45	Stade Lunaret Nord	Foot salle	GYMNASE MIREILLE BESSIERE	2	34	50,10 €	3 406,80
46	UFOLEP 34	Foot salle	GYMNASE OSTERMEYER GYMNASE JOUANIQUE GYMNASE JEAN BOUIN SALLE FUTSAL BATTEUX DOJO PETIT BARD	11	34	50,10 €	18 737,40
47	Montpellier Hérault Beach Soccer	Beach soccer	SALLE BEACH H. FERRARI	2	34	50,10 €	3 406,80
48	APRRES Montpellier	Gym - Danse	SALLE FUTSAL A. BATTEUX	2	34	50,10 €	3 406,80
49	ASPTT GYM	Gym - Danse	GYMNASE LE HETET GYMNASE BESSIERE	34	34	50,10 €	57 915,60
50	ASPTT DANSE DE SALON	Gym - Danse	SALLE GYMNASSE LE HETET	8	34	50,10 €	13 627,20
51	AS SADHANA	Gym - Danse	SALLE GYMNASSE LE HETET	1	34	50,10 €	1 703,40
52	CAC St François	Gym - Danse	SALLE DANSE LA BABOTE	2	34	50,10 €	3 406,80
53	CEP Montpellier Gym	Gym - Danse	GYMNASE LOUIS NEGRE	60	34	50,10 €	102 204,00

# **VALORISATION DES CRENEAUX INSTALLATIONS COUVERTES SAISON 2016/2017**

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives couvertes	Nombre d'heures/ Semaine	Nombre de semaines	Tarif Horaire	Montant Valorisable
54	FURIES	Gym - Danse	SALLE DOJO LA BABOTE	12	34	50,10 €	20 440,80
55	GEM Gambetta	Gym - Danse	SALLE DANSE LA BABOTE	2	34	50,10 €	3 406,80
56	GV Section Mas de Tesse	Gym - Danse	GYMNASE M. OSTERMEYER	2,5	34	50,10 €	4 258,50
57	GV Cévennes	Gym - Danse	SALLE ISADORA DUNCAN	7	34	50,10 €	11 923,80
58	Gym relax	Gym - Danse	SALLE DANSE LA BABOTE	13,5	34	50,10 €	22 995,90
59	Gym suédoise Montpellier	Gym - Danse	SALLE DANSE LA BABOTE	3	34	50,10 €	5 110,20
60	KARAKWELA	Gym - Danse	GYMNASE OSTERMEYER	3	34	50,10 €	5 110,20
61	La garriga	Gym - Danse	SALLE AMELIE BLANCHARD	4	34	50,10 €	6 813,60
62	LA VIE DANSEE	Gym - Danse	SALLE GYM GYMNASSE RABELAIS	1,5	34	50,10 €	2 555,10
63	Les gazelles d'orient	Gym - Danse	SALLE DANSE LA BABOTE	3,5	34	50,10 €	5 961,90
64	Les Orientales	Gym - Danse	SALLE DANSE LA BABOTE	6,5	34	50,10 €	11 072,10
65	MAA'TI	Gym - Danse	SALLE DANSE LA BABOTE	5	34	50,10 €	8 517,00
66	MA VIE	Gym - Danse	SALLE DANSE LA BABOTE DOJO LA BABOTE	4	34	50,10 €	6 813,60
67	Majorette Paillade les Impériales	Gym - Danse	GYMNASE GEORGES BUSNEL	2	34	50,10 €	3 406,80
68	Majors girls	Gym - Danse	GYMNASE GEORGES FRECHE GYMNASE OLYMPIE	4,5	34	50,10 €	7 665,30
69	Montpellier Hérault Breaking Club	Gym - Danse	SALLE AMELIE BLANCHARD	4	34	50,10 €	6 813,60



# **VALORISATION DES CRENEAUX INSTALLATIONS COUVERTES SAISON 2016/2017**

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives couvertes	Nombre d'heures/ Semaine	Nombre de semaines	Tarif Horaire	Montant Valorisable
70	Montpellier GRS	Gym - Danse	SALLE ISADORA DUNCAN	23,5	34	50,10 €	40 029,90
71	MUC Gymnastique	Gym - Danse	GYMNASE LOUIS NEGRE	3	34	50,10 €	5 110,20
72	NATARAJA	Gym - Danse	SALLE DANSE LA BABOTE SALLE DOJO LA BABOTE	5,75	34	50,10 €	9 794,55
73	Pas Perdus	Gym - Danse	SALLE DANSE LA BABOTE	1,5	34	50,10 €	2 555,10
74	Retraite Sportive	Gym - Danse	SALLE ISADORA DUNCAN	2	34	50,10 €	3 406,80
75	Université Tiers Temps	Gym - Danse	SALLE ISADORA DUNCAN	4	34	50,10 €	6 813,60
76	Comité handball	Handball	GYMNASE MIREILLE BESSIERE	4,5	34	50,10 €	7 665,30
77	Montpellier Chamberte	Handball	GYMNASE MARCEL CERDAN	8	34	50,10 €	13 627,20
78	Montpellier Handball	Handball	GYMNASE FRANCOISE SPINOSI GYMNASE FRANCOIS RABELAIS GYMNASE OLYMPIE	57,25	34	50,10 €	97 519,65
79	MUC Handball	Handball	GYMNASE FRANCOISE SPINOSI GYMNASE M. OSTERMEYER GYMNASE GEORGES BUSNEL	43	34	50,10 €	73 246,20
80	As Retraités Rigoulot	Musculation	SALLE CHARLES RIGOULOT	8	34	50,10 €	13 627,20
81	Athlétic Club Montpellier	Musculation	PUS VEYRASSI	16	34	50,10 €	27 254,40
82	AEPF (polynésiens)	Omnisports	GYMNASE MARCEL CERDAN	3	34	50,10 €	5 110,20
83	Agropolis	Omnisports	GYMNASE LES ARTS GYMNASE ARTHUR RIMBAUD	4	34	50,10 €	6 813,60

# **VALORISATION DES CRENEAUX INSTALLATIONS COUVERTES SAISON 2016/2017**

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives couvertes	Nombre d'heures/ Semaine	Nombre de semaines	Tarif Horaire	Montant Valorisable
84	ASPTT Omnisports	Omnisports	GYMNASE LE HETET GYMNASE MIREILLE BESSIERE DOJO GYMNASSE M. BESSIERE	13	34	50,10 €	22 144,20
85	BDS Polytech	Omnisports	GYMNASE ARTHUR RIMBAUD	2	34	50,10 €	3 406,80
86	BDS Business School	Omnisports	GYMNASE ARTHUR RIMBAUD GYMNASE E. GAMBARDILLA	4	34	50,10 €	6 813,60
87	CASSC Agglomération	Omnisports	GYMNASE OLYMPIE	4	34	50,10 €	6 813,60
88	Chemin des Cimes	Omnisports	GYMNASE MIREILLE BESSIERE GYMNASE GEORGES FRECHE	8	34	50,10 €	13 627,20
89	Club sportifs des sourds	Omnisports	GYMNASE ARTHUR RIMBAUD	4,5	34	50,10 €	7 665,30
90	Collectif Pierre Cardinal	Omnisports	DOJO GYMNASSE LES GARRIGUES	4	34	50,10 €	6 813,60
91	Ecole Achitecture	Omnisports	GYMNASE GEORGES FRECHE	2	34	50,10 €	3 406,80
92	IBM Montpellier	Omnisports	GYMNASE MIREILLE BESSIERE GYMNASE GEORGES FRECHE	11,5	34	50,10 €	19 589,10
93	Jeunes Musulmans de France	Omnisports	GYMNASE JEAN BOUIN GYMNASE LES GARRIGUES	4	34	50,10 €	6 813,60
94	Les paralysés de France	Omnisports	SALLE FUTSAL ET ROLLER A. BATTEUX	5	34	50,10 €	4 752,00
95	Sapeurs Pompiers CSP Mosson ET Montaubérou	Omnisports	GYMNASE LOUIS NEGRE GYMNASE MIREILLE BESSIERE	3	34	50,10 €	5 110,20

# VALORISATION DES CRENEAUX INSTALLATIONS COUVERTES SAISON 2016/2017

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives couvertes	Nombre d'heures/ Semaine	Nombre de semaines	Tarif Horaire	Montant Valorisable
96	Sarbacane de l'Hérault	Omnisports	GYMNASE GEORGES FRECHE	2	34	50,10 €	3 406,80
97	U.N.S.S	Omnisports	GYMNASE FRANCOISE SPINOSI GYMNASE ALAIN COLAS GYMNASE FRANCOIS RABELAIS GYMNASE E. GAMBARDELLA GYMNASE G. FRECHE GYMNASE LES GARRIGUES GYMNASE ARTHUR RIMBAUD	28	34	50,10 €	47 695,20
98	Comité départemental sport adapté	Pétanque	BOULODROME B. GASSET	3	34	50,10 €	5 110,20
99	Occitanie Pétanque	Pétanque	BOULODROME B. GASSET		34	50,10 €	0,00
100	Montpellier Derby Club	Rollers	SALLE ROLLERS A. BATTEUX	2	34	50,10 €	3 406,80
101	Montpellier Funny riders	Rollers	SALLE ROLLERS A. BATTEUX	6	34	50,10 €	10 220,40
102	Montpellier Rollers Hockey	Rollers	SALLE ROLLERS A. BATTEUX	25,5	34	50,10 €	43 436,70
103	Rollers school Montpellier	Rollers	SALLE ROLLERS A. BATTEUX GYMNASE JEAN RAMEL	18	34	50,10 €	30 661,20
104	Académie de Boxe française montpellier	Sports - Combat	PUS VEYRASSI	4	34	50,10 €	6 813,60
105	Amazonia Jiu Jitsu	Sports - Combat	DOJO GYMNASSE H. FERRARI	4	34	50,10 €	6 813,60
106	Aiki Tanren	Sports - Combat	DOJO GYMNASSE M. BESSIERE	3	34	50,10 €	5 110,20
107	Aikido Montpellier	Sports - Combat	DOJO GYMNASSE F. SPINOSI	8,5	34	50,10 €	14 478,90
108	AK Sports	Sports - Combat	DOJO GYMNASSE LES GARRIGUES	6	34	50,10 €	10 220,40

# VALORISATION DES CRENEAUX INSTALLATIONS COUVERTES SAISON 2016/2017

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives couvertes	Nombre d'heures/ Semaine	Nombre de semaines	Tarif Horaire	Montant Valorisable
109	Arte Popular	Sports - Combat	DOJO SALLE LA BABOTE	8,5	34	50,10 €	14 478,90
110	ATAREP	Sports - Combat	SALLE GYMM GYMNASSE RABELAIS	2	34	50,10 €	3 406,80
111	ASPTT judo	Sports - Combat	DOJO GYMNASSE M. BESSIERE	12,5	34	50,10 €	21 292,50
112	Boxing club montpellierain	Sports - Combat	GYMNASSE LOUIS LACHENAL	33,5	34	50,10 €	57 063,90
113	Bozendo Montpellier	Sports - Combat	DOJO GYMNASSE F. SPINOSI	6,5	34	50,10 €	11 072,10
114	Budjinkan Dojo Hérault	Sports - Combat	DOJO SALLE LA BABOTE	4	34	50,10 €	6 813,60
115	Cercle Aikido Montpelliérain	Sports - Combat	DOJO SALLE LA BABOTE	5,5	34	50,10 €	9 368,70
116	Do Contact	Sports - Combat	DOJO GYMNASSE M. BESSIERE	7,5	34	50,10 €	12 775,50
117	Ecole arts Martiaux chinois de Montpellier	Sports - Combat	SALLE GYM GYMNASSE RABELAIS	7	34	50,10 €	11 923,80
118	Ecole de Muay thai	Sports - Combat	DOJO GYMNASSE B. JOUANIQUE	11,5	34	50,10 €	19 589,10
119	Full contact 34	Sports - Combat	DOJO GYMNASSE B. JOUANIQUE SALLE ISADORA DUNCAN	11	34	50,10 €	18 737,40
120	Génération Tae Kwon Do	Sports - Combat	DOJO SALLE PETIT BARD	17,5	34	50,10 €	29 809,50
121	Institut de Boxe Pieds Poings Montpelliérain	Sports - Combat	BOXE SALLE PETIT BARD	1,5	34	50,10 €	2 555,10
122	Jita Kyoei judo 34	Sports - Combat	PUS VEYRASSI SALLE GYM RABELAIS	8	34	50,10 €	13 627,20
123	KABIA CLUB KARATE	Sports - Combat	SALLE DOJO FERRARI HENRI	2	34	50,10 €	3 406,80

# VALORISATION DES CRENEAUX INSTALLATIONS COUVERTES SAISON 2016/2017

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives couvertes	Nombre d'heures/ Semaine	Nombre de semaines	Tarif Horaire	Montant Valorisable
124	La bonne école	Sports - Combat	SALLE AMELIE BLANCHARD	13,5	34	50,10 €	22 995,90
125	La maison du judo	Sports - Combat	GYMNASE FRANCOISE SPINOSI DOJO GYMNASSE H. FERRARI	17	34	50,10 €	28 957,80
126	Montpellier Agglo Karaté	Sports - Combat	DOJO GYMNASSE H. FERRARI DOJO SALLE LA BABOTE	4	34	50,10 €	6 813,60
127	Montpellier Ecole Aikido traditionnel	Sports - Combat	DOJO GYMNASSE H. FERRARI	8	34	50,10 €	13 627,20
128	Montpellier Judo Olympic	Sports - Combat	DOJO GYMNASSE A. RIMBAUD	28	34	50,10 €	47 695,20
129	Mosson Full Contact	Sports - Combat	SALLE JACQUES BREL	37	34	50,10 €	63 025,80
130	MUC Aikido	Sports - Combat	DOJO GYMNASSE M. BESSIERE	1,5	34	50,10 €	2 555,10
131	MUC Lutte	Sports - Combat	DOJO GYMNASSE B. JOUANIQUE	10	34	50,10 €	17 034,00
132	Otsuka wado ryu	Sports - Combat	DOJO GYMNASSE F. SPINOSI	4	34	50,10 €	6 813,60
133	Ring Athlétic du Petit bard	Sports - Combat	SALLE BOXE PETIT BARD	14	34	50,10 €	23 847,60
134	Self Défense Sud	Sports - Combat	DOJO GYMNASSE F. SPINOSI	4	34	50,10 €	6 813,60
135	SENZALA	Sports - Combat	DOJO GYMNASSE H. FERRARI SALLE AMELIE BLANCHARD DOJO SALLE LA BABOTE	18	34	50,10 €	30 661,20
136	Tae Kwon do Montpelliérain	Sports - Combat	DOJO GYMNASSE H. FERRARI SALLE ISADORA DUNCAN	11	34	50,10 €	18 737,40
137	Sport tambourin Club Montpellier	Tambourin	GYMNASE BERNARD JOUANIQUE	2	34	50,10 €	3 406,80
138	Montpellier Tennis de table	Tennis de table	SALLE ACHILLE ALAIN ACHILLE	66,5	34	50,10 €	113 276,10

# **VALORISATION DES CRENEAUX INSTALLATIONS COUVERTES SAISON 2016/2017**

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives couvertes	Nombre d'heures/ Semaine	Nombre de semaines	Tarif Horaire	Montant Valorisable
139	Association Sportive Montpelliéraine TIR	Tir	STAND DE TIR MONTMAUR	18	34	50,10 €	30 661,20
140	CSDA ARTEMIS	Tir	STAND DE TIR MONTMAUR	11	34	50,10 €	18 737,40
141	CTSM Tir Sportif Montpelliérain	Tir	STAND DE TIR MONTMAUR	6	34	50,10 €	10 220,40
142	les arquebusiers	Tir	STAND DE TIR MONTMAUR	5	34	50,10 €	8 517,00
143	Société de tir de Montpellier	Tir	STAND DE TIR MONTMAUR	44	34	50,10 €	74 949,60
144	Montpellier Arc Club	Tir à l'arc	GYMNASE FRANCOISE SPINOSI MEZZANINE GYMNASSE H. FERRARI	74,75	34	50,10 €	127 329,15
145	As 3ème Mi Temps	Volley ball	GYMNASE JEAN RAMEL	2,5	34	50,10 €	4 258,50
146	AS Loisirs Jeunes Croix d'argent	Volley ball	GYMNASE ALAIN COLAS SALLE ANNEXE GYMNASSE A. COLAS GYMNASE E. GAMBARDELLA	55	34	50,10 €	93 687,00
147	ASBAM Volley	Volley ball	GYMNASE LES ARTS GYMNASE E. GAMBARDELLA	36	34	50,10 €	61 322,40
148	ASPTT Volley	Volley ball	GYMNASE LE HETET GYMNASE GEORGES FRECHE	11	34	50,10 €	18 737,40
149	Come On	Volley ball	GYMNASE ARTHUR RIMBAUD	2	34	50,10 €	3 406,80
150	IBM Montpellier Volley	Volley ball	GYMNASE MIREILLE BESSIERE	4	34	50,10 €	6 813,60
151	Montpellier Volley	Volley ball	GYMNASE MIREILLE BESSIERE PALAIS PIERRE DE COUBERTIN	57,5	34	50,10 €	97 945,50

# VALORISATION DES CRENEAUX INSTALLATIONS COUVERTES SAISON 2016/2017

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives couvertes	Nombre d'heures/ Semaine	Nombre de semaines	Tarif Horaire	Montant Valorisable
152	SANOFI	Volley ball	GYMNASE ARTHUR RIMBAUD	2	34	50,10 €	3 406,80
153	Volley loisir Compétition Antigone	Volley ball	GYMNASE E. GAMBARDELLA GYMNASE OLYMPIE	8	34	50,10 €	13 627,20
154	Volley loisirs Montpelliérain	Volley ball	GYMNASE M. OSTERMEYER GYMNASE FRANCOIS RABELAIS GYMNASE JEAN RAMEL GYMNASE ARTHUR RIMBAUD	20	34	50,10 €	34 068,00
						<b>TOTAL</b>	<b>2 907 771,45</b>

**VALORISATION CRENEAUX INSTALLATIONS PLEIN AIR  
SAISON 2016/2017**

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives	Nombre d'Heures/ an	Tarif horaires	Montant valorisable
1	OPAC ACM	FOOT	GRAMMONT 12	68	38,9	5376,00
2	A.S FOOT TAM	FOOT	TRITONS	68	38,9	2645,20
3	ASPTT	FOOT	GRAMMONT 10 GRAMMONT 11 GRAMMONT 9	1592,5	38,9	60278,60
4	A.S.A (ass sportive agropolis)	FOOT	Grammont 10 Rugby Mosson	136	38,9	5290,40
5	AMICALE HLT	FOOT	GRAMMONT 13	68	38,9	2645,20
6	A.P.F(assos paralises de France)	BASKET	PEPS GRAMMONT	136	7,7	1047,20
7	ARCEAUX MONTP	FOOT	CITE ASTRUC	816	38,9	31742,40
8	ASEM FOOT	FOOT	GRAMMONT 13 ROBERT GRANIER	136	38,9	5290,40
10	ATLAS PAILLADE	FOOT	MOSSON 1 MOSSON 2 MOSSON 4	1156	38,9	44968,40
11	ASSOCIATION ATTITUDE	SKATE	COMPLEXE SPORTIF GRAMONT SKATEPARK MOSSON	748	44,4	33211,20
15	A.S CELLENEUVE	FOOT	LOUIS COMBETTES	816	38,9	31742,40
16	F .C TCHOUMO	FOOT	JEU DE MAIL	68	38,9	2645,20
###	FC MPT CEVENNES	FOOT	ALAIN DELYLLE/PAUL VALERY	833	38,9	32403,70



**VALORISATION CRENEAUX INSTALLATIONS PLEIN AIR  
SAISON 2016/2017**

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives	Nombre d'Heures/ an	Tarif horaires	Montant valorisable
19	CHEMIN DES CIMES	ATHLETISME	DELYLLE	51	50,1	2555,10
20	CLUB SPORTIF CHEMINOTS DE MPT	FOOT	CHOLET	408	38,9	15871,20
21	CHIMIE ( E.N.S.)	FOOT	JEU DE MAIL	102	38,9	3967,80
22	CHRU MPT.LA COLOMBIERE	ESCALADE	EXT ALAIN ACHILE	68	44,4	3019,20
23	C.R.S.U	OMNISPORTS	GRAMMONT 10 GRAMMONT 12 VEYRASSI CHOLET	770	38,9	29953,00
25	ECUREUIL CLUB LANGUEDOC	FOOT	GRAMMONT 12	68	38,9	2645,20
26	E.S. TUNISIENNE	FOOT	POMPIGNANE	122,5	38,9	4765,25
27	A.S. ENSAM	RUGBY	RUGBY MOSSON	136	38,9	5290,40
28	FEDE MPT FOOT A 7	FOOT	DOCTEUR FOURCADE	408	38,9	15871,20
29	GOLF	GOLF	GRAMMONT 10	136	38,9	5290,40
30	LES TIGRES DU LEZ	FOOT	TRITONS	68	38,9	2645,20
31	GROUPE DECISION	FOOT	GRAMMONT 10	70	38,9	2723,00
32	IBM	FOOT RUGBY	GRAMMONT 11 GRAMMONT 13	210	38,9	8169,00
33	AS.INTER MTP	FOOT	PAUL VALERY	136	38,9	5290,40
34	J.M.F. (jeunes musulmans de France)	FOOT	MOSSON 3	70	38,9	2723,00

07/10/2016

**VALORISATION CRENEAUX INSTALLATIONS PLEIN AIR  
SAISON 2016/2017**

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives	Nombre d'Heures/ an	Tarif horaires	Montant valorisable
36	JOGA	FOOT	GRAMMONT 10	68	38,9	2645,20
37	JUVENTUS DU BSC NEWS	FOOT	GRAMMONT 13	68	38,9	2645,20
38	FC LAGON DE MAYOTTE	FOOT	GRAMMONT 13	204	38,9	7935,60
39	LANGUEDOC- ROUSSILLON FOOT ASSOC-SUD DE FOOT	FOOT	GRAMMONT 11	68	38,9	2645,20
40	R.C. LEMASSON	FOOT	BERNARD GIAMBRONE CHOLET	1190	38,9	46291,00
42	LOS VALENTS DE MPT	RUGBY	SABATHE	68	38,9	2645,20
43	STADE LUNARET	FOOT	CANDELA	884	38,9	34387,60
44	USMA MARGERIDE	FOOT	GRAMMONT 13	68	38,9	2645,20
45	M.A.A.M(mtp agglo athle medite)	ATHLETISME	ALAIN DELYLLE PHILIPPIDES	945	38,9	36760,50
46	MPT BEACH VOLLEY	BEACH VOLLEY	BEAL	273	38,9	10619,70
47	MPT CULTURE SPORT ADAPTE	FOOT	CLAUDE BEAL B	68	38,9	2645,20
48	MPT DERBY CLUB	ROLLER	PEPS CROIX D'ARGENT	70	7,7	539,00
49	MFA HURRICANES	FOOT AMERICAIN	VEYRASSI	1242,5	38,9	48333,25
50	M.H.S.C	FOOT	GRAMMONT 11 GRAMMONT 12 GRAMMONT 13	340	38,9	13226,00

**VALORISATION CRENEAUX INSTALLATIONS PLEIN AIR  
SAISON 2016/2017**

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives	Nombre d'Heures/ an	Tarif horaires	Montant valorisable
52	MTP RUGBY CLUB	RUGBY	SABATHE	714	38,9	27774,60
53	MPT 11	FOOT	GRAMMONT 13	68	38,9	2645,20
54	MPT XIII	RUGBY A XIII	RUGBY MOSSON SABATHE	748	38,9	29097,20
56	MUC FOOT	FOOT	JEANNOT VEGA JEU DE MAIL	1037	38,9	40339,30
	MUC HOCKEY SUR GAZON	HOCKEY	POMPIGNANE	153	38,9	5951,70
57	FC MUTUELLE	FOOT	MOSSON 3	68	38,9	2645,20
59	OLYMPIQUE MTP MILLENAIRE	FOOT	GRAMMONT 11	136	38,9	5290,40
60	PAS DU LOUP (F.C.)	FOOT	Fourcade/Paul Valery	561	38,9	21822,90
61	POLICE MUNICIPALE	FOOT	GRAMMONT 13	68	38,9	2645,20
62	PETIT BARD (F.C.)	FOOT	MALLA	1122	38,9	43645,80
63	POMPIGNANE SPORT CULTURE	FOOT	GRAMMONT 11	68	38,9	2645,20
64	POMPIGNANE SPORT CULTURE	FOOT	POMPIGNANE	306	38,9	11903,40
65	POLYTECH MTP	FOOT	RUGBY MOSSON MOSSON 3	204	38,9	7935,60
###	PAILLADE MERCURE	FOOT	MOSSON 3 MOSSON 4 MOSSON 5	833	38,9	32403,70

07/10/2016

**VALORISATION CRENEAUX INSTALLATIONS PLEIN AIR  
SAISON 2016/2017**

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives	Nombre d'Heures/ an	Tarif horaires	Montant valorisable
67	ROLL'SCHOOL	ROLLER	SKATEPARK GRAMMONT	340	38,9	13226,00
68	SPORT ET FOI	FOOT	PAUL VALERY	68	38,9	2645,20
69	ST MARTIN (A.S.)	FOOT	CLAUDE BEAL B BEAL HONNEUR ROBERT GRANIER	1530	38,9	59517,00
70	ST MARTIN (A.S.)	FOOT	CLAUDE BEAL B BEAL HONNEUR ROBERT GRANIER	630	7,7	4851,00
71	UFOLEP	FOOT	GRAMMONT 12 MOSSON 1 MOSSON 2 MOSSON 3 GIL FAYARD	420	38,9	16338,00
72	AS. UNIVERSITE MTP	FOOT	ROBERT GRANIER	68	38,9	2645,20
73	UNION MTP DEVELOPPEMENT	FOOT	MOSSON 2 MOSSON 3 MOSSON 4	782	38,9	30419,80
77	AS Foot 3M	FOOT	FAYARD	68	38,9	2645,20
78	Ecole Armstrong	Multisports	Rachid MALLA	140	38,9	5446,00
81	Centre Bourneville	Multisports	Terrain Paul Valery	221	38,9	8596,90
82	SUAPS P.Valery	Multisports	Vega	165	38,9	6418,50
83	SUAPS Pharma	Rugby	veyrassi	262,5	38,9	10211,25

**VALORISATION CRENEAUX INSTALLATIONS PLEIN AIR  
SAISON 2016/2017**

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives	Nombre d'Heures/ an	Tarif horaires	Montant valorisable
84	Les Collègues	Football	Pompignane	68	38,9	2645,20
85	Sport Tambourin club	Tambourin	Montcalm	731	7,7	5628,70
86	LES 4 HORIZONS	FOOTBALL	LES TRITONS	105	38,9	4084,50
87	Courir avec la Cram	Course		140	50,1	7014,00
88	BDS Sup de CO	rugby/foot	Mosson 3 et Rugby	136	38,9	5290,40
89	Ufolep comité 34	Multisports	PEPS CROIX D'ARGENT	87,5	7,7	673,75
90	Arsenal Croix d'argent	FOOTBALL	GRAMMONT 11	68	38,9	2645,20
91	La compagnie du vent	FOOTBALL	GRAMMONT 13	70	38,9	2723,00
93	UNION SPORTIVE AIGUELONGUE	FOOTBALL	CANDELA	68	38,9	2645,20
	BLEU VERTIGE	ESCALADE	SALLE ACHILE	2720	44,4	120768,00
	MONTPELLIER BASE BALL UNIVERSITE CLUB	BASE BALL	VEYRASSI	1683	38,9	65468,70
	LA BOUSSOLE	FOOTBALL	GRAMMONT 12 PREVOST PÈRE	136	38,9	5290,40
	UNSS	ATHLETISME	DELYLLE	85	50,1	4258,50
	UNSS	FOOT	MOSSON 4	119	38,9	4629,10

07/10/2016

**VALORISATION CRENEAUX INSTALLATIONS PLEIN AIR  
SAISON 2016/2017**

	Nom de l'association	Discipline	Installations sportives	Nombre d'Heures/ an	Tarif horaires	Montant valorisable
	SAVOIR SOLIDARITE FRATERNITE	FOOT	VALERY	68	38,9	2645,20
	AS ESTANOVE	FOOT	FAYARD	68	38,9	2645,20
	SDIS 34	FOOT	MOSSON 5	136	38,9	5290,40
	AJD	FOOT	MOSSON 2	68	38,9	2645,20
	AVENIR 34	FOOT	LES TRITONS	204	38,9	7935,60
	AJPPN	FOOT	LES TRITONS	68	38,9	2645,20
					<b>MONTANT TOTAL</b>	<b>1 235 930,40</b>

## Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents :

Alex LARUE.

## Bourse Initiatives Jeunes 2016 Participation de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, grâce à la **Bourse Initiatives Jeunes**, souhaite favoriser les initiatives des jeunes montpelliérains.

Ce dispositif est une aide financière qui soutient des actions permettant l'implication des montpelliérains âgés de 16 à 29 ans.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité.

Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et l'intégration.

Sont exclus de ce dispositif, les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels.

Le dossier doit comporter une présentation du projet, du budget et faire l'objet d'un cofinancement.

Les attributions sont établies conformément au règlement du dispositif voté par le Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de **novembre**, il est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2016 du Service Jeunesse (nature 6714, fonction 924222, CRB : 140, ligne de crédit 1938) la somme **1 540 €**, et de la répartir de la manière suivante :

**Lucie DUSAPIN**, étudiante

« *Papa doit manger* » : adaptation théâtrale.

Production culturelle

Montant proposé : **540 €**

**Laurie SAULNIER**, salariée

« *Elégance – LAO=DELTA* » : création d'un clip vidéo musical.

Production culturelle  
Montant proposé : **1 000 €**

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'accepter la répartition figurant ci-dessus pour un montant total de **1 540 €**,
- d'attribuer aux différents candidats les aides correspondantes sur les crédits inscrits à la fonction 924 222, nature 6714, CRB 140, ligne de crédit 1938, budget 2016,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 29 novembre 2016**



## Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents :

Alex LARUE.

## Activités d'éducation physique et sportive en temps scolaire Convention de partenariat Académie de Montpellier - Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, dans le cadre de la réussite éducative, a toujours affirmé son engagement fort envers les jeunes.

La pratique sportive s'inscrit dans le projet de socialisations et permet ainsi d'organiser des partenariats.

L'éducation physique et sportive en temps scolaire est une mission qui incombe au personnel de l'Education Nationale, mais dans les écoles maternelles et élémentaires, un personnel qualifié et agréé peut assister l'équipe pédagogique.

La Ville de Montpellier apporte son soutien à l'Education Nationale par la mise à disposition d'équipements sportifs, de matériel et par l'intervention de 13 éducateurs et opérateurs territoriaux, soit 3 300 heures annuelles.

Ce personnel municipal intervient sur des classes de cycle III des écoles de la Ville de Montpellier. Les conditions générales de l'organisation des interventions, les agréments nécessaires, les responsabilités et les conditions de sécurité sont ainsi fixées.

Toutefois, la contribution de la Ville à titre gratuit, eu égard à l'intérêt général du projet mis en oeuvre, est assimilable à une subvention en nature valorisable à un montant de 54 000 € (salaires et achat de matériel pédagogique).

Le montant de cette subvention en nature sera porté aux comptes administratifs de la Ville et de l'Académie de Montpellier.

### En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention fixant les modalités d'intervention de la Ville dans le temps scolaire pour l'année 2016-2017 ;

- d'autoriser la mise à disposition à titre gratuit des moyens humains et techniques de la Ville pour les activités d'E.P.S. eu égard à l'intérêt général qu'elles représentent ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 54 000 € ;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subvention dans les comptes administratifs de la Ville et de l'Académie de Montpellier ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 29 novembre 2016**

**CONVENTION POUR L'INTERVENTION DES EDUCATEURS TERRITORIAUX  
DE LA VILLE DE MONTPELLIER  
EN EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE**

**2016/ 2017**

Considérant :

- Le décret du 31-03-2015 JO du 23-04-2015 relatif au Socle Commun de Connaissances, de compétences et de Culture
- L'Arrêté du 9-11-2015 JO du 24-11-2015 fixant les programmes d'enseignement de l'école élémentaire
- La circulaire n°92-196 Education Nationale du 03 juillet 1992 : "Participation d'intervenants extérieurs aux activités d'enseignement dans les écoles maternelles et élémentaires"
- Le code du sport, articles L322-1 à L322-6 relatifs à la conformité des établissements d'accueil et les articles L212-1 à L212-6 relatifs à l'obligation de qualification.
- La version en vigueur de la loi sur le sport N° 2000- 627 du 6/07/2000, modifiant la loi N° 84- 610 du 16/07/84 relative à l'organisation et la pratique des activités physiques et sportives
- La circulaire 99136 du 21-9-99 : "Organisation des sorties scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires publiques"
- L'arrêté du 16/12/04 modifié par l'arrêté du 31/10/07 précisant la liste des diplômes ouvrant droit à l'enseignement, l'encadrement et l'animation des activités physiques
- La circulaire n°2000-075 du 31-5-2000 / BO n° 22 du 8-06-2000) relative au test nécessaire avant la pratique des sports nautiques"

Entre :

M STANEK Vincent, inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de l'Hérault.

et

M. Philippe SAUREL, Maire de Montpellier, habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 6 Novembre 2014.

**Il a tout d'abord été exposé ce qui suit :**

La présente convention a pour objet de définir les principes d'organisation et de fonctionnement du partenariat entre la Ville de Montpellier et les Services de l'Education Nationale dans le domaine de l'éducation physique et sportive, et de fixer les limites de compétence, de responsabilité et d'intervention de chacune des parties.

Chaque séance sera assurée à la fois par l'enseignant et par l'intervenant extérieur, Educateur territorial des APS de la Ville de Montpellier.

Cette convention concerne des écoles de cinq circonscriptions :  
Montpellier-Nord / Montpellier-Ouest / Montpellier-Sud / Montpellier-Est / Montpellier-St Jean de Védas /  
Les classes concernées par ce dispositif seront précisées en annexe.

## **ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES**

### **A - Rappel des principes**

1. L'éducation physique et sportive en temps scolaire est une mission qui incombe au personnel de l'Education Nationale. Toutefois dans les écoles maternelles et élémentaires, un personnel qualifié et agréé peut assister l'équipe pédagogique d'une école à la demande et sous la responsabilité de cette dernière (Cf. Loi 2003-339 du 14/04/03).

Chaque séance est assurée à la fois par l'enseignant et par l'intervenant extérieur Educateur territorial des APS de la Ville de Montpellier.

2. La Ville de Montpellier apporte son soutien à l'Education Nationale par la mise à disposition d'équipements sportifs, de matériel et par l'intervention des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives (ETAPS). Cette contribution est assimilable à une participation en nature valorisable à un montant de 54 000 € (salaires et achat de matériel pédagogique).

3. Toute rencontre sportive inter écoles devra se faire dans le cadre de la convention spécifique Ville de Montpellier/USEP/DSDEN signée par toutes les parties. Le projet aura été préalablement transmis au délégué départemental de l'USEP (Cf. Annexe II).

### **B - Conditions générales d'organisation**

- Les interventions sont limitées dans le temps et sont établies selon un calendrier permettant un enrichissement des pratiques des enseignants qui pourront être en mesure de réinvestir cet apport.
- Le temps des déplacements ne doit pas être supérieur au temps de pratique effective de l'activité.

1. Toute aide d'un intervenant extérieur doit s'inscrire dans le projet d'école et doit faire l'objet d'un projet spécifique élaboré en commun par les enseignants et les intervenants. Elle s'appuie de préférence, sur un document pédagogique de référence construit en concertation avec les partenaires. Les actions fondées sur ce projet spécifique sont validées obligatoirement par l'inspecteur de l'éducation nationale pour l'année scolaire.

La Ville de Montpellier propose une aide aux enseignants des classes de CE2, CM1 et CM2 des écoles de la Ville de Montpellier pour l'enseignement de l'EPS. Cette intervention répond à une demande des écoles, en cohérence avec le projet d'école

- Des interventions sont possibles à hauteur de deux modules par école.
- Lorsque des interventions supplémentaires sont rendues possibles, elles sont réparties de façon concertée entre les deux parties.

Les Educateurs Territoriaux des APS interviennent durant l'année scolaire sur divers sites de la commune :

- Un site nautique : Maison du Lez (Annexe 2)
- Les équipements sportifs de la ville de Montpellier, plateaux EPS situés dans ou hors de l'école, stades, gymnases, espaces verts...

Lorsque les conditions matérielles dans l'école sont satisfaisantes au regard de l'activité pratiquée, l'enseignement se déroule sur place.

Lorsqu'un projet spécifique d'intervention est proposé en dehors de l'école, la sortie est soumise à autorisation du directeur ou de la directrice de l'école.

2. Les IEN de chaque circonscription recueillent les demandes des enseignants pour bénéficier de l'intervention d'un ETAPS en EPS pour l'enseignement d'une activité physique sportive ou artistique.

La DSDEN s'engage à transmettre ces demandes avant la fin de l'année scolaire en cours pour l'année scolaire suivante, après avis des Inspecteurs de l'Education Nationale des cinq circonscriptions de Montpellier.

3. Une commission technique mixte, Ville de Montpellier- Education Nationale est mise en place. Elle est composée de conseillers pédagogiques de circonscription, de conseillers pédagogiques départementaux et de représentants de la Ville de Montpellier. C'est une instance d'organisation, de régulation et de concertation qui se réunira au moins deux fois par an.

4. L'année scolaire est organisée en trois périodes. La durée de l'intervention d'un Educateur Territorial des APS ne peut excéder un module de 10 séances par classe au cours de l'année scolaire.

5. Le choix de l'activité physique et sportive appartient à l'enseignant sur la base de la liste arrêtée par la direction du Service des Sports et la DSDEN. Un éclairage technique pourra être apporté par les ETAPS afin de proposer des contenus pédagogiques en concertation avec les enseignants. Les documents élaborés en commun et destinés à être diffusés porteront le logo des deux partenaires.

6. En cas d'annulation d'une séance (absence d'un intervenant, impossibilité pour la classe de se rendre sur le lieu de pratique, conditions météorologiques défavorables...), la partie qui en est à l'origine est tenue d'avertir l'autre partie le plus tôt possible. Lorsque les conditions le permettent, en cas d'intempérie, l'Educateur Territorial se déplace pour assurer la séance dans l'école.

Suivant les cas :

- Lorsqu'il est à l'origine de l'annulation, l'enseignant prévient le Service des Sports de la Ville de Montpellier afin que les ETAPS en soient informés.
- Le Service des Sports de la Ville de Montpellier prévient les écoles concernées en cas d'annulation de la séance avec un ETAPS.

Dans tous les cas, il appartient aux enseignants d'alerter la compagnie de transport.

## ARTICLE 2 : AGREMENT DES INTERVENANTS EXTERIEURS

Les personnes susceptibles d'obtenir l'agrément de l'inspecteur d'Académie sont les suivantes :

- Les personnels territoriaux titulaires :
  - Les éducateurs et conseillers territoriaux des activités physiques et sportives
  - Les opérateurs de la filière sportive, intégrés à la constitution initiale du cadre d'emploi d'avril 1992

Pour l'enseignement de la Voile, le Certificat d'Aptitude à l'Enseignement de la Voile (C.A.E.V.) ou la validation d'une formation dans la discipline sont exigés.

- Les personnels contractuels détenteurs d'un brevet d'Etat sont habilités à intervenir uniquement dans la discipline pour laquelle ils sont diplômés.

## ARTICLE 3 : RÔLE ET RESPONSABILITE DES INTERVENANTS EXTERIEURS

Dispositifs prévus par la Circulaire n° 92 196 du 3 Juillet 1992 :

1 Classe organisation habituelle	1 Classe organisation exceptionnelle	1 Classe organisation exceptionnelle
seul groupe	2 ou plusieurs groupes L'enseignant a en charge un des groupes	L'enseignant n'a en charge aucun groupe particulier
L'enseignant assure l'organisation pédagogique de la séance et contrôle effectivement son déroulement.	Dans ce cas, certains groupes d'élèves sont encadrés par au moins un intervenant et l'un de ces groupes est pris en charge par le L'enseignant. Celui-ci n'a pas à assurer le contrôle du déroulement de la séance. Son action consiste à définir préalablement l'organisation générale de l'activité avec une répartition précise des tâches et procède a posteriori à son évaluation.	Dans ce cas, chaque groupe est encadré par au moins un intervenant. L'enseignant assure l'organisation pédagogique de la séance, procède au contrôle successif du déroulement de la séance dans les différents groupes et à la coordination de l'ensemble.

Dans ces trois situations, il appartient à l'enseignant, s'il est à même de constater que les conditions de sécurité ne sont manifestement plus réunies, de suspendre ou d'interrompre immédiatement l'activité.

La responsabilité civile des intervenants mis à disposition par la collectivité territoriale est couverte par l'assurance de la Ville de Montpellier.

#### ARTICLE 4 : CONDITIONS DE SECURITE

- Le taux minimum d'encadrement spécifique ou renforcé pour les activités d'éducation physique et sportive doit être conforme au texte de la *circulaire n°99-136 du 21/09/1999 (organisation des sorties scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires publiques)* et de la *circulaire n° 2011-090 du 07-07-11 (natation enseignement dans les premier et second degrés)*.
- L'intervenant extérieur veille au respect strict des consignes de sécurité et prend toutes les mesures urgentes qui s'imposent dans le cadre de l'organisation générale arrêtée par l'enseignant responsable.
- Il appartient à l'enseignant, s'il est à même de constater que les conditions de sécurité ne sont manifestement plus réunies, de suspendre ou d'interrompre immédiatement l'activité. Il informe sans délai, l'inspecteur de l'éducation nationale sous couvert du directeur d'école, de tout problème concernant la sécurité des élèves.
- En cas d'urgence, il doit être possible d'intervenir rapidement sur le site (téléphone disponible, trousse de premier secours, voie d'accès dégagée...par exemple). Il convient de se référer à la circulaire départementale sur les accidents scolaires à consulter sur le site Internet de la DSDEN : <http://www.ac-montpellier.fr/cid93451/accidents-scolaires.html>  
Des dispositions particulières sont à respecter en Voile (cf. annexe I).

#### ARTICLE 5 : DROIT A L'IMAGE

Toute photo ou vidéo, destinée à être diffusée sur quelque support que ce soit, doit obligatoirement faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès de la Direction Académique des Services de l'Education Nationale.

Suivant les cas, cette demande est adressée par l'initiateur du projet à l'IEN de la circonscription ou à l'inspectrice d'Académie. Elle est accompagnée du descriptif du projet précisant l'utilisation envisagée des prises de vue.

#### ARTICLE 6 : RESPONSABILITE

Dans tous les cas où la responsabilité d'un intervenant se trouve engagée à la suite ou à l'occasion d'un fait dommageable commis :

- soit par les élèves qui lui sont confiés lors de son intervention,
- soit au détriment de ses élèves dans les mêmes conditions,

la responsabilité de l'état est substituée à celle dudit intervenant qui ne peut jamais être mis en cause devant les tribunaux civils par la victime ou ses représentants

#### ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

La convention signée au début de l'année scolaire a une durée d'un an. Par ailleurs, la convention peut être dénoncée en cours d'année soit par accord entre les parties, soit à l'initiative de l'une d'entre elles. Dans ce dernier cas, la dénonciation doit faire l'objet d'un préavis de trois mois.

A Montpellier, le

A Montpellier, le

Philippe SAUREL  
Maire de Montpellier

Vincent STANEK  
Inspecteur d'Académie,  
directeur des services départementaux  
de l'éducation nationale de l'Hérault

## ANNEXE I

### Liste des écoles bénéficiant de l'intervention des éducateurs territoriaux des APS de la Ville de Montpellier

Année 2016 - 2017

Circonscription de Montpellier Est :

Dr Calmette – A Comte – Condorcet – J.D'arc – C. Daviler – J. Ferry – S. Freud – Gambetta –  
Lamartine – J. Mermoz – B. Morisot – J. Moulin – P. Painlevé – B. Pascal – Périclès – Pottier/Sibélius –  
J. Verne – J. Zay

Circonscription de Montpellier Ouest :

Heidelberg – Louisville – Bolivar – Balard – S. Senghor – Bouloche – Roosevelt – L. Malet

Circonscription de Montpellier Nord :

L. Armstrong – J. Daubié – J. Delteil – M. Bloch – Galilée – Kurosawa – E. Combes – C. Baudelaire –  
Mitterrand – Rabelais

Circonscription de Montpellier St-Jean de Védas

W Churchill – A Savary – V Schoelcher – O de Gouges – Marie Curie – Van Beethoven

Circonscription de Montpellier Sud :

F. Bazille – J. Brel – Voltaire – C. Dickens – Diderot – Garibaldi – V. Hugo – J. Jaurès – J. Macé –  
Ronsard – G. Simenon – J. Simon – M. de L'Hospital – Chengdu – Spinoza – D. Alighieri – Sun Yat  
Sen – Langevin – Sévigné

## ANNEXE A LA CONVENTION POUR L'INTERVENTION DES EDUCATEURS TERRITORIAUX DE LA VILLE DE MONTPELLIER EN EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE

### ANNEXE II

#### CONDITIONS GENERALES D'ORGANISATION POUR L'ENSEIGNEMENT DE LA VOILE

##### BASES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES

- Circulaire Education Nationale : Sorties scolaires n° 99136 du 21/09/99
- Code du sport, articles L322-1 à L322-6
- Test nécessaire avant la pratique des sports nautiques : N° 2000-075 du 31.05.2000

##### CONDITIONS ET NORMES D'ENCADREMENT

La Ville de Montpellier met à disposition des écoles, des éducateurs territoriaux des APS spécialisés en voile. L'activité Voile se pratique sur un plan d'eau parfaitement délimité à "La Maison du Lez".

Sur l'eau un éducateur qualifié est habilité à prendre en charge une flottille constituée de 10 dériveurs légers au maximum et de 12 élèves au plus. Il conviendra toutefois de moduler ce nombre en fonction des embarcations utilisées (1 ou 2 places), des conditions météo, du site, de l'âge et du niveau de pratique des enfants.

Les élèves doivent avoir réussi le test préalable à la pratique des sports nautiques prévu dans la circulaire n°2000-075 du 31-5-2000 permettant d'apprécier la parfaite adaptation des enfants au milieu aquatique.

##### UTILISATION DU MATERIEL

Le matériel est adapté à l'enseignement, conforme aux textes en vigueur et maintenu en parfait état d'entretien.

Les gilets de sauvetage seront vérifiés chaque année. Ils sont adaptés au poids et à la taille des élèves et doivent être fermés avant d'embarquer, ce qui sera vérifié par l'enseignant ou par l'éducateur.

##### DISPOSITIF DE SECURITE

- Il doit être conforme au Code du sport, articles L322-1 à L322-6 et de la circulaire Education Nationale n°99136 du 21/09/99.

Un bateau de sécurité pour une flottille de 10 bateaux maximum doit pouvoir intervenir à tout moment de façon à récupérer rapidement un équipage à l'eau.



Les consignes relatives à l'organisation des secours doivent être écrites et affichées. Elles précisent la conduite à tenir en fonction de la situation de risque : mauvais temps, incident technique, dessalage, accident d'un élève...

Un téléphone à proximité doit permettre de faire appel dans les délais les plus brefs à des moyens d'intervention extérieurs. Les numéros de téléphone d'urgence doivent être affichés en bonne place (pompiers, police, médecin, hôpital le plus proche).

### **PROJET PEDAGOGIQUE ET ORGANISATION DE LA SEANCE**

Les enseignants sont les responsables pédagogiques du projet de site : objectifs, contenus et organisation. Ils régulent les problèmes liés à la discipline, à la sécurité, à la manutention.

Les éducateurs informent les enseignants en cas d'impossibilité de réaliser la séance : météo, vent, température, pollution... La séance pratique peut alors être remplacée par un enseignement théorique. Les enseignants informent le service des sports lorsqu'ils sont dans l'impossibilité de se rendre sur le site.

Les élèves dispensés devront être pris en charge dans une organisation prévue par l'enseignant.

### **RÔLE DES ENSEIGNANTS**

Garant institutionnel de l'action pédagogique, l'Enseignant intervient constamment et activement au sein de l'équipe pédagogique.

Il est donc exclu que des séances puissent se dérouler sans sa participation.

### **RÔLE DES INTERVENANTS EXTERIEURS**

Les intervenants extérieurs doivent intégrer leurs interventions dans le cadre du projet éducatif, véritable contrat passé avec les enseignants.

Les intervenants sont soumis à l'agrément de l'Inspecteur d'Académie, sur la base de leur qualification et de leur compétence à enseigner la Voile.

### **NIVEAUX DE CLASSE**

Les modules d'apprentissage de la Voile sont proposés aux classes de CM2 en priorité.

Cependant, des classes issues des mêmes secteurs que ceux des intervenants en Voile sont susceptibles d'être associées à cet enseignement. Aucune prise en charge financière n'est alors prévue pour leur déplacement.

Il appartient aux Inspecteurs de l'Education Nationale de déterminer les écoles prioritaires.

ANNEXE A LA CONVENTION POUR L'INTERVENTION DES EDUCATEURS  
TERRITORIAUX DE LA VILLE DE MONTPELLIER  
EN EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE

**ANNEXE III**

**CONDITIONS GENERALES D'ORGANISATION  
DES RENCONTRE SPORTIVES DE FIN DE MODULE**

**BASES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES**

- Circulaire Education Nationale : Sorties scolaires n° 99136 du 21/09/99
- Charte Départementale des Intervenants Extérieurs de la DSDEN de l'Hérault (Septembre.2012)

**PRINCIPES D'ORGANISATION**

1. Aucune rencontre sportive de fin de module ne sera programmée sans une concertation préalable avec les Conseillers Pédagogiques des circonscriptions concernées.
2. Pour toute rencontre sportive, un dossier de présentation sera remis par le service des Sports aux Conseillers Pédagogiques et au délégué départemental de l'Union Sportive de l'Enseignement Primaire (USEP). Le rôle de chacun sur le terrain y sera précisé.
3. Lorsque la rencontre est programmée sur une demi-journée, le regroupement n'excèdera pas 8 classes.
4. Lorsque la rencontre est programmée sur une journée, le regroupement n'excèdera pas 16 classes.
5. Pour chaque classe, la rencontre sera programmée en priorité le même jour de la semaine que celui où interviennent habituellement les Educateurs Territoriaux des APS.
6. L'activité pratiquée lors de la rencontre sera la même que celle enseignée au cours du module d'enseignement effectué en partenariat avec les Educateurs Territoriaux des APS.
7. Ne seront transportées en bus que les classes qui le sont habituellement pour rejoindre le site sur lequel les séances du module d'apprentissage se seront déroulées.
8. Les rencontres sont à organiser sur les installations sportives de proximité.

## Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents :

Alex LARUE.

## Quartier CROIX D'ARGENT Dénomination du Complexe Sportif Cholet Jean SCIALO

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite à la demande de la SNCF, propriétaire du Complexe Sportif Cholet, honorer la mémoire de Jean SCIALO, sportif accompli et dirigeant dévoué au sein du Club Sportif Omnisports des Cheminots de Montpellier.

Joueur de football, athlète complet, sélectionné dans l'équipe Méditerranée de la SNCF, il a assuré de 1969 à 1982, la présidence du Club Sportif Omnisports des Cheminots de Montpellier, puis de 1982 à 2015, la présidence de la section football.

Membre du Comité Directeur du District de l'Hérault, arbitre et délégué de la ligue, il a reçu les médailles d'argent et de vermeil de la Fédération Française de Football.

En 1998, Georges Frêche, Maire de la Ville de Montpellier, Député de la 2<sup>ème</sup> circonscription de l'Hérault, lui remettait la médaille d'argent de la Jeunesse et des Sports pour son dévouement et attachement au Club des Cheminots.

Né le 3 janvier 1922 à Frontignan, Jean SCIALO s'est éteint à l'âge 93 ans. A la demande de sa famille, et de la SNCF, il est proposé que le Complexe Sportif Cholet, mis à disposition de la Ville par convention, porte son nom.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De dénommer le Complexe Sportif Cholet, « Complexe sportif Jean SCIALO » ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 29 novembre 2016**

## Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents :

Alex LARUE.

## Convention relative à la participation financière des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TAM) à la lutte anti-tags et à l'affichage sauvage des stations et inter-stations de tramway du centre-ville - Autorisation de signer la convention -

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La société Transports de l'Agglomération de Montpellier (TAM) dispose de plusieurs stations de tramway situées dans le centre-ville, sur lesquels elle doit assurer l'enlèvement des tags et de l'affichage sauvage.

La Ville de Montpellier est titulaire d'un marché pour l'enlèvement des tags et de l'affichage sauvage pour toutes les voies et places publiques de la ville, avec des prestations accentuées en centre-ville.

De 2012 à 2015, une précédente convention a lié la Ville et TAM pour des prestations de nettoyage et de lutte anti-tags et affichage sauvage pour 14 stations TAM pour un montant de 79 630, 28 € (montant année 2015, TVA et révisions de prix incluses).

Elle n'a pas été reconduite par la Ville en 2016 en raison du transfert de la compétence propreté à Montpellier Méditerranée Métropole.

Une nouvelle convention doit donc être conclue pour les seules prestations de lutte anti-tags et affichage sauvage. A la suite du bouclage de la ligne 4, elle portera sur 16 stations (stations et mobiliers urbains inter-stations).

Cette convention, jointe en annexe, prévoit les montants versés annuellement par la TAM sachant que ceux-ci seront indexés chaque année sur les indices de révision de prix applicables au marché de la Ville.

Ceci représentera une participation annuelle de la TAM de 45 000 € HT par an.

Compte tenu de la date de mise en service des 3 stations de la ligne 4 et de la date d'intégration de celles-ci dans le périmètre d'intervention de la Ville de Montpellier, le coût des prestations pour l'année 2016 est de 37 500 HT.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De valider les termes de la convention avec TAM ci-jointe;
- D'autoriser le Maire, ou son Adjoint Délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



**Publiée le : 29 novembre 2016**

**CONVENTION RELATIVE  
A LA PARTICIPATION FINANCIERE DE LA TAM  
A LA LUTTE ANTI TAGS ET A L’AFFICHAGE SAUVAGE  
DES STATIONS ET INTER-STATIONS DE TRAMWAY CENTRE VILLE**

Entre les soussignés :

**La Ville de Montpellier**, représentée par  
municipal du

agissant en vertu d’une délibération du Conseil

Ci-après dénommée la Collectivité ou la Ville

D’une part,

Et,

**La société Transports de l’Agglomération de Montpellier (TAM)**, délégataire du service public de transports de Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Directeur .....

Ci-après dénommée TAM

D’autre part,

**Préambule**

La Ville dispose d’un marché pour l’enlèvement des tags et de l’affichage sauvage pour toutes les voies et places publiques de Montpellier.

TAM dispose de plusieurs stations de tramways situées dans le centre-ville et demande à la Ville qui intervient en bordure d’inclure, moyennant participation financière, les prestations de lutte anti-tags et d’affichage sauvage des stations et des mobiliers urbains inter stations dans les prestations effectuées par son adjudicataire.

De 2012 à 2015, une précédente convention a lié la Ville et TAM pour des prestations de nettoyage et de lutte anti-tags et affichage sauvage pour 14 stations TAM pour un montant de 79 630, 28 € (montant année 2015, TVA et révisions de prix incluses).

Elle n’a pas été reconduite par la Ville en 2016 en raison du transfert de la compétence propreté à Montpellier Méditerranée Métropole.

Une nouvelle convention doit donc être conclue pour les seules prestations de lutte anti-tags et affichage sauvage. A la suite du bouclage de la ligne 4, elle portera sur 16 stations.

Ceci est l’objet de la présente convention.

## ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit les termes de l'accord entre la Ville et TAM concernant des prestations de lutte anti-tags et affichage sauvage des stations de tramway et des voies à l'intérieur du GLO entre ces stations.

### 1.1

La Ville fera procéder, via son prestataire, à l'enlèvement des tags et de l'affichage sauvage des stations de tramway du centre-ville suivantes.

- Les Stations existantes au 1-01-2016 : Albert 1<sup>er</sup> St Charles - Louis Blanc – Corum – Comédie - Du Guesclin – Antigone - Léon Blum - Place de l'Europe - Plan Cabanes - Saint-Denis – Observatoire - Gare Saint Roch rue Maguelone - Gare Saint Roch rue de la République
- Les Stations mises en service par TaM au 1-07-2016 et intégrées dans le périmètre d'intervention de la Ville au 1-11-2016 : Albert 1<sup>er</sup> Cathédrale - Saint Guilhem Courreau - Peyrou Arc de Triomphe

### 1.2

Les fréquences de nettoyage et les modalités d'enlèvement des tags et de l'affichage sauvage seront identiques à celles prévues au marché de la Ville pour les prestations relatives aux voies et places publiques avoisinantes.

### 1.3

N'entrent pas dans le champ de la présente convention:

- Les rails ;
- Les abris et blocs techniques de chaque station.
- Les valideurs à quais.

## ARTICLE 2 – ORDRE DE SERVICE

La Ville émettra des Ordres de Service à l'attention de son prestataire afin d'inclure les prestations mentionnées à l'article 1 dans les zones d'intervention.

TAM n'aura aucun lien direct avec le soumissionnaire de la Ville. Toute difficulté rencontrée devra être signalée à la Ville, Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public dans les plus brefs délais.

## ARTICLE 3 – MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIERE

### 3.1 Coût des prestations

Une évaluation du coût de cette prise en charge pour la Ville a été effectuée et a été estimée à 45 000 € HT par année complète, hors révision de prix, pour l'enlèvement des tags et de l'affichage sauvage des 16 stations de tramway, dans les conditions relatives à l'exercice 2016 de l'exécution du marché.

Compte tenu de la date de mise en service des 3 stations de la ligne 4 et de la date d'intégration de celles-ci dans le périmètre d'intervention de la Ville de Montpellier le cout des prestations sera le suivant.

- Pour l'année 2016, la participation de TAM est donc de de 37 500 HT.
- Pour l'année 2017, la participation de TAM sera donc de 45 000 HT, hors révision de prix à venir.



	Début P en C	2016	2017
Albert 1er Saint Charles	01-janv-16 12	3000 12	3000
Louis Blanc Corum	01-janv-16 12	3000 12	3000
Comédie	01-janv-16 12	3000 12	3000
Du Guesclin	01-janv-16 12	3000 12	3000
Antigone	01-janv-16 12	3000 12	3000
Léon Blum	01-janv-16 12	3000 12	3000
Place de l'Europe	01-janv-16 12	3000 12	3000
Plan Cabanes	01-janv-16 12	3000 12	3000
Saint Denis	01-janv-16 12	3000 12	3000
Observatoire	01-janv-16 12	3000 12	3000
Gare Saint Roch Rue Maguelone	01-janv-16 12	3000 12	3000
Gare Saint Roch Rue de la République	01-janv-16 12	3000 12	3000
Albert 1er Cathédrale	01-nov-16 2	500 12	3000
Saint Guilhem Courreau	01-nov-16 2	500 12	3000
Peyrou Arc de Triomphe	01-nov-16 2	500 12	3000
Traitement des poteaux			
		37500 HT	45000 HT
		45000 TTC	54000 TTC

### Révision de prix

Le prix des prestations est actualisé deux fois par an en fonction des formules de révision prévues aux marchés de la Ville.

Le montant de la participation mentionnée au 3.1 sera indexé sur la formule de révision (paiement « au réel ») du marché relatif à l'enlèvement des tags et affichage sauvage

## **ARTICLE 4 – AJOUT DE PRESTATIONS**

Dans le cas où une nouvelle station de tramway devrait être intégrée aux prestations déléguées à la Ville de Montpellier, un avenant à la présente convention sera conclu dans les mêmes conditions.

## **ARTICLE 5 – MODALITES DE VERSEMENT**

La participation financière de TAM sera appelée par titres de recettes deux fois par an, en juin et en décembre.

Pour l'exercice 2016, un titre unique sera émis en décembre du montant indiqué au 3.1.

## **ARTICLE 6 – DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est valable jusqu'au 31 décembre 2017, date de fin de la délégation de service public des transports confié à TaM par la Métropole de Montpellier. Elle est susceptible de reconduction tacite pour une période de 1 an supplémentaire sauf décision de non reconduction adressée par LR + AR à TaM par la ville de Montpellier, sous réserve de respecter un préavis de 3 mois. La convention prendra donc fin au plus tard le 31 décembre 2018.

## **ARTICLE 7 – RESILIATION**

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de 3 mois.

## **ARTICLE 8 – LITIGE**

Tout litige résultant de l'application de la présente convention de participation et ses suites sera du ressort du Tribunal Administratif de Montpellier.

## **ARTICLE 9 – ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution de la présente convention, les parties intervenantes font élection de domicile :

- Pour la Ville, l'Hôtel de Ville
- Pour la TAM, en son siège administratif

Fait à Montpellier le ..... en 3 exemplaires originaux

Pour la Ville,

Pour TAM,

## Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE,

### Absents :

Alex LARUE.

## Ville de Montpellier / Fédération Départementale Familles Rurales de l'Hérault

### Mise à disposition de locaux Multi-accueil "Tom Pouce"

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

De manière constante, la Ville de Montpellier mène une politique dynamique et volontariste dans le domaine de la petite enfance. Parmi les multiples actions engagées dans ce secteur, elle soutient et accompagne les associations qui contribuent au développement de l'offre d'accueil sur le territoire.

C'est ainsi, qu'en 2006, la Ville a mis à disposition de l'Association « Tom Pouce » des locaux situés dans le quartier Hôpitaux-Facultés pour y aménager une crèche associative du même nom.

La crèche associative « Tom pouce » est située au 139 rue Philippe Castan, Résidence les Picholines à Montpellier. Elle propose 28 places pour l'accueil des enfants de 0 à 4 ans, action inscrite au Contrat Enfance Jeunesse signé entre la Ville et la CAF de l'Hérault.

Les locaux sont loués pour être utilisés exclusivement à usage d'un multi-accueil, et proposent une superficie de 225 m<sup>2</sup> répartis en plusieurs espaces : accueil, rangement, salles de repos, salles de jeux, office-bibronnerie, buanderie, locaux destinés au personnel. Ils disposent également de 3 places de parking.

En mars 2016, la gestion de la crèche « Tom Pouce » a été reprise par la Fédération Départementale Familles Rurales de l'Hérault.

La convention précédente arrivant à son terme le 31 décembre 2016, la Ville propose donc d'établir une nouvelle convention de location avec l'association, moyennant un loyer annuel de 19 000 euros, révisable chaque année en fonction des variations du coût de la construction publiée par l'INSEE. La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de cinq ans commençant à courir du 1<sup>er</sup> janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2021.

**Après étude, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de passer avec l'Association « Fédération Départementale Familles Rurales de l'Hérault », dont le siège est situé 455 rue de l'industrie 34000 Montpellier, une convention de location pour une durée de cinq ans commençant à courir du 1<sup>er</sup> janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2021, concernant les locaux situés 139 rue Philippe Castan, Résidence les Picholines à Montpellier, moyennant une redevance annuelle de 19 000 euros révisable chaque année ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjointe Déléguée, à signer la convention jointe en annexe et tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



**Publiée le : 29 novembre 2016**



## CONVENTION DE LOCATION

### ENTRE LES SOUSSIGNES :

**La Commune de MONTPELLIER,**

Domiciliée 1 place Georges Frêche, 34 000 MONTPELLIER,  
Représentée par son Maire en exercice, Monsieur Philippe SAUREL dûment habilité par  
délibération du 2016,

Ci-après désignée « La Ville »,

D'UNE PART,

### ET :

**La « Fédération Départementale Familles Rurales de l'Hérault »** gestionnaire de  
l'établissement d'accueil du jeune enfant « TOM POUCE »,

Domiciliée 455, rue de l'industrie 34 000 MONTPELLIER,  
Représenté par son Président en exercice, Monsieur Arnould CARPIER, dûment habilité,

Ci-après désigné « Le preneur »,

D'AUTRE PART.

### **IL A PREALABLEMENT ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT:**

La Ville de Montpellier est locataire du local situé :

**139, rue Philippe Castan, résidence les Picholines, 34090 MONTPELLIER.**

Elle accepte de le louer au preneur dans les conditions prévues dans la présente convention  
et conformément aux dispositions de l'article 1708 et suivants du code civil.

## **Article 1 -Objet**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le preneur est autorisé à occuper le local susvisé. Cette occupation sera autorisée dans les conditions ci-après.

## **Article 2 - Dispositions concernant les lieux loués**

### **2.1 - Désignation des lieux**

La Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés :  
**139, rue Philippe Castan, résidence les Picholines, 34090 MONTPELLIER.**

Les lieux loués, d'une superficie de 225 m<sup>2</sup>, sont répartis en 16 espaces : accueil, rangement, salles de repos, salles de jeux, office - biberonnerie, buanderie, locaux destinés au personnel. Les locaux disposent de trois places de parking en complément.  
Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

### **2.2 - Destination des lieux**

Les locaux seront exclusivement destinés à l'usage de l'activité précisée dans les statuts de l'association.

L'exercice de toute autre activité est formellement interdit et notamment l'exercice d'une activité commerciale, politique, religieuse.

### **2.3 - Etat des lieux**

#### **2.3.1 - Etat des lieux entrant**

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance. Un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe de la convention. Le preneur s'engage à maintenir les lieux en parfait état.

#### **2.3.2 - Etat des lieux sortant**

Un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement au moment du départ du preneur.

## **Article 3 - Durée**

La présente convention de location est consentie pour une durée de 60 mois (5 ans).

Elle prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 et se terminera le 31 décembre 2021.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Un exemplaire original de la présente convention sera remis au preneur qui s'engage à le dater, le signer et le retourner à la Ville de Montpellier dans un délai maximum d'un mois. Passé ce délai, le local sera proposé à une autre association.

## **Article 4 - Loyer et charges**

### **4.1. Modalités de paiement**

La Ville transmettra une demande de paiement du loyer et des charges selon l'échéance ci-après définie.

Il convient donc que le preneur indique ci-dessous l'adresse à laquelle la demande de paiement doit être adressée :

.....  
.....  
.....

A défaut, le preneur s'engage à communiquer cette adresse à la Ville dans un délai maximum d'un mois à compter de la signature du contrat.

Le paiement du loyer et des charges pourra être effectué par chèque à l'ordre du Trésorier principal Municipal ou en espèces.

### **4.2 - Loyer**

La valeur locative annuelle, hors charges, de ces locaux est de 19 000 €.

Le preneur s'engage à payer le loyer trimestriellement soit 4 750 €.

Le prix du loyer ainsi fixé sera réévalué à chaque date anniversaire de la présente convention, soit le 1<sup>er</sup> janvier, en fonction de l'indice de référence des loyers calculé par l'INSEE, l'indice de base étant celui du 2<sup>ème</sup> trimestre 2016 soit 125,25. En cas de variation à la baisse des indices, aucune réduction de loyer ne sera pratiquée. Le montant de l'année précédente sera reconduit.

### **4.3 - Charges**

Le preneur acquittera exactement ses contributions personnelles, mobilières et en général, toutes les charges notamment : eau, chauffage, électricité, climatisation ... ainsi que les taxes mises habituellement à la charge des locataires, le tout de façon à ce que le bailleur ne soit jamais inquiété ni recherché à ces différents sujets.

## **Article 5 - Obligations du preneur**

### **5.1 - Conditions d'utilisation des locaux**

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil

Ainsi :

- 1) Le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition,

- 2) Il devra se conformer aux prescriptions réglementaires et légales en vigueur de façon à ce que la responsabilité de la Ville ne puisse être ni inquiétée, ni recherchée et notamment en ce qui concerne :
  - la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'Inspection du Travail,
  - la tranquillité de l'immeuble.
- 3) L'exercice d'une activité autre que celle prévue dans les statuts de l'association est strictement interdit. Ainsi, est proscrit l'exercice de toute activité politique, religieuse ou commerciale.
- 4) La consommation d'alcool, de tabac et produits illicites est formellement interdite dans les locaux.
- 5) La présence d'animaux de compagnie est interdite dans les locaux, sauf les chiens d'assistance pour les personnes en situation de handicap.
- 6) Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun percement de murs ou de voûtes, aucune construction, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'autorisation préalable et écrite de la Ville de Montpellier.
- 7) Les changements de serrure sont strictement interdits. La Ville conserve un double des clés de chaque local. Si toutefois un problème de serrure devait survenir, le preneur s'oblige à demander l'accord préalable de la Ville et fournir un double des clés dans un délai maximum d'un mois.
- 8) En cas de mise en place d'une alarme par le preneur, celui-ci s'engage à communiquer immédiatement le code à la Ville. Le matériel devra être désinstallé et les murs remis en l'état à la fin de la convention ou en cas de résiliation.

La Ville se réserve le droit de visiter les locaux loués à tout moment, pour contrôler leur état et s'assurer que leur utilisation est conforme à la convention et à l'activité de l'association. Le preneur ne pourra lui en interdire l'accès pour quelque motif que ce soit.

Une visite annuelle des locaux sera effectuée par un agent de la Ville.

## **5.2 - Entretien des locaux**

Les locaux loués doivent être tenus en bon état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public et de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du Code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Il devra notamment :

- assurer l'entretien courant des locaux et de ses éléments d'équipement, ainsi que les menues réparations nécessaires ;
- nettoyer et dégorger les conduits de descentes d'eaux pluviales, chéneaux et gouttières ;



- entretenir les petites parties mécaniques des portes et fenêtres et notamment réaliser le graissage des gonds et des charnières, les menues réparations des boutons et poignées de portes, des gonds et des mécanismes de fermeture, le remplacement des clefs égarées ou abîmées ;
- le remplacement des vitres détériorées ;
- le maintien en état de propreté des plafonds, murs et cloisons, notamment le rebouchage des trous éventuellement faits ;
- entretenir les revêtements de sol ;
- entretenir les installations de plomberie, de chauffage, climatisation, ventilation, les canalisations de gaz, le remplacement de certains éléments de chauffage et de robinetterie ;
- entretenir certains éléments d'équipement électrique, dont notamment le remplacement des ampoules, interrupteurs, prises de courant, fusibles, baguettes ou gaines de protection.

Dans le cas où les locaux comporteraient des équipements nécessitant des vérifications périodiques obligatoires (installations électriques, installations gaz, chaudières, portes automatiques, extincteurs, ...), le preneur s'engage à les réaliser et à transmettre à la Ville le rapport de vérification.

Si le rapport fait état de travaux à réaliser qui relèvent du locataire au sens de l'article 1754 du Code civil, le preneur a l'obligation de les effectuer avant le terme de la convention. A défaut, la Ville fera réaliser ces travaux aux frais exclusifs du preneur.

Le preneur devra laisser les représentants de la Ville, entrepreneurs et ouvriers pénétrer dans les lieux pour visiter, réparer et entretenir le local.

### **5.3 - Statuts de l'association**

Le preneur s'engage à signaler à la Ville de Montpellier, tout changement de nom, de bureau d'objet de l'association, ou de modification de siège social dans un délai maximum d'un mois.

### **5.4 - Clauses particulières**

Le local faisant partie d'une copropriété, le preneur a l'obligation de respecter les règles suivantes :

- Ne pas réserver pour son usage personnel des espaces ou des équipements communs ou collectifs.
- Les bicyclettes, cyclomoteurs, etc., doivent obligatoirement être rangés dans les locaux destinés à cet effet.
- Il est interdit au preneur de brancher des appareils ou luminaires sur les installations électriques des locaux communs pour son usage personnel ou de bloquer les minuteriers et d'utiliser les robinets de puisage et d'arrosage extérieur.
- Il est interdit de jeter ou de déposer des papiers, des débris ou objets quelconques sur les espaces verts, voiries ou toutes parties communes de l'immeuble. De plus, le locataire doit veiller à la propreté des escaliers, paliers et couloirs.
- Tout affichage est interdit.

- Le stationnement sur des emplacements réservés aux résidents de la copropriété est interdit.
- Le preneur s'engage à faire remonter toute difficulté éventuelle au sein de la copropriété à la Ville.

### **Article 6 – Assurances**

Le preneur s'engage à souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés aux tiers.

- En cas de nouvelle convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville, au plus tard 15 jours après la remise des clés au preneur.
- En cas de renouvellement de convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville sans dépasser un délai maximum d'un mois après la date de renouvellement.

Cette copie est à transmettre par voie postale à :

Mairie de Montpellier  
Service Gestion Active de la Propriété Sécurité  
Direction Architecture Immobilier  
1 place Georges Frêche  
34 267 MONTPELLIER Cedex 2

### **Article 7 – Cession – sous-location**

Le preneur devra occuper personnellement les lieux loués.

Il est interdit à l'occupant :

- De concéder la jouissance des lieux mis à sa disposition à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement et à titre gratuit et précaire ;
- De sous-louer en tout ou partie.
- Céder le contrat à un tiers

### **Article 8 - Résiliation**

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait (non-paiement du loyer, des charges, du dépôt de garantie, non souscription d'une assurance des risques locatifs, non-respect de l'obligation d'user paisiblement des locaux loués, troubles du voisinage constatés par décision de justice passée en force de chose jugée).

Elle sera résiliée, après un préavis d'un mois, en cas de manquement par le preneur à ses obligations prévues dans la convention.

### **Article 9 – Restitution des locaux**

Au terme du contrat, un état des lieux de sortie contradictoire sera effectué et le preneur procédera à la restitution des locaux et à la remise des clés.

A cette fin, il convient que le preneur prenne contact avec la Ville dans un délai minimum de (à déterminer : par ex une semaine avant la fin du contrat), afin de convenir d'un rendez-vous.

A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir aux frais du preneur un inventaire des objets déposés.

Ceux-ci seront tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Le preneur devra restituer les lieux et ses abords libres de toute occupation et débarrassés de tous mobiliers, détritiques divers, marchandises et en parfait état de propreté.

En cas de dégradations, dégâts, abandon de détritiques divers ou autres, la Ville procédera à la remise en état des locaux à la charge du preneur sur présentation de justificatifs (devis, factures).

### **Article 10 - Litiges**

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait en deux exemplaires originaux.

Montpellier le .....

**Pour la Ville,**  
  
Monsieur le Maire

**Pour le preneur,**  
  
Le Président

Philippe SAUREL

Arnauld CARPIER  
  
(+ Cachet de l'association)

## Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents :

Alex LARUE.

## Convention relative à une action de soutien à la parentalité Agence départementale de la solidarité Ecusson coeur de Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis 2001, la Ville de Montpellier et le Conseil Départemental de l'Hérault ont mis en place un partenariat prévoyant une action socio-éducative pour l'accueil d'enfants de familles en difficulté sociale et détectées par les services de la Protection Maternelle Infantile et de la Santé (PMIS).

Cette action de partenariat entre l'Agence de solidarité Ecusson Cœur de ville et la Ville de Montpellier consiste à réserver quelques places au sein des établissements municipaux situés en centre-ville. Initialement prévue au multi-accueil « la Maison des Enfants », cette action a été étendue, en 2008, à un deuxième établissement « l'Ile au trésor », puis en 2010 à la crèche « Edelweiss » et enfin à la crèche « Antigone » en janvier 2016.

Ce partenariat avec la PMIS a permis d'accueillir, sur l'année scolaire 2015-2016, 21 enfants répartis sur 4 places au total.

Compte tenu de l'efficacité reconnue de cette action, il est proposé de la reconduire pour 2017, avec un nombre de places réparties de la manière suivante :

- 1 place au sein du multi-accueil « la Maison des Enfants » ;
- 1 place au sein du multi-accueil « l'Ile au trésor » ;
- 1 place au sein de la crèche « Edelweiss » ;
- 1 place au sein de la crèche « Antigone ».

Les familles dont les enfants sont accueillis dans le cadre de cette action peuvent éventuellement bénéficier d'une tarification adaptée à leur capacité contributive, voire à titre exceptionnel et pendant une durée limitée, d'une gratuité.

Pour compenser les coûts de réservation et de cette tarification spécifique, la Ville perçoit en contrepartie une subvention annuelle d'un montant de 13 000 euros de la part du Conseil Départemental.

Le budget prévisionnel global pour l'année 2017 de cette action se répartit comme suit :

- Ville de Montpellier : 42 291€
- CAF : 21 656 €
- Familles : 918 €
- Conseil Départemental : 13 000 € qui font l'objet de la convention de partenariat jointe en annexe.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver le principe de cette action et le renouvellement de la convention jointe en annexe,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée, à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 29 novembre 2016**

## **Convention relative à une action de soutien à la parentalité Agence départementale de la solidarité Ecusson cœur de Ville**

### **Entre**

Le Département de l'Hérault, ayant son siège à MONTPELLIER - Hôtel du Département - 1000, rue d'Alco, identifié sous le n° SIREN 223 400 011, représenté par Monsieur Kléber MESQUIDA, Président du Conseil départemental, en vertu de la délibération de la Commission Permanente en date du ,  
D'une part,

### **Et**

La Commune de Montpellier - 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier Cedex 2 représentée par son maire, Monsieur Philippe SAUREL, autorisé par délibération du conseil municipal en date du 28 novembre 2016.

D'autre part,

Il est exposé ce qui suit :

### **Préambule :**

La direction générale adjointe solidarités départementales applique une politique d'accompagnement à la parentalité en mobilisant les équipes des agences départementales sur des actions de prévention. Ces actions sont conduites en partenariat étroit avec les associations et les institutions implantées localement.

Les particularités locales sont prises en compte et favorisent la mise en œuvre d'interventions appropriées en termes de public et de contenu.

En conséquence il est convenu ce qui suit :

### **ARTICLE 1 : Objet de la convention**

Par la présente convention, la Commune de Montpellier et le Département souhaitent renouveler l'action partenariale de prévention, dans le respect de leur politique et leur champ de compétences réciproques. Cette action a pour objectif d'apporter une aide à des familles confrontées à des difficultés relationnelles, et/ou éducatives, et/ou sociales afin qu'elles puissent assumer leurs fonctions parentales. Pour ce faire, leurs enfants âgés de 6 mois à 4 ans seront accueillis pour une action socio-éducative pluri-partenariale sur l'ensemble de la famille.

La Commune de Montpellier met à disposition de l'agence départementale de la solidarité Ecusson cœur de ville, quatre places par demi-journée réservées en multi-accueil, que les enfants soient présents ou non. Ces quatre places sont réparties entre quatre établissements municipaux :

- une place par demi-journée à la halte-garderie « la Maison des enfants » - rue Embouque d'Or,
- une place par demi-journée à la halte-garderie « l'île aux trésors » -16 rue Ferdinand Fabre,
- une place par demi-journée à la crèche « Edelweiss » - 21 rue général Riu,
- une place par demi-journée à la crèche « Antigone » - 10 rue Jeanne d'Arc.

### **ARTICLE 2 : Modalités d'exécution de la convention et résiliation avec les familles**

Les travailleurs médico-sociaux de l'Agence évaluent la situation familiale sur la base de critères tels que la capacité d'autonomie dans les démarches, le besoin de socialisation de l'enfant, les conditions et le type d'hébergement, le besoin d'accompagnement à la parentalité... Le référent

médico-social propose ensuite, au comité technique, d'orienter la famille vers un des établissements participant à l'action et accompagne la famille dans cette démarche après validation du comité.

Si la famille accepte, elle signe un contrat d'engagement pour 3 mois, renouvelable par période de 3 ou 6 mois selon la demande et les besoins de la famille évalués par le comité, qui précise :

- l'objectif de l'accueil (socialisation de l'enfant, diversification de la stimulation de l'enfant qu'elle soit psychomotrice ou relationnelle, réajustement de la relation mère-enfant).
- les modalités de l'accueil et le suivi : fréquence, durée, jours. L'accueil proposé peut-être au maximum de deux demi-journées ou d'une journée complète par semaine, déterminé en fonction des places disponibles sur la structure et des besoins de la famille.
- l'acceptation du règlement intérieur de la structure.
- le tarif mensuel incombant à la famille. En cas d'absence de ressources, la gratuité sera exceptionnellement accordée, pendant 3 mois maximum, y compris pour les familles non affiliées au régime général. L'étude du maintien de cette gratuité à l'issue de cette période sera étudiée au cas par cas et devra être justifiée par l'absence totale de ressources. Dans la mesure du possible, il devra être recherché pour ces familles l'application d'une tarification (demi-plancher CAF) dans un souci d'égalité de traitement. Si la famille dispose de ressources, la tarification sera limitée au tarif plancher CAF, y compris pour les familles non affiliées au régime général.

Les travailleurs médico-sociaux de l'agence pourront faire appel, s'ils le jugent pertinent, à un service d'interprétariat pour faciliter la communication avec les familles concernant les objectifs, modalités d'accueil et acceptation du règlement intérieur.

Les structures d'accueil recevront ou mettront à disposition un téléphone pour l'interprète.

Le suivi médico-social des enfants est assuré par les travailleurs médico-sociaux référents des familles et l'équipe de protection maternelle et infantile de l'agence départementale de la solidarité qui assure le lien avec les directrices des structures d'accueil.

La résiliation du contrat avec la famille peut intervenir :

- sur demande de la famille et après évaluation du comité, dans l'objectif d'augmenter le nombre de jours d'accueil. L'enfant sera alors accueilli dans le cadre d'un contrat signé entre la famille et l'établissement ;
- au bout de 5 absences injustifiées et non excusées, la rupture de contrat peut être demandée par la structure avec effet immédiat. En amont, le référent médico-social sera prévenu et contactera la famille après 3 absences non motivées.

### **ARTICLE 3 : Suivi de l'action**

Le suivi de l'action est assuré par un comité technique composé des acteurs référents de l'action :

- Département de l'Hérault : médecin de Pmi et travailleurs médico-sociaux de l'agence départementale ;
- Commune de Montpellier : directrices de structure et coordinatrice.

Ce comité technique assure la coordination inter-équipes de l'action et veille au bon déroulement des processus d'accueil afin de procéder aux éventuels ajustements. Il se réunit tous les deux mois, il présente un bilan d'action au comité de pilotage à partir d'outils d'évaluation (taux de fréquentation, absentéisme excusé et non excusé, axe qualitatif).

Ce bilan d'action sera acté dans le cadre d'un comité de pilotage composé de :

- 4 représentants de la Commune de Montpellier, (responsable de la direction Enfance, coordinatrice des crèches, puéricultrices directrices des établissements concernés)
- 4 représentants du Département (un représentant de la Direction de la protection maternelle infantile et de la santé, adjoint santé, médecin PMI, puéricultrice de l'agence départementale de la solidarité Ecusson cœur de ville).

Il se réunira en début du mois de juillet de l'année en cours en vue d'évaluer les résultats du dispositif, de définir ses éventuelles évolutions et d'émettre un avis sur la reconduction de l'action.

La demande de reconduction devra intervenir deux mois avant la date d'échéance de l'action au 31

décembre.

#### **ARTICLE 4 : Financement de l'action**

Le budget prévisionnel global de l'action s'élève à 77 865 € pour l'année 2017.

Le cofinancement est assuré par :

C.N.A.F.	21 656 €
Commune de Montpellier	42 291 €
Participation de Familles	918 €

L'engagement financier du Département est de **13 000 €** pour l'année 2017.

Le Département s'engage à verser la somme **13 000 €** pour l'année 2017 à la Commune de Montpellier sur présentation du titre de recette émis au cours du 2<sup>e</sup> semestre et avant le 15 novembre de l'exercice comptable sur le compte suivant :

**Trésorerie Municipale de Montpellier**

**Etablissement : Banque de France**

**Code établissement ..... : 30001**

**Code guichet ..... : 00572**

**N° de compte ..... : E3400000000 Clé 10**

Le comptable assignataire est : Monsieur Le Payeur Départemental de l'Hérault.

#### **ARTICLE 5 : Durée de l'action :**

La présente convention est conclue pour un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 6 : Litiges**

Les parties s'engagent à transiger à l'amiable.

A défaut, la juridiction compétente pour connaître des litiges est le tribunal administratif de Montpellier.

#### **ARTICLE 7 : Responsabilité**

La Commune est tenue de souscrire une **assurance** couvrant les dommages causés du fait des personnes accueillies et les dommages causés aux personnes placées sous sa responsabilité au cours des prestations dont il a la charge.

Elle s'engage à recueillir l'accord des parents des enfants qui participeront aux ateliers.

A Montpellier, le

Le Maire de la Ville de Montpellier

Le Président du Conseil Départemental



## Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents :

Alex LARUE.

## Cœur de Ville en Lumières - Conventions de parrainage entre la Ville de Montpellier et diverses structures

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n° 2016/237 en date du 22 juin 2016, le Conseil municipal a validé les principes de l'organisation et du financement de la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2016, ainsi que le règlement de parrainage.

Il convient maintenant d'approuver les conventions liant chaque parrain de la manifestation à la Ville de Montpellier, conventions qui encadreront les engagements réciproques et notamment les contreparties offertes à chaque parrain en fonction du montant de sa participation.

Il est ici proposé de conventionner avec 18 structures ayant proposé leur parrainage :

<b>PARRAINS</b>	<b>MONTANT HT</b>
LIBRAIRIE GIBERT JOSEPH	1 000,00
RESTAURANT LES BAINS	2 000,00
CREPERIE JEAN MOULIN	2 000,00
MEDIAFFICHE	2 000,00
LUMINAIRES BOUDARD	1 000,00
ENEDIS	5 000,00
HELENIS/GGL	10 000,00
FDI	10 000,00
ANGELOTTI	10 000,00
BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES	11 000,00
VINCI BTP	11 000,00
SMN NICOLLIN	20 000,00
COMITE MTP PLEIN CENTRE	20 000,00
CCI	20 000,00
TRAVESSET -CITEOS	30 000,00
VINCI AUTOROUTES	40 000,00
RFM	COMPETENCES
JCDECAUX	COMPETENCES
<b>TOTAL</b>	<b>195 000,00</b>

Pour les parrainages financiers, l'appel de fonds sera effectué dès signature de la convention par émission d'un titre de recettes.

Pour les parrainages de compétences, les éléments proposés, valorisés à hauteur de 25 000€ minimum chacun pour ce qui les concerne, seront mis en œuvre dès le démarrage de la campagne de communication de la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la signature des conventions de parrainage relatives à la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » 2016 entre la Ville de Montpellier et les 18 structures présentées dans la présente délibération, les parrains financiers s'engageant à participer au financement de l'opération à hauteur d'un montant global de 195 000 € HT, les parrains de compétences s'engageant à mettre en œuvre des moyens de communications valorisés à 25 000€ minimum chacun ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

✓

Philippe SAUREL



**Publiée le : 29 novembre 2016**



**CONVENTION DE PARRAINAGE  
RELATIVE A LA MANIFESTATION  
« CŒUR DE VILLE EN LUMIERES 2016 »**

ENTRE

**La Ville de Montpellier**, ci-après dénommé « la Ville », représentée par Philippe SAUREL,  
Maire, dûment habilité par délibération n° \_\_\_\_\_ du Conseil Municipal en date du \_\_\_\_\_

Et,

**La société/l'association** \_\_\_\_\_, ci-après dénommée « le parrain », représentée par \_\_\_\_\_,

,

La Ville de Montpellier, dans le cadre des manifestations de fin d'année et en complément de son marché de Noël sur l'Esplanade Charles de Gaulle et des Illuminations présentes sur l'ensemble de territoire souhaite organiser un événement nocturne de projections sur différents sites de l'Ecusson.

En partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier, la Ville souhaite renouveler pour cette année 2016, un événement sur le thème de la Lumière, dénommé « Cœur de Ville en Lumières ».

Considérant l'intérêt de cette manifestation pour le tissu économique tout autant que les fortes retombées en termes de communication et de notoriété qu'elle peut générer, la Ville a souhaité permettre des actions de parrainage afin de faciliter son financement et son organisation.

La société/ l'association \_\_\_\_\_ ayant manifesté son intérêt à une telle opération de parrainage, la présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des parties.

## **I - OBJET DE LA CONVENTION**

Cette convention définit les modalités de la relation de partenariat conclue entre la Ville et la société /l'association , à l'occasion de l'organisation de l'opération Cœur de Ville en Lumières 2016.

Ce projet consiste en la mise place d'un parcours original, touristique, culturel et ludique autour de huit sites, sur environ 5 Kilomètres. Il se déroulera le temps d'un week-end de trois jours consécutifs : les 1er – 2 et 3 décembre 2016.

Les projections seront d'une durée de 3 heures le jeudi et le vendredi et pourront aller jusqu'à 4 heures le samedi.

Il a également pour objectif durant la période des fêtes de fin d'année de créer un événement aux retombées économiques, commerciales et médiatiques, constituant un nouvel axe de développement déterminant pour l'économie locale et l'image French Tech de Montpellier.

L'esprit de « Cœur de Ville en Lumières » en quelques mots :

« Le Cœur de Ville en Lumières » est une fête gratuite qui propose des œuvres urbaines éphémères sur 8 sites dans le cœur de ville, ouverte à tout public pendant 3 soirées.

Elle occupera l'espace public du centre-Ville avec la participation du public. « Le Cœur de Ville en Lumières » doit être un moment magique où, la poésie, l'étonnement et l'émotion seront présents. « Le Cœur de Ville en Lumières » met en valeur l'exceptionnel patrimoine architectural de la ville.

## **II - OBLIGATIONS DU PARRAIN**

### **II-1 Parrainage financier**

Le parrain s'engage à participer au financement de l'opération « Cœur de Ville en Lumières » à hauteur d'un montant de: (en lettres) EUROS HORS TAXE (TVA 20%), selon sa proposition.

Le versement de ce montant sera fera sur présentation d'un avis de sommes à payer de la Trésorerie Municipale de Montpellier.

Cet avis de sommes à payer sera adressé à :

.....  
.....  
.....

En outre, le parrain s'engage également à mentionner la Ville de Montpellier dans tous ses supports de communication utilisant l'opération Cœur de Ville en Lumières 2016.

### **II-2 Parrainage de compétence**

Sans objet.

## **III - OBLIGATIONS DE LA VILLE**

D'une manière générale, la Ville s'engage à communiquer le nom des parrains en utilisant les outils de promotion institutionnels ou sur les sites de la manifestation

Ces « contreparties » seront mises en œuvre dans les conditions définies par le règlement de

parrainage approuvé en Conseil Municipal du 22 juin 2016, annexé à la présente, et ce en fonction du montant de la participation du parrain.

Par la présente, le parrain déclare avoir pris connaissance dudit règlement et en accepter pleinement les termes.

## **VI- ASSURANCES**

Sans objet.

## **V - DUREE DE LA CONVENTION**

La convention est conclue pour la durée de l'opération Cœur de Ville en Lumières 2016.

## **VI - RESILIATION**

Chacune des parties pourra résilier la convention, de plein droit, à tout moment et sans préavis, au cas où l'autre partie manquerait gravement à ses obligations contractuelles.

Cette résiliation devra être précédée d'une mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet durant 30 jours calendaires.

## **VI – MODIFICATIONS**

A la demande de l'une ou l'autre partie, des modifications pourront être apportées à la présente convention par avenant, adopté dans les mêmes modalités que la présente convention.

## **VII - REPORT-ANNULATION DE LA MANIFESTATION**

- Dans le cas où la Ville serait contrainte de reporter l'évènement au cours du premier trimestre 2017 suivants les dates initiales, les parrainages seront conservés et les contreparties maintenues dans les termes du règlement de parrainage.
- A contrario, la Ville s'engage à rembourser le parrain dans l'hypothèse où l'opération Cœur de Ville en Lumières 2016 n'aurait pas lieu ou si elle décide de ne plus y faire participer le parrain.

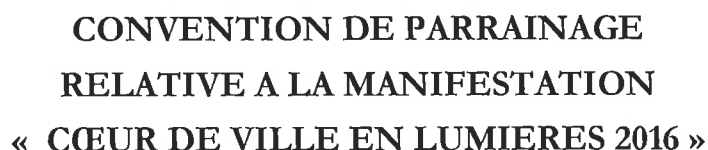
## **VIII : LITIGES**

Les deux parties s'engagent à régler à l'amiable tout différend éventuel qui pourrait résulter de la présente convention. En cas d'échec, le Tribunal Administratif de Montpellier est compétent.

Fait à Montpellier le ..... En deux exemplaires originaux.

Monsieur le Maire  
de la Ville de Montpellier

Le Parrain,



## **I - OBJET DE LA CONVENTION**

Cette convention définit les modalités de la relation de partenariat conclue entre la Ville et la société /l'association , à l'occasion de l'organisation de l'opération Cœur de Ville en Lumières 2016.

Ce projet consiste en la mise place d'un parcours original, touristique, culturel et ludique autour de huit sites, sur environ 5 Kilomètres. Il se déroulera le temps d'un week-end de trois jours consécutifs : les 1er – 2 et 3 décembre 2016.

Les projections seront d'une durée de 3 heures le jeudi et le vendredi et pourront aller jusqu'à 4 heures le samedi.

Il a également pour objectif durant la période des fêtes de fin d'année de créer un événement aux retombées économiques, commerciales et médiatiques, constituant un nouvel axe de développement déterminant pour l'économie locale et l'image French Tech de Montpellier.

L'esprit de « Cœur de Ville en Lumières » en quelques mots :

« Le Cœur de Ville en Lumières » est une fête gratuite qui propose des œuvres urbaines éphémères sur 8 sites dans le cœur de ville, ouverte à tout public pendant 3 soirées.

Elle occupera l'espace public du centre-Ville avec la participation du public. « Le Cœur de Ville en Lumières » doit être un moment magique où, la poésie, l'étonnement et l'émotion seront présents. « Le Cœur de Ville en Lumières » met en valeur l'exceptionnel patrimoine architectural de la ville.

## **II - OBLIGATIONS DU PARRAIN**

### **II-1 Parrainage financier**

Sans objet

### **II-2 Parrainage de compétence**

Le parrain s'engage à mettre à la disposition de la Ville les éléments suivants :

----- (date, lieu, type de prestations) -----  
-----  
-----  
-----

Cette participation est valorisée à hauteur de ..... (EN LETTRES) EUROS HT.

En outre, il s'engage également à mentionner la Ville de Montpellier dans tous ses supports de communication utilisant l'opération Cœur de Ville en Lumières 2016.

## **III - OBLIGATIONS DE LA VILLE**

D'une manière générale, la Ville s'engage à communiquer le nom des parrains en utilisant les outils de promotion institutionnels ou sur les sites de la manifestation

Ces « contreparties » seront mises en œuvre dans les conditions définies par le règlement de parrainage approuvé en Conseil Municipal du 22 juin 2016, annexé à la présente, et ce en fonction du montant de la participation du parrain.

Par la présente, le parrain déclare avoir pris connaissance dudit règlement et en accepter pleinement les termes.

## **VI- ASSURANCES**

Le partenaire devra être assuré pour les prestations ou matériels qu'il mettra à la disposition de la Ville.

Une attestation d'assurance devra être produite avant la manifestation.

## **V - DUREE DE LA CONVENTION**

La convention est conclue pour la durée de l'opération Cœur de Ville en Lumières 2016.

## **VI - RESILIATION**

Chacune des parties pourra résilier la convention, de plein droit, à tout moment et sans préavis, au cas où l'autre partie manquerait gravement à ses obligations contractuelles.

Cette résiliation devra être précédée d'une mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet durant 30 jours calendaires.

## **VI – MODIFICATIONS**

A la demande de l'une ou l'autre partie, des modifications pourront être apportées à la présente convention par avenant, adopté dans les mêmes modalités que la présente convention.

## **VII - REPORT-ANNULATION DE LA MANIFESTATION**

- Dans le cas où la Ville serait contrainte de reporter l'évènement au cours du premier trimestre 2017 suivants les dates initiales, les parrainages seront conservés et les contreparties maintenues dans les termes du règlement de parrainage.
- A contrario, la Ville s'engage à rembourser le parrain dans l'hypothèse où l'opération Cœur de Ville en Lumières 2016 n'aurait pas lieu ou si elle décide de ne plus y faire participer le parrain.

## **VIII : LITIGES**

Les deux parties s'engagent à régler à l'amiable tout différend éventuel qui pourrait résulter de la présente convention. En cas d'échec, le Tribunal Administratif de Montpellier est compétent.

Fait à Montpellier le ..... En deux exemplaires originaux.

Monsieur le Maire  
de la Ville de Montpellier

Le Parrain,



## **Séance publique du lundi 28 novembre 2016**

**Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

**Absents :**

Alex LARUE.

### **Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Ouverture des établissements de commerce de détail le dimanche - Liste des dimanches de l'année 2017 - Avis du conseil municipal**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La loi Macron (loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques) introduit la possibilité pour le Maire d'autoriser jusqu'à 12 ouvertures dominicales des commerces de détail.

Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du Maire est prise après avis du Conseil Municipal et avis conforme du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole. La liste des dimanches doit être arrêtée par le Maire avant le 31 décembre, pour l'année suivante.

A la demande des commerces de détail présents sur le territoire de la Ville de Montpellier, après consultation des organisations socio-professionnelles, des organisations syndicales, les projets d'ouverture dominicale sont les suivants :

- pour les secteurs d'activités suivants: Commerce de détail spécialisé de l'équipement du foyer  
Electroménager – TV HIFI ; Commerce de détail spécialisé de l'équipement de la personne, la culture et les loisirs ; Commerce de détail alimentaire spécialisé : ouvertures dominicales pour 7 dates soit les 15 janvier, 14 mai, 2 juillet, 3, 10, 17 et 24 décembre 2017.
- pour le secteur de l'automobile, ouvertures dominicales pour l'année 2017, aux 5 dates suivantes :  
15 janvier, 19 mars, 18 juin, 17 septembre et 15 octobre 2017.

Le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole est appelé à se prononcer sur ces dates lors de sa séance du 24 novembre 2016.

En vertu des dispositions de l'article 3132-6 du Code du Travail, seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur peuvent travailler le dimanche et disposent de contreparties au travail dominical à la fois en terme de rémunération et de repos compensateur.

**En conséquence il est demandé au Conseil municipal :**

- D'approuver les dates des 7 dimanches au cours desquels les commerces seront autorisés à ouvrir en 2017.
- D'approuver les dates des 5 dimanches au cours desquels les commerces du secteur automobile seront autorisés à ouvrir en 2017
- D'autoriser M. le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 29 novembre 2016**

## Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents :

Alex LARUE.

## Acquisition d'œuvres photographiques liées à la programmation des Lieux d'art et d'histoire

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier poursuit sa politique d'acquisition d'œuvres photographiques et enrichit sa collection afin de pouvoir présenter ces œuvres au public dans de nouvelles formes d'exposition.

A ce titre, chaque année, depuis la création des Boutographies, la Ville de Montpellier soutient fortement ces rencontres photographiques montpelliéraines comme l'un des festivals artistiques phares du territoire communal et métropolitain.

Le prix du jury, créé en 2009, récompense un jeune photographe européen dont la démarche est jugée particulièrement digne d'être encouragée. Depuis 2010, la Ville a choisi d'enrichir son fonds photographique par l'acquisition de tirages provenant de la série primée.

Le lauréat 2016 est Pierre Liebaert, d'origine suisse vivant et travaillant à Bruxelles.

Sur proposition de l'artiste, la Ville de Montpellier fait l'acquisition d'une installation comprenant une œuvre audiovisuelle, trois photographies, signées et numérotées, ainsi que deux images encadrées, de la série *Libre Maintenant*.

*« C'est à un étrange huis clos que Pierre Liebaert nous convie. Les modèles qui, répondant à l'annonce qu'il a diffusée, ont souhaité venir poser dans l'intimité d'une chambre close, semblent n'avoir rien tant désiré que cet instant du face à face avec un photographe qu'ils ne connaissaient pas. Nul autre désir que celui d'être devant lui, d'être contemplés, de se livrer à l'appareil en transgressant une norme à quoi leur vie publique ou leur situation familiale paraît les contraindre. En posant nus et masqués, en révélant des corps imparfaits aux antipodes de la photographie érotique, ces hommes n'ont eu d'autre dessein que de s'abandonner au regard de l'autre, de s'y soumettre. La photographie qui procèdera de la rencontre n'est dès lors plus pour eux qu'un document qui en atteste, une «photographie comme preuve», celle de leur liberté momentanée. », extrait de publication des Boutographies – Rencontres européennes de la photographie.*

Par ailleurs, dans le cadre de sa programmation 2017, la Ville de Montpellier accueillera l'artiste Ralph Gibson au sein du Pavillon Populaire, espace d'art photographique.

Ralph Gibson est l'une des figures de proue de la photographie américaine. En 1970, il fonde sa propre maison d'édition indépendante, Lustrum Press, qu'il inaugure par 3 trois livres d'artistes dont il est l'auteur, et qui présentent son propre travail dont l'exigence et la radicalité ne souffrent aucun compromis. Ces ouvrages sont désormais connus sous le nom de « la Trilogie »: *The Somnambulist* (1970), *Déjà-vu* (1973), *Days at Sea* (1974). Ces ouvrages sont véritablement novateurs dans l'univers photographique.

La présentation de cette exposition est une très belle opportunité d'acquisition des œuvres de l'artiste.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser la signature des contrats de vente des photographies, joint en annexe, pour un montant global net de 2 500 € TTC concernant Pierre LIEBAERT et de 20 000 € TTC concernant Ralph GIBSON ;
- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville, fonction 903 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 29 novembre 2016**

## Contrat de vente de photographie

### ENTRE LES SOUSSIGNES:

**La Ville de Montpellier**  
1, place Georges Frêche  
34 000 Montpellier

Téléphone: 04 67 34 70 00  
N° SIRET: 213 401 72 20 1787      Code APE: 8411Z

Représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant ès-qualités en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014.

**Ci-après dénommée l'« ACHETEUR »**

### ET :

**Ralph Gibson – Lustrum Press Inc.**  
Domicilié :  
180 Varick Street  
New York, NYC 10013  
USA  
Téléphone: 001 212 334 1854

**Ci-après dénommé(e) le « PHOTOGRAPHE »,**

### PREAMBULE :

Les parties déclarent que le présent contrat constitue l'intégralité de l'accord passé entre elles et qu'il ne pourra être modifié, en partie ou en totalité, que par un accord écrit signé par chacune des parties. La présente convention a vocation à régir les rapports des cocontractants sur l'ensemble du territoire national Français ainsi qu'à s'y appliquer.

Vu le préambule,

ONT CONVENU CE QUI SUIVIT :

Article 1 : Objet :

Le PHOTOGRAPHE, vend à l'ACHETEUR qui accepte les œuvres, dont les caractéristiques sont les suivantes :

**Sans titre, issue de la série « The Somnambulist »**

- Format : 20 x 16 inches
- Tirage : sur papier Ilford
- Support : non encadré
- Année de réalisation : 1968
- Année de tirage : 1997

**Sans titre, issue de la série « The Somnambulist »**

- Format : 20 x 16 inches
- Tirage : sur papier Ilford
- Support : non encadré
- Année de réalisation : 1968
- Année de tirage : 1997

**Sans titre, issue de la série « The Somnambulist »**

- Format : 20 x 16 inches
- Tirage : sur papier Ilford
- Support : non encadré
- Année de réalisation : 1968
- Année de tirage : 1997

**Sans titre, issue de la série « Déjà vu »**

- Format : 20 x 16 inches
- Tirage : sur papier Ilford
- Support : non encadré
- Année de réalisation : 1972

- Année de tirage : 1997

**Sans titre, issue de la série « Déjà vu »**

- Format : 20 x 16 inches
- Tirage : sur papier Ilford
- Support : non encadré
- Année de réalisation : 1972
- Année de tirage : 1997

**Sans titre, issue de la série « Infante »**

- Format : 20 x 16 inches
- Tirage : sur papier Ilford
- Support : non encadré
- Année de réalisation : 1983
- Année de tirage : 2000

**Article 2 : Tirage original :**

Le PHOTOGRAPHE déclare que les photographies acquises par l'ACHETEUR sont des tirages originaux, qu'elles ont été réalisées par lui et qu'elles sont signées de sa main.

Sur ces photographies, la signature est apposée au dos de la photographie, en bas à droite.

**Article 3 : Conditions financières :**

Le prix est fixé à (*en chiffres et lettres*) la somme de 20 000 euros au total, vingt mille euros, dont 60% seront payés dans les 30 jours ouvrés suivant la signature du présent contrat et le solde à la livraison. Dans l'hypothèse où cette dernière serait concomitante à la signature le paiement interviendra dans le même délai.

Tant que la totalité du prix n'est pas payée, la propriété de l'œuvre demeure au PHOTOGRAPHE.

**Article 4 : Livraison :**

L'ACHETEUR fait assurer la livraison de l'œuvre, à ses frais et sous son entière responsabilité, depuis le domicile de l'ACHETEUR ou tout autre lieu convenu avec lui, d'un commun accord.

**Article 5 : Droit d'auteur :** à valoir sur l'ensemble du territoire national

Sont autorisées dans le strict cadre des activités de documentation, exposition ou de promotion autour de la collection photographique de la Ville de Montpellier, la reproduction et la diffusion

sous des formes et moyens divers (notamment : textes, images, diffusion par voie de presse, carton d'invitation et de présentation, affiches de promotion, panneaux de promotion, tous types de productions informatiques et numériques, site internet). Cette autorisation est consentie à titre gratuit.

Si par la suite, l'ACHETEUR souhaite reproduire ou représenter tout ou partie de la ou des photos acquise(s) dans un autre cadre que celui de la présentation ou la promotion de sa collection photographique, le PHOTOGRAPHE en sera informé. Un contrat particulier sera éventuellement signé avec le PHOTOGRAPHE en vue des reproductions / représentations des œuvres et de la rémunération s'y rattachant.

#### Article 6 : Obligations de l'ACHETEUR :

L'ACHETEUR s'engage à respecter les droits moraux du PHOTOGRAPHE, notamment à indiquer ou faire indiquer le nom de l'auteur, de manière explicite, pour toute représentation ou reproduction de l'œuvre, à ne pas détruire, altérer, endommager ou modifier l'œuvre, sans le consentement écrit du PHOTOGRAPHE.

Chaque représentation ou reproduction des œuvres concernées par la présente convention fera l'objet d'une information préalable auprès du PHOTOGRAPHE.

#### Article 7 : Garantie :

Le PHOTOGRAPHE garantit à l'ACHETEUR la jouissance entière, paisible et libre de droits, des œuvres cédées.

Le PHOTOGRAPHE déclare avoir pris les mesures nécessaires afin de se voir consentir la cession ou l'autorisation d'exploitation des droits correspondants à des œuvres, personnes ou tout autre élément qui pourraient être incorporé dans les photographies objet.

#### Article 8 : Clause de résiliation :

En cas d'inexécution de ces obligations par l'une des parties, le contrat est résilié de plein droit et le prix payé restitué à l'ACHETEUR, déduction faite d'un dédommagement (équivalent à 20% du montant du présent contrat) à la charge du contractant irrespectueux.

#### Article 9 : Élection de domicile :

Les parties élisent domicile en leurs adresses respectives énoncées en tête du présent contrat.

#### Article 10 : Loi applicable :

Le présent contrat est soumis à la loi française.

#### Article 11 : Litiges :

En cas de différend entre les parties à l'occasion de l'interprétation, de l'exécution ou de la résiliation du présent contrat, les parties conviennent de rechercher préalablement une solution amiable dans l'esprit du présent contrat. A défaut les juridictions du ressort de la Cour d'Appel de Montpellier seront seules compétentes.



Fait à Montpellier, le  
En deux exemplaires originaux

L'artiste

Pour la Ville de Montpellier,

Ralph GIBSON

Monsieur le Maire

## Contrat de vente de photographie

### ENTRE LES SOUSSIGNES:

#### **La Ville de Montpellier**

1, place Georges Frêche  
34 000 Montpellier

Téléphone: 04 67 34 70 00

N° SIRET: 213 401 72 20 1787      Code APE: 8411Z

Représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant ès-qualités en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014.

**Ci-après dénommée l'« ACHETEUR »**

### **ET :**

Pierre Liebaert

Domicilié :

120 rue de Flandre

1000 Bruxelles

Belgique

Téléphone: 0032 499 39 41 39

**Ci-après dénommé(e) le « PHOTOGRAPHE »,**

### **PREAMBULE :**

Les parties déclarent que le présent contrat constitue l'intégralité de l'accord passé entre elles et qu'il ne pourra être modifié, en partie ou en totalité, que par un accord écrit signé par chacune des parties. La présente convention a vocation à régir les rapports des cocontractants sur l'ensemble du territoire national Français ainsi qu'à s'y appliquer.

Vu le préambule,

ONT CONVENU CE QUI SUIVIT :

Article 1 : Objet :

Le PHOTOGRAPHE, vend à l'ACHETEUR qui accepte les œuvres constituant une installation, dont les caractéristiques sont les suivantes :

***Libre Maintenant***

- Format : vidéo 16 : 9
- Son ; surround 5.1 ou stéréo
- Support : DVD
- Année de réalisation : 2015
- Durée : 11 minutes et 20 secondes

**3 photographies :**

***Onyx onyx, Bruxelles, 2015***

- Format image : 35 x 45 cm
- Tirage : jet d'encre
- Support : monté sur alu-dibond
- Année de réalisation : 2015
- Numérotée : 2/5

***Rideau, Bruxelles, 2014***

- Format image : 35 x 45 cm
- Tirage : jet d'encre
- Support : monté sur alu-dibond
- Année de réalisation : 2014
- Numérotée : 3/5

***Dos, Bruxelles, 2015***

- Format image : 35 x 45 cm
- Tirage : jet d'encre
- Support : monté sur alu-dibond

- Année de réalisation : 2015
- Numérotée : 2/5

**Images encadrées : textes issus des e-mails :**

**#1**

- Format image : 21x30 cm
- Tirage : jet d'encre
- Support : encadrés sous verre
- Année de réalisation : 2015
- Numérotée : 2/5

**#6**

- Format image : 21x30 cm
- Tirage : jet d'encre
- Support : encadrés sous verre
- Année de réalisation : 2015
- Numérotée : 2/5

Article 2 : Tirage original :

Le PHOTOGRAPHE déclare que les photographies acquises par l'ACHETEUR sont des tirages originaux, qu'elles ont été réalisées par lui et qu'elles sont signées de sa main. Elles ont été tirées à 5 exemplaires assorties de deux tirages d'artiste.

Sur ces photographies, la signature est apposée au dos de la photographie, en bas à droite.

Article 3 : Conditions financières :

Le prix est fixé à *(en chiffres et lettres)* la somme de 2500 euros au total, deux mille cinq cents euros, dont 60% seront payés dans les 30 jours ouvrés suivant la signature du présent contrat et le solde à la livraison. Dans l'hypothèse où cette dernière serait concomitante à la signature le paiement interviendra dans le même délai.

Tant que la totalité du prix n'est pas payée, la propriété de l'œuvre demeure au PHOTOGRAPHE.

Article 4 : Livraison :

Le PHOTOGRAPHE livre lui-même ou fait assurer la livraison de l'œuvre, à ses frais et sous son entière responsabilité, au domicile de l'ACHETEUR, d'un commun accord.

#### Article 5 : Droit d'auteur : à valoir sur l'ensemble du territoire national

Sont autorisées dans le strict cadre des activités de documentation, exposition ou de promotion autour de la collection photographique de la Ville de Montpellier, la reproduction et la diffusion sous des formes et moyens divers (notamment : textes, images, diffusion par voie de presse, carton d'invitation et de présentation, affiches de promotion, panneaux de promotion, tous types de productions informatiques et numériques, site internet). Cette autorisation est consentie à titre gratuit.

Si par la suite, l'ACHETEUR souhaite reproduire ou représenter tout ou partie de la ou des photos acquise(s) dans un autre cadre que celui de la présentation ou la promotion de sa collection photographique, le PHOTOGRAPHE en sera informé. Un contrat particulier sera éventuellement signé avec le PHOTOGRAPHE en vue des reproductions / représentations des œuvres et de la rémunération s'y rattachant.

#### Article 6 : Obligations de l'ACHETEUR :

L'ACHETEUR s'engage à respecter les droits moraux du PHOTOGRAPHE, notamment à indiquer ou faire indiquer le nom de l'auteur, de manière explicite, pour toute représentation ou reproduction de l'œuvre, à ne pas détruire, altérer, endommager ou modifier l'œuvre, sans le consentement écrit du PHOTOGRAPHE.

Chaque représentation ou reproduction des œuvres concernées par la présente convention fera l'objet d'une information préalable auprès du PHOTOGRAPHE.

#### Article 7 : Garantie :

Le PHOTOGRAPHE garantit à l'ACHETEUR la jouissance entière, paisible et libre de droits, des œuvres cédées.

Le PHOTOGRAPHE déclare avoir pris les mesures nécessaires afin de se voir consentir la cession ou l'autorisation d'exploitation des droits correspondants à des œuvres, personnes ou tout autre élément qui pourraient être incorporé dans les photographies objet.

#### Article 8 : Clause de résiliation :

En cas d'inexécution de ces obligations par l'une des parties, le contrat est résilié de plein droit et le prix payé restitué à l'ACHETEUR, déduction faite d'un dédommagement (équivalent à 20% du montant du présent contrat) à la charge du contractant irrespectueux.

#### Article 9 : Élection de domicile :

Les parties élisent domicile en leurs adresses respectives énoncées en tête du présent contrat.

#### Article 10 : Loi applicable :

Le présent contrat est soumis à la loi française.

#### Article 11 : Litiges :

En cas de différend entre les parties à l'occasion de l'interprétation, de l'exécution ou de la résiliation du présent contrat, les parties conviennent de rechercher préalablement une solution amiable

dans l'esprit du présent contrat. A défaut les juridictions du ressort de la Cour d'Appel de Montpellier seront seules compétentes.

Fait à Montpellier, le  
En deux exemplaires originaux

L'artiste

Pour la Ville de Montpellier,

Pierre LIEBAERT

Monsieur le Maire

## Séance publique du lundi 28 novembre 2016

Convoqué le lundi 21 novembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 28 novembre 2016 à 19H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

### Absents :

Alex LARUE.

## Culture et Patrimoine

### Attribution de subventions à des associations culturelles

### Exercice 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, son impact économique et social est essentiel pour notre commune.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Les arts plastiques, les arts visuels, la littérature, le patrimoine, le pluri discipline ainsi que le spectacle vivant sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 4 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 8 000 € au titre de l'exercice 2016.

Code association	Nom de l'association	Nature	Montant
	<b>ARTS PLASTIQUES</b>		
1951	Art Plus Plus	Fonctionnement	1000
	<b>SPECTACLE VIVANT/Danse</b>		
1523	DANSOMANIA CIE ANNE MARIE PORRAS	Fonctionnement	5000
5505	MOUVEMENTS PERPETUELS	Projet	1000
	<b>SPECTACLE VIVANT/ Théâtre</b>		
3156	Primesautier Théâtre	Projet	1000
		<b>TOTAL</b>	<b>8000</b>

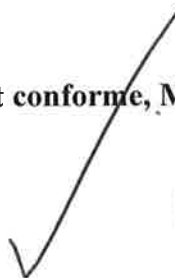
Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- D'affecter les subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 8 000 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 29 novembre 2016**



Nom de la structure:  
Nature de la subvention :  
Intitulé du projet :  
Montant attribué :  
Thématique : CULTURE

## Lettre d'engagement

Veuillez retourner ce document à l'adresse ci-après

Direction de la Culture et du Patrimoine  
Mairie de Montpellier  
1, place Georges Frêche  
34267 Montpellier Cedex 2

Affaire suivie par: Guilaine JOURDAN: 04.67.34.88.86 - Zita MANDALLENA : 04.67.34.70.80

Je soussigné(e), \_\_\_\_\_ représentant(e) légal de la structure  
m'engage à utiliser la subvention de \_\_\_\_\_ attribuée pour l'année 2016 par la Ville de Montpellier lors du  
Conseil Municipal du \_\_\_\_\_, conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de  
demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le  
représentant de la structure dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure  
bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure  
bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2016 sera automatiquement frappée de caducité si  
elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2016.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les  
supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la  
structure.

En cas de non-respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de  
Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

### Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la  
consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: -  
Nature de la subvention :  
Intitulé du projet :  
Montant attribué : €  
Thématique :

## **CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le .....

**Il a été convenu ce qui suit :**

### **Article 1 : Objet de la convention**

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2016.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....  
.....  
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

### **Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention**

La présente convention est conclue pour l'année 2016.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

### Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2016, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

### Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 70% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2015 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2015 de la structure.

### Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie Participative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
  - \* les comptes de l'année 2016 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
  - \* Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

## Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

## Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

## Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

## Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

### *Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789*

*« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »*